

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du pôle juridique

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6 rue du verger

CS 40078

76192 Yvetot Cedex

www.sdis76.fr



ARRETES DE MONSIEUR LE PREFET DE LA REGION NORMANDIE, PREFET DE LA SEINE-MARITIME

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE - ARRETES DE MONSIEUR LE PREFET DE LA REGION NORMANDIE, PREFET DE LA SEINE-MARITIME

N°	Date	Titre
19-136	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « interventions à bord des navires », mise à jour du mois de juillet 2019
19-137	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux », mise à jour du mois de juillet 2019
19-138	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de « l'unité sauveteurs spécialisés hélicoptés », mise à jour du mois de juillet 2019
19-139	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques radiologiques », mise à jour du mois de juillet 2019
19-140	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques chimiques et biologiques », mise à jour du mois de juillet 2019
19-141	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage déblaiement », mise à jour du mois de juillet 2019
19-142	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare », mise à jour du mois de juillet 2019
19-143	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage aquatique », mise à jour du mois de juillet 2019
19-144	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « prévention », mise à jour du mois de juillet 2019
19-145	12/08/19	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la chaîne de commandement, mis à jour du mois de juillet 2019



ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime**
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex



SOMMAIRE

ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
2019/GAP-3080	26/06/2019	Arrêté portant tableau d'avancement au grade de commandant de sapeurs-pompiers professionnels de la Seine-Maritime au titre de l'année 2019
2019/GAP-3076	28/06/2019	Arrêté portant tableau d'avancement au grade d'infirmier hors classe de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2019
2019/GAP-4512	01/08/2019	Arrêté portant tableau d'avancement au grade de lieutenant de 1 ^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2019
2019/GAP-4513	01/08/2019	Arrêté portant tableau d'avancement au grade de lieutenant hors classe de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2019
AG-2019-062	01/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier
AG-2019-063	01/08/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Luc TACONNET faisant fonction de chef du groupement Ressources Humaines
AG-2019-064	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Alain LE GALLOU, chef du service du Système d'information opérationnel – groupement Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations

N°	Date	Titre
AG-2019-065	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Aurélie SAMSON, chargée du secrétariat général – Pôle Juridique
AG-2019-066	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Benoît LAGON, chef du service Ressources et analyses – Pôle Juridique
AG-2019-067	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant de 1 ^{ère} classe Cyril DUPRE, chef du service Gestion des temps et activités – Groupement des Ressources humaines
AG-2019-068	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier
AG-2019-069	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Céline LIDOR, adjointe à la cheffe de groupement en charge du pôle Juridique
AG-2019-070	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Céline LIDOR, cheffe du service Conseils et contentieux – Pôle Juridique
AG-2019-071	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AUBER, chef du service Système d'information administratif et réseaux – Groupement Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations
AG-2019-072	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Gilles MARTIN, chef du service Téléphonie et transmission – Groupement Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations
AG-2019-073	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Jean-Marc PARIS, chef de groupement en charge du pôle Stratégie et cohérence territoriale
AG-2019-074	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature au Commandant Luc TACONNET, chef du service Gestion des emplois, effectifs, activités et compétences – Groupement des Ressources humaines

N°	Date	Titre
AG-2019-075	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Marie-Laure BREUGNOT, cheffe du service Mission aide au pilotage et info-valorisation – Groupement Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d’informations
AG-2019-076	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Monsieur Olivier BERNARD, chef du service Planification accompagnement prospective – Groupement Formation – Activités sportives
AG-2019-077	30/08/2019	Arrêté portant désignation d’une personne responsable de l’accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques
AG-2019-078	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Réjane PASQUIER, cheffe du service Soutien administration générale – Pôle Programmation et soutien techniques
AG-2019-079	30/08/2019	Arrêté portant délégation de signature à Madame Sophie BONNAMY-LACUISSSE, cheffe du service Carrière rétributions budget – Groupement des Ressources humaines
AG-2019-080	30/08/2019	Arrêté portant liste départementale des médecins habilités à la détermination de l’aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires
AG-2019-081	18/09/2019	Arrêté portant composition du comité technique compétent pour l’ensemble des agents du Sdis
AG-2019-082	18/09/2019	Arrêté portant composition de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C
AG-2019-083	18/09/2019	Arrêté portant composition du comité d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour l’ensemble des agents du Service départemental d’incendie et de secours de la Seine-Maritime



**DELIBERATIONS
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Réunion du 12 septembre 2019

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex**



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
12/09/19	DBCA-2019-061	Pôle Juridique	Assurance des prestations statutaires
12/09/19	DBCA-2019-062	Pôle Financier	Avenant n°5 à la convention constitutive d'un groupement de commandes avec le Sdis 27
12/09/19	DBCA-2019-063	Pôle Financier	Adhésion du Sdis 76 au RESAH
12/09/19	DBCA-2019-064	Pôle Financier	Vente de matériels – mises à prix
12/09/19	DBCA-2019-065	Pôle Compétence humaine	Modifications du tableau des emplois budgétaires
12/09/19	DBCA-2019-066	Pôle Compétence humaine	Règlement des frais de déplacement des personnels et des élus
12/09/19	DBCA-2019-067	Pôle Compétence humaine	Conventions « manœuvrants sapeurs-pompiers professionnels et volontaires » avec l'ENSOSP
12/09/19	DBCA-2019-068	Pôle Compétence humaine	Convention formation entre le Sdis 78 et le Sdis 76 pour le groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP)
12/09/19	DBCA-2019-069	Pôle Compétence humaine	Convention de partenariat formation avec le Sdis de la Guadeloupe

Séance	N°	Service instructeur	Titre
12/09/19	DBCA-2019-070	Pôle Compétence humaine	Convention de partenariat avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie
12/09/19	DBCA-2019-071	Pôle Compétence humaine	Convention de partenariat formation avec le Sdis de l'Eure
12/09/19	DBCA-2019-072	Pôle Compétence humaine	Convention entre la société Com.sports et le Sdis 76 pour l'utilisation des piscines appartenant à la communauté de communes de la côte d'Albâtre
12/09/19	DBCA-2019-073	Pôle Anticipation et action	Convention de partenariat Sdis 76 / RTE GMR Basse Seine
12/09/19	DBCA-2019-074	Pôle Juridique	Autorisation au président pour la mise en œuvre de la protection fonctionnelle et l'accompagnement d'un agent du Sdis 76 – PJ/2019-07
12/09/19	DBCA-2019-075	Pôle Juridique	Autorisation au président pour la mise en œuvre de la protection fonctionnelle et l'accompagnement d'un agent du Sdis 76 – PJ/2019-08
12/09/19	DBCA-2019-076	Pôle Juridique	Autorisation au président pour la mise en œuvre de la protection fonctionnelle et l'accompagnement d'un agent du Sdis 76 – PJ/2019-10
12/09/19	DBCA-2019-077	Pôle Programmation et soutien techniques	Servitude de passage du réseau de chaleur au profit de la société Résocéane sur la parcelle du Cis de Caucriauville et l'état-major du groupement Ouest – raccordement des bâtiments du site au réseau de chaleur
12/09/19	DBCA-2019-078	Pôle Programmation et soutien techniques	Demande de remise gracieuse des pénalités appliquées dans le cadre du marché 20180003
12/09/19	DBCA-2019-079	Pôle Compétence humaine	Remise gracieuse sur titre de recette



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° **19-136** du **12 AOUT 2019**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « interventions à bord des navires », mise à jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Vu :

- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2017 relatif aux formations des sapeurs-pompiers aux interventions à bord des navires et des bateaux,
- la circulaire n°IOCE111049C du 08 avril 2011 et les scénarios pédagogiques associés de mai 2003,
- l'arrêté préfectoral n°19-10 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à exercer la spécialité interventions à bord des navires au titre de l'année 2019,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

- Article 1 :** Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes à exercer la spécialité interventions à bord des navires et des bateaux.
- Article 2 :** L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.
- Article 2 :** L'arrêté préfectoral n°19-10 du 19 février 2019 est abrogé.
- Article 4 :** Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Benoît LEMAIRE

INTERVENTION A BORD DES NAVIRES ET DES BATEAUX ET EXPLORATION LONGUE DUREE

CHEF DE GROUPE- IBNB 3 / COORDINATEUR DÉPARTEMENTAL IBNB / ELD					ELD
	Groupement	Matricule	Grade	Agent	
1	DIRECTION	760133	Commandant	PERROT SYLVERE	<i>OUI</i>

CHEF DE GROUPE IBNB 3 / COORDINATEUR DÉPARTEMENTAL ADJOINT					ELD
	Groupement	Matricule	Grade	Agent	
1	DIRECTION	481011	Capitaine	HELLO VINCENT	
2	GROUPEMENT SUD	991015	Capitaine	PAYSANT MATHIEU	<i>OUI</i>

CHEF DE GROUPE - IBNB 3					ELD
	Groupement	Matricule	Grade	Agent	
1	GROUPEMENT OUEST	384215	Capitaine	HURE JULIEN	
2	DIRECTION	200361	Capitaine	MARGRIT CHRISTOPHE	
3	GROUPEMENT OUEST	300305	Commandant	OMONT FRANCK	
4	DIRECTION	200366	Commandant	RENAULT PHILIPPE	

CHEF DE GROUPE - FDN 3					ELD
	Groupement	Matricule	Grade	Agent	
1	DIRECTION	200348	Commandant	MAHE ERWAN	

CHEF D'UNITE - IBNB 2					ELD
	Groupement	Matricule	Grade	Agent	
1	GROUPEMENT SUD	384004	Adjudant	CHEVALIER JOHN	<i>OUI</i>
2	DIRECTION	993563	Lieutenant 1° classe	CHUPEAU MARINE	
3	GROUPEMENT SUD	801878	Adjudant	FINTRINI JEAN CHARLES	
4	GROUPEMENT SUD	802664	Adjudant-chef	MARCOT SEBASTIEN	
5	GROUPEMENT OUEST	200245	Lieutenant 1° classe	SOUDAIS STEPHANE	
6	GROUPEMENT OUEST	711126	Lieutenant 1° classe	URBAIN MICKAEL	

CHEF D'UNITE - FDN 2					ELD
	Groupement	Matricule	Grade	Agent	
1	GROUPEMENT SUD	101005	Adjudant	AUBRY BRUNO	
2	GROUPEMENT OUEST	300007	Adjudant-chef	AUGER ANTOINE	
3	GROUPEMENT SUD	802320	Adjudant	BOCLET BERTRAND	<i>OUI</i>
4	GROUPEMENT OUEST	760187	Sergent-chef	BRION LAURENT	
5	DIRECTION	300286	Capitaine	CADINOT STEPHANE	
6	GROUPEMENT OUEST	300041	Adjudant-chef	CARLO ANTOINE	
7	GROUPEMENT SUD	200305	Adjudant-chef	CLAPISSON FABIEN	

INTERVENTION A BORD DES NAVIRES ET DES BATEAUX ET EXPLORATION LONGUE DUREE

CHEF D'UNITE - FDN 2					ELD
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent	
8	GROUPEMENT SUD	200342	Adjudant-chef	DROUET MICHAEL	
9	GROUPEMENT OUEST	760309	Sergent-chef	ERMENEUX JEAN FRANCOIS	OUI
10	GROUPEMENT SUD	200315	Adjudant-chef	GLASSET PHILIPPE	
11	GROUPEMENT OUEST	800299	Adjudant	HAMADACHE ALEXANDRE	OUI
12	GROUPEMENT SUD	200312	Adjudant-chef	HORNEZ STEPHANE	OUI
13	GROUPEMENT OUEST	802324	Adjudant	HOUSSAYE FREDERIC	OUI
14	GROUPEMENT OUEST	801481	Adjudant	JOIGNANT ANTHONY	
15	GROUPEMENT SUD	800246	Adjudant-chef	LEBON VINCENT	
16	GROUPEMENT OUEST	760182	Sergent-chef	LEBOUCHER BENOIT	OUI
17	GROUPEMENT OUEST	300272	Adjudant-chef	LEFEBVRE HERVE	OUI
18	GROUPEMENT SUD	801883	Sergent-chef	LEMONNIER GUILLAUME	
19	GROUPEMENT SUD	800288	Adjudant-chef	LESUEUR LAURENT	
20	GROUPEMENT OUEST	300160	Adjudant-chef	LHEUREUX LAURENT	
21	GROUPEMENT SUD	200344	Adjudant-chef	LUCOT LAURENT	OUI
22	GROUPEMENT OUEST	300285	Adjudant-chef	MACHARD PHILIPPE	
23	DIRECTION	300284	Adjudant-chef	MAGLOIRE LA GREVE YANNICK	
24	GROUPEMENT SUD	991063	Lieutenant 1° classe	MERCIER JONATHAN	
25	GROUPEMENT OUEST	300179	Adjudant-chef	MICHAUD FLORENT	
26	GROUPEMENT OUEST	300182	Adjudant-chef	MONTESUY XAVIER	
27	GROUPEMENT SUD	801889	Adjudant	MOUFADDAL YACINE	OUI
28	GROUPEMENT SUD	200177	Adjudant-chef	PERREAU JEAN LOUIS	
29	DIRECTION	760134	Commandant	PHILIP RONAN	
30	GROUPEMENT SUD	200318	Adjudant-chef	PICARD JEROME	
31	GROUPEMENT SUD	200244	Adjudant-chef	POUVREAU FREDERIC	
32	GROUPEMENT OUEST	802798	Lieutenant 1° classe	PRIGENT SEBASTIEN	
33	GROUPEMENT OUEST	300216	Adjudant-chef	REJASSE MARTIAL	
34	GROUPEMENT OUEST	300288	Adjudant	RIOLLET VINCENT	
35	GROUPEMENT SUD	801888	Adjudant	ROYER GILLES	
36	GROUPEMENT SUD	800373	Adjudant-chef	SAILLY JOHAN	
37	GROUPEMENT OUEST	300234	Adjudant-chef	SIMON PASCAL	
38	GROUPEMENT OUEST	300249	Adjudant	TUNCQ NICOLAS	
39	GROUPEMENT EST	400039	Adjudant-chef	VIOGNE ARNAUD	

INTERVENTION A BORD DES NAVIRES ET DES BATEAUX ET EXPLORATION LONGUE DUREE

EQUIPIER - IBNB 1					ELD
	Groupement	Matricule	Grade	Agent	
1	GROUPEMENT OUEST	990725	Caporal-chef	BAFFREY THOMAS	
2	GROUPEMENT SUD	800497	Adjudant	BANGOURA DAVID	
3	GROUPEMENT SUD	802326	Caporal	COLLINET DAMIEN	
4	GROUPEMENT OUEST	758017	Sergent-chef	DELALANDRE NICOLAS	
5	DIRECTION	993572	Lieutenant 1° classe	FANEL AURELIEN	
6	GROUPEMENT OUEST	994045	Caporal	LHOSTIS MICKAEL	
7	GROUPEMENT SUD	991496	Caporal	MAREST CLEMENT	OUI
8	GROUPEMENT SUD	994333	Caporal	MARTY MAXIME	
9	GROUPEMENT SUD	993873	Caporal	RIO NICOLAS	
10	GROUPEMENT OUEST	200287	Adjudant-chef	TRANCHARD CHRISTOPHE	
11	GROUPEMENT SUD	200285	Sergent-chef	VANBESIEN FRANCOIS	

EQUIPIER - FDN 1					ELD
	Groupement	Matricule	Grade	Agent	
1	GROUPEMENT SUD	992799	Sergent	ABARNOU STEPHEN	OUI
2	GROUPEMENT SUD	990726	Sergent-chef	AICARDO JONATHAN	
3	GROUPEMENT OUEST	991035	Caporal-chef	BARBIER EDOUARD	OUI
4	GROUPEMENT SUD	993856	Caporal	BERGOT LOIC	OUI
5	GROUPEMENT SUD	991912	Caporal	BERTHE BENOIT	
6	GROUPEMENT SUD	990162	Caporal-chef	BERTIN GUILLAUME	
7	GROUPEMENT SUD	384101	Sergent	BERTRAND EDDIE	OUI
8	GROUPEMENT SUD	991427	Caporal	BIRRA EMMANUEL	
9	GROUPEMENT OUEST	993041	Caporal	BIZEUL CHARLY	OUI
10	GROUPEMENT OUEST	993042	Caporal	BLIN SOPHIE	OUI
11	GROUPEMENT SUD	991452	Caporal	BOUCHER SEBASTIEN	OUI
12	GROUPEMENT SUD	991083	Sergent	CHAUMIER FABIEN	OUI
13	GROUPEMENT SUD	991420	Caporal	CHOLEAU ANTOINE	OUI
14	GROUPEMENT OUEST	991058	Sergent	DEBOUVER THOMAS	
15	GROUPEMENT SUD	990159	Caporal	DESNE KEVIN	
16	GROUPEMENT OUEST	992188	Caporal	DONNART KEVIN	OUI
17	GROUPEMENT SUD	991776	Caporal	DOTHAL MATHIEU	OUI
18	GROUPEMENT SUD	990156	Caporal	DOUBLET JEAN	
19	GROUPEMENT SUD	801603	Caporal	DUGAUTHIER CYRIL	
20	GROUPEMENT OUEST	991774	Caporal	DUPRE SYLVAIN	
21	GROUPEMENT OUEST	476063	Sergent-chef	EL OUARDI MOHAMED	
22	GROUPEMENT OUEST	992193	Sergent	FICHE MAXIME	
23	GROUPEMENT SUD	802504	Caporal	FIDELIN FLORENT	OUI
24	GROUPEMENT OUEST	994223	Caporal	FLIN GUILLAUME	

**INTERVENTION A BORD DES NAVIRES ET DES BATEAUX
ET EXPLORATION LONGUE DUREE**

EQUIPIER - FDN 1					ELD
	Groupement	Matricule	Grade	Agent	
25	GROUPEMENT OUEST	990167	Caporal	GASSE SEBASTIEN	
26	GROUPEMENT SUD	991630	Caporal	GILLARD CLEMENT	OUI
27	GROUPEMENT SUD	802345	Caporal	GOMEZ LUDOVIC	OUI
28	GROUPEMENT OUEST	994037	Caporal	GORRIAS THOMAS	OUI
29	GROUPEMENT SUD	990158	Caporal-chef	GRENIER BRUNO	
30	GROUPEMENT SUD	990795	Caporal	GRISEL JULIEN	
31	GROUPEMENT OUEST	991617	Caporal	GUILLEMOT JUDICAE	OUI
32	GROUPEMENT OUEST	991745	Caporal	HAREL FLORIAN	
33	GROUPEMENT OUEST	992191	Sergent	HERVIOU FRANCOIS	OUI
34	GROUPEMENT OUEST	992190	Caporal	HUREL ANTOINE	
35	GROUPEMENT SUD	993310	Caporal	JACQUOT PATRICK	
36	GROUPEMENT OUEST	991746	Caporal	JOUANNE FRANCOIS	
37	GROUPEMENT SUD	990169	Caporal	LE CLOITRE ARNAUD	OUI
38	GROUPEMENT SUD	801725	Sergent-chef	LECLERC MICHAEL	
39	GROUPEMENT OUEST	993036	Caporal	LEROYER ALEXIS	OUI
40	GROUPEMENT SUD	992435	Caporal	LESEILLE ARNAUD	
41	GROUPEMENT SUD	802622	Sergent	LEUILLIER MATHIEU	
42	GROUPEMENT SUD	222027	Sergent	LHOMME GREGORY	OUI
43	GROUPEMENT SUD	990382	Sergent-chef	MAILLET SYLVAIN	
44	GROUPEMENT SUD	802403	Caporal	MAOUI SAMIR	
45	GROUPEMENT SUD	991767	Caporal	MINEAU STEVEN	OUI
46	GROUPEMENT SUD	802467	Sergent-chef	MOLON YOANN	
47	GROUPEMENT OUEST	993857	Caporal	NASSIBOU ELLIE	
48	GROUPEMENT SUD	990155	Sergent	ODOUARD STEVEN	
49	GROUPEMENT SUD	991415	Caporal	ORANGE ALLAN	OUI
50	GROUPEMENT OUEST	801846	Sergent-chef	RIAND ARNAUD	
51	GROUPEMENT OUEST	992183	Caporal	RIBON ADRIEN	
52	GROUPEMENT SUD	801845	Sergent-chef	RICAUX LUDOVIC	
53	GROUPEMENT OUEST	993052	Caporal	ROUBERTOU ROBIN	OUI
54	GROUPEMENT OUEST	760556	Caporal	SCREVE MATHIEU	OUI
55	GROUPEMENT SUD	802270	Capitaine	STER BENOIT	
56	GROUPEMENT SUD	200258	Adjudant-chef	TAFFOREAU JEAN CHRISTIAN	
57	GROUPEMENT SUD	990176	Caporal	TARDIF FLORIAN	OUI
58	GROUPEMENT OUEST	992185	Caporal	TETEREL YANNICK	
59	GROUPEMENT SUD	200300	Sergent-chef	VUYLSTEKE KARL	



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 19-137 du **12 AOUT 2019**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux », mise à jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 18 août 1999 fixant le guide national de référence relatif au « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux »,
- l'arrêté préfectoral n°19-08 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de reconnaissance et de sauvetage en milieu périlleux au titre de l'année 2019,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes à participer aux opérations de reconnaissance et de sauvetage en milieu périlleux.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°19-08 du 19 février 2019 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement et les Chefs de centre sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet, **Benoît LEMAIRE**
Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Prefet, Directeur de Cabinet

GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION EN MILIEU PERILLEUX

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	300239	Lieutenant 2° classe	AMELINE FREDERIC

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT EST	217015	Adjudant	GRANDSIRE JEREMIE
2	GROUPEMENT SUD	802057	Adjudant-chef	PATON NICOLAS

CHEF D'UNITE - IMP 3

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	801719	Adjudant	CAVELIER BENOIT
2	GROUPEMENT OUEST	802327	Adjudant	DEMEILLERS ANTHONY
3	GROUPEMENT EST	992431	Caporal-chef	DENIS MATTHIEU
4	GROUPEMENT SUD	200265	Adjudant-chef	DUCHESNE PETAUT JEROME
5	GROUPEMENT OUEST	990167	Caporal	GASSE SEBASTIEN
6	GROUPEMENT EST	802656	Sergent	GIBASSIER MATHIEU
7	GROUPEMENT SUD	802242	Adjudant	GIFFARD JULIEN
8	GROUPEMENT SUD	100055	Sergent-chef	LECOQ YANN
9	GROUPEMENT EST	400015	Adjudant-chef	LEGRAS JACQUES
10	GROUPEMENT OUEST	802329	Adjudant	LENOIR STEPHANE
11	GROUPEMENT SUD	034019	Caporal	LESUEUR CHRISTOPHE
12	GROUPEMENT OUEST	100056	Adjudant	MONET ARNAUD
13	GROUPEMENT SUD	801886	Adjudant	MOUCHEL THOMAS
14	GROUPEMENT SUD	801525	Adjudant-chef	POUSSET SEBASTIEN
15	GROUPEMENT EST	800135	Adjudant-chef	SELLIER NICOLAS
16	GROUPEMENT SUD	802140	Adjudant	TASSERIE VINCENT

SAUVETEUR - IMP 2

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	802648	Sergent	ASTIC MEHDI
2	GROUPEMENT EST	760352	Caporal	BACHELET EMILIE
3	GROUPEMENT OUEST	991035	Caporal-chef	BARBIER EDOUARD
4	GROUPEMENT OUEST	392026	Sergent-chef	BLOQUEL THOMAS
5	GROUPEMENT OUEST	801717	Sergent-chef	BOULET THOMAS
6	GROUPEMENT SUD	992800	Caporal	BRONNEC HUGO
7	GROUPEMENT SUD	760371	Caporal	BUQUET CLEMENT
8	GROUPEMENT SUD	760234	Sergent-chef	CANN ARNAUD

**GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION
EN MILIEU PERILLEUX**

SAUVETEUR - IMP 2				
	Groupe/secteur	Matricule	Grade	Agent
9	GROUPEMENT SUD	760422	Sergent	CATE JULIEN
10	GROUPEMENT SUD	802583	Sergent	CAVELIER MARC
11	GROUPEMENT EST	990836	Caporal	CHARTIER MAXIME
12	GROUPEMENT EST	760176	Adjudant	CREVIER LUDOVIC
13	GROUPEMENT OUEST	801705	Adjudant	DELAPORTE JEROME
14	GROUPEMENT SUD	802650	Caporal-chef	DESPRES LUDIVINE
15	GROUPEMENT OUEST	760519	Sergent	DUCREUX ROMAIN
16	GROUPEMENT OUEST	991774	Caporal	DUPRE SYLVAIN
17	GROUPEMENT SUD	681023	Caporal	DUVAL CEDRIC
18	GROUPEMENT SUD	802049	Sergent-chef	DUVAL HELENE
19	GROUPEMENT OUEST	990379	Sergent-chef	FRADET NICOLAS
20	GROUPEMENT EST	991503	Caporal	GASCOIN ELOISE
21	GROUPEMENT OUEST	802794	Caporal-chef	GREGOIRE CHRISTOPHE
22	GROUPEMENT OUEST	991617	Caporal	GUILLEMOT JUDICAE
23	GROUPEMENT SUD	992778	Sergent	HUBERT SABRINA
24	GROUPEMENT OUEST	991746	Caporal	JOUANNE FRANCOIS
25	GROUPEMENT OUEST	991081	Caporal-chef	LE DREZEN LOIC
26	GROUPEMENT OUEST	991433	Caporal	LEAL ANAIS
27	GROUPEMENT OUEST	711123	Sergent	LECOMTE DAMIEN
28	GROUPEMENT SUD	760498	Sergent	LEFRANCOIS JEAN MICHEL
29	GROUPEMENT EST	801724	Adjudant-chef	LEVILLAIN FREDERIC
30	GROUPEMENT SUD	990406	Caporal	LOT CYRILLE
31	GROUPEMENT EST	802661	Sergent	MADELAINE FLORENT
32	GROUPEMENT SUD	760439	Sergent	MARTINE CEDRIC
33	GROUPEMENT OUEST	801726	Adjudant	PECQUERI DAVID
34	GROUPEMENT SUD	800593	Sergent-chef	REBISCHUNG CYRILLE
35	GROUPEMENT OUEST	991009	Sergent	RENOUF ETIENNE
36	GROUPEMENT OUEST	801890	Sergent-chef	RINNA VINCENT
37	GROUPEMENT OUEST	990735	Caporal	SICART ALEXANDRE
38	GROUPEMENT EST	993056	Caporal	TOUMIRE LOGAN
39	GROUPEMENT SUD	991091	Sergent	VAXELAIRE ALARIC



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° **19-138** du **12 AOUT 2019**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de « l'unité sauveteurs spécialisés hélicoptés », mise à jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- L'instruction ministérielle NOR INTE 1711141J du 6 avril 2017 relative à l'armement des bases d'hélicoptères de la sécurité civile par les équipes spécialisées ;
- L'instruction ministérielle NOR INTE 1705834J 21 février 2017 relative à l'emploi des hélicoptères de la sécurité ;
- Le schéma zonal d'armement des bases hélicoptères de la sécurité civile du 22 juin 2018, relatif au fonctionnement des unités de sauveteurs spécialisés hélicoptés ;
- l'arrêté préfectoral n°19-13 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de sauvetage hélicopté au titre de l'année 2019.

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes à participer aux à l'armement des hélicoptères de la sécurité civile.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

UNITE DE SAUVETEURS SPECIALISES HELIPORTES (USSH)

REFERENT DEPARTEMENTAL USSH

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	300286	Capitaine	CADINOT STEPHANE

REFERENT ADJOINT - SAUVETEUR SPECIALISE HELIPORTE (SSH)

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	300285	Adjudant-chef	MACHARD PHILIPPE

REFERENT ADJOINT - SAUVETEUR HELIPORTE (SH)

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	300239	Lieutenant 2° classe	AMELINE FREDERIC

SAUVETEUR SPECIALISE HELIPORTE (SSH)

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	300007	Adjudant-chef	AUGER ANTOINE
2	GROUPEMENT OUEST	994034	Caporal	DESPLANQUES FREDERIC
3	GROUPEMENT OUEST	992193	Sergent	FICHE MAXIME
4	GROUPEMENT OUEST	760178	Sergent-chef	FONTAINE AURELIEN
5	GROUPEMENT OUEST	800299	Adjudant	HAMADACHE ALEXANDRE
6	GROUPEMENT OUEST	991745	Caporal	HAREL FLORIAN
7	GROUPEMENT OUEST	992191	Sergent	HERVIOU FRANCOIS
8	GROUPEMENT OUEST	994042	Caporal	LAZARO CHRISTOPHE
9	GROUPEMENT OUEST	300272	Adjudant-chef	LEFEBVRE HERVE
10	GROUPEMENT OUEST	100070	Sergent-chef	LENOUVEL LOIC
11	GROUPEMENT OUEST	300160	Adjudant-chef	LHEUREUX LAURENT
12	GROUPEMENT OUEST	760556	Caporal	SCREVE MATHIEU
13	GROUPEMENT OUEST	801718	Sergent-chef	SERGEANT YOHANN
14	GROUPEMENT OUEST	300234	Adjudant-chef	SIMON PASCAL
15	GROUPEMENT OUEST	992185	Caporal	TETEREL YANNICK
16	GROUPEMENT OUEST	200287	Adjudant-chef	TRANCHARD CHRISTOPHE

SAUVETEUR HELIPORTE (SH)

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	991035	Caporal-chef	BARBIER EDOUARD
2	GROUPEMENT OUEST	801717	Sergent-chef	BOULET THOMAS
3	GROUPEMENT OUEST	801705	Adjudant	DELAPORTE JEROME
4	GROUPEMENT OUEST	802327	Adjudant	DEMEILLERS ANTHONY
5	GROUPEMENT OUEST	760519	Sergent	DUCREUX ROMAIN
6	GROUPEMENT OUEST	991774	Caporal	DUPRE SYLVAIN
7	GROUPEMENT OUEST	990379	Sergent-chef	FRADET NICOLAS

UNITE DE SAUVETEURS SPECIALISES HELIPORTES (USSH)

SAUVETEUR HELIPORTE (SH)				
	Groupe ment	Matricule	Grade	Agent
8	GROUPEMENT OUEST	990167	Caporal	GASSE SEBASTIEN
9	GROUPEMENT OUEST	802794	Caporal-chef	GREGOIRE CHRISTOPHE
10	GROUPEMENT OUEST	991617	Caporal	GUILLEMOT JUDICAE
11	GROUPEMENT OUEST	991081	Caporal-chef	LE DREZEN LOIC
12	GROUPEMENT OUEST	991433	Caporal	LEAL ANAIS
13	GROUPEMENT OUEST	802329	Adjudant	LENOIR STEPHANE
14	GROUPEMENT OUEST	100056	Adjudant	MONET ARNAUD
15	GROUPEMENT OUEST	801726	Adjudant	PECQUERI DAVID
16	GROUPEMENT OUEST	801890	Sergent-chef	RINNA VINCENT
17	GROUPEMENT OUEST	990735	Caporal	SICART ALEXANDRE



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° **19-139** du **12 AOUT 2019**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques radiologiques »,
mise à jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 20 décembre 2002 fixant le guide national de référence relatif aux « risques radiologiques »,
- l'arrêté préfectoral n°19-15 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations relatives aux risques radiologiques au titre de l'année 2019,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes à participer aux opérations relatives aux risques radiologiques.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°19-15 du 19 février 2019 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
Benoît LEMAIRE
Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet

RISQUES RADIOLOGIQUES

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	992628	Commandant	MACHILLOT PIERRE

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	711042	Commandant	GONDE DIDIER

ADJOINT MENACE NRBC

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	800678	Cadre de santé 1ere classe	JAHIER STEPHANE

OFFICIER SSSM FORME A L'INTERVENTION EN MILIEU RADIOLOGIQUE

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT EST	992256	Infirmier hors classe	BREE FLORIAN
2	GROUPEMENT EST	802001	Médecin Commandant	DUJARDIN ARNAUD

CONSEILLER TECHNIQUE - RAD 4

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	384189	Commandant	CROS ALEXANDRE
2	GROUPEMENT SUD	993688	Capitaine	DUQUESNE STEPHANIE
3	DIRECTION	200348	Commandant	MAHE ERWAN
4	DIRECTION	760134	Commandant	PHILIP RONAN

CHEF DE CMIR - RAD 3

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	110000	Capitaine	ALLEAU ERIC
2	GROUPEMENT EST	991120	Capitaine	BALTENNECK MAXIME
3	GROUPEMENT EST	200323	Commandant	CAUMONT FABRICE
4	GROUPEMENT OUEST	142000	Commandant	CHAUVEL THOMY
5	DIRECTION	990968	Commandant	COLIBERT HERVE
6	GROUPEMENT OUEST	758012	Lieutenant hors classe	COLLEMANT FRANCOIS
7	GROUPEMENT OUEST	760586	Capitaine	DAVY THIERRY
8	DIRECTION	200311	Lieutenant 2° classe	DESCHAMPS THIERRY
9	DIRECTION	801993	Commandant	DIDOT ERIC
10	DIRECTION	400009	Lieutenant 1° classe	GOMEZ PATRICE
11	GROUPEMENT SUD	800724	Commandant	HAUGUEL RODOLPHE
12	DIRECTION	481011	Capitaine	HELLO VINCENT
13	DIRECTION	200247	Lieutenant 1° classe	HUET CHRISTOPHE
14	GROUPEMENT OUEST	384215	Capitaine	HURE JULIEN
15	GROUPEMENT EST	993211	Capitaine	JOLY CLEMENT
16	GROUPEMENT SUD	200336	Capitaine	LEBORGNE CEDRIC

RISQUES RADIOLOGIQUES

CHEF DE CMIR - RAD 3

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
17	DIRECTION	992446	Capitaine	LEFEVRE ANNE
18	DIRECTION	992350	Capitaine	LEFORT BLANDINE
19	GROUPEMENT SUD	384190	Capitaine	LEROUX ANTHONY
20	DIRECTION	991137	Capitaine	MARTIN CHRISTOPHE
21	GROUPEMENT SUD	200165	Lieutenant hors classe	NOEL REMY
22	GROUPEMENT EST	100067	Capitaine	PASSANI JEAN NOEL
23	GROUPEMENT SUD	991015	Capitaine	PAYSANT MATHIEU
24	DIRECTION	760144	Commandant	PELLOIN WILLIAM
25	GROUPEMENT SUD	990588	Commandant	PERDRIX SAMUEL
26	DIRECTION	760133	Commandant	PERROT SYLVERE
27	DIRECTION	200366	Commandant	RENAULT PHILIPPE
28	GROUPEMENT SUD	992847	Commandant	REYNE DAVID
29	GROUPEMENT SUD	801530	Capitaine	RICHARD SEBASTIEN
30	GROUPEMENT EST	801872	Commandant	SCHERZER FRANCOIS
31	GROUPEMENT SUD	802270	Capitaine	STER BENOIT
32	DIRECTION	800108	Commandant	TACONNET LUC
33	DIRECTION	990651	Commandant	TIRELLE ERIC

EQUIPE D'INTERVENTION - RAD 2

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	100074	Adjudant-chef	ANDRE MATHIEU
2	GROUPEMENT OUEST	802647	Lieutenant 1° classe	ANDRIEU QUENTIN
3	GROUPEMENT SUD	800692	Caporal	ANGOT GUILLAUME
4	GROUPEMENT SUD	991060	Caporal	AUZOU VINCENT
5	DIRECTION	802232	Adjudant	AVRIL VINCENT
6	GROUPEMENT EST	760352	Caporal	BACHELET EMILIE
7	GROUPEMENT SUD	100077	Adjudant-chef	BAILLY MATHIEU
8	GROUPEMENT SUD	993039	Caporal	BARON GUILLAUME
9	GROUPEMENT EST	993312	Caporal	BERGE JULIEN
10	GROUPEMENT EST	800683	Adjudant	BERTIN SAMUEL
11	GROUPEMENT SUD	990783	Caporal	BESACE XAVIER
12	GROUPEMENT EST	801720	Adjudant-chef	BISSON THIERRY
13	GROUPEMENT OUEST	802459	Sergent-chef	BOISHUS CYRIL
14	GROUPEMENT SUD	200240	Lieutenant 1° classe	BONTE WILLIAM
15	GROUPEMENT SUD	100069	Sergent-chef	BUTELET JULIEN
16	GROUPEMENT EST	994219	Caporal	DEKYNDT MARTIN
17	GROUPEMENT OUEST	801445	Adjudant-chef	DELAMARE DAMIEN
18	GROUPEMENT EST	400041	Adjudant-chef	DIOLOGENT FRANCK
19	GROUPEMENT EST	400038	Adjudant-chef	DOLE FABIEN
20	GROUPEMENT EST	800498	Sergent-chef	DRAULT OLIVIER

RISQUES RADIOLOGIQUES

EQUIPE D'INTERVENTION - RAD 2

	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
21	GROUPEMENT SUD	800216	Adjudant-chef	DRAULT SABRINA
22	GROUPEMENT OUEST	991002	Caporal-chef	ETANCELIN PIERRE
23	GROUPEMENT SUD	990401	Sergent	FORFAIT MICKAEL
24	DIRECTION	200341	Adjudant-chef	GASCOIN BERTRAND
25	GROUPEMENT EST	802656	Sergent	GIBASSIER MATHIEU
26	GROUPEMENT EST	802053	Sergent-chef	GILLET PIERRE
27	GROUPEMENT SUD	800559	Adjudant-chef	GOFFART DAVID
28	GROUPEMENT EST	400011	Adjudant-chef	GOUTEUX PASCAL
29	GROUPEMENT EST	200264	Lieutenant 1° classe	GRUMETZ LAURENT
30	GROUPEMENT EST	992436	Caporal	GUEGUEN OLIVIER
31	GROUPEMENT OUEST	300290	Adjudant-chef	GUEZOU MICKAEL
32	GROUPEMENT OUEST	993852	Caporal	GUILLEMOT PIERRE ADRIEN
33	GROUPEMENT SUD	100033	Adjudant-chef	HAUGUEL FREDERIC
34	DIRECTION	164040	Adjudant	HELLIER MAXIME
35	GROUPEMENT EST	200324	Adjudant-chef	HUE JOHNY
36	GROUPEMENT EST	802796	Caporal-chef	JAMET TONY
37	GROUPEMENT EST	800645	Sergent-chef	JAN RENAUD
38	GROUPEMENT SUD	200100	Capitaine	JAZE RAYNALD
39	GROUPEMENT OUEST	300238	Lieutenant 1° classe	LAMBERT FRANCK
40	GROUPEMENT SUD	119	Adjudant	LAVENANT VICTORIEN
41	GROUPEMENT OUEST	801881	Sergent-chef	LE BON MARC
42	GROUPEMENT SUD	990798	Sergent	LE GOFF MATHIEU
43	GROUPEMENT SUD	800246	Adjudant-chef	LEBON VINCENT
44	GROUPEMENT EST	400015	Adjudant-chef	LEGRAS JACQUES
45	GROUPEMENT EST	801485	Sergent-chef	LENOIR JEAN BAPTISTE
46	DIRECTION	801427	Lieutenant hors classe	LEQUEN JULIEN
47	GROUPEMENT EST	800449	Adjudant	LEVALLOIS CHRISTOPHE
48	GROUPEMENT SUD	200327	Sergent-chef	LOISEL JEROME
49	GROUPEMENT OUEST	991001	Caporal	MARIE JEAN CHARLES
50	GROUPEMENT EST	990409	Caporal-chef	MARTIN VANESSA
51	DIRECTION	200345	Lieutenant hors classe	MENDY EMMANUEL
52	GROUPEMENT SUD	760183	Sergent-chef	METAIS BENOIT
53	GROUPEMENT EST	101000	Adjudant-chef	MICHEL CHRISTOPHE
54	GROUPEMENT EST	760186	Adjudant	MONCHICOURT PECQUEUX MARIE
55	GROUPEMENT SUD	991080	Sergent	MONTEIRO JOSE
56	GROUPEMENT EST	992785	Caporal	MORDKA SEBASTIEN
57	DIRECTION	802119	Adjudant	MOUCHARD JEREMY
58	GROUPEMENT OUEST	300275	Adjudant-chef	PETREMANN MATHIAS
59	GROUPEMENT SUD	802332	Adjudant	PHILIPPON THOMAS
60	GROUPEMENT EST	802292	Caporal	PIETRZAK ANTHONNY

RISQUES RADIOLOGIQUES

EQUIPE D'INTERVENTION - RAD 2

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
61	GROUPEMENT SUD	993331	Capitaine	PIQUOT JEAN PHILIPPE
62	GROUPEMENT SUD	800225	Adjudant-chef	POISSON MICHAEL
63	GROUPEMENT SUD	991775	Caporal	POURCHOT NICOLAS
64	GROUPEMENT SUD	992787	Sergent	PREVERT MAXIME
65	GROUPEMENT SUD	200260	Adjudant-chef	RICQUIER MICKAEL
66	GROUPEMENT EST	400034	Lieutenant 2° classe	ROCHETTE EMMANUEL
67	GROUPEMENT SUD	200266	Sergent-chef	ROUSSEL SEBASTIEN
68	GROUPEMENT OUEST	754024	Adjudant	ROUSSEL MARC
69	GROUPEMENT SUD	991042	Caporal	SAGEOT STEPHANE
70	GROUPEMENT EST	800135	Adjudant-chef	SELLIER NICOLAS
71	GROUPEMENT EST	992808	Caporal	SIMON CLEMENTINE
72	GROUPEMENT SUD	993329	Caporal	SYLVESTRE JEAN BAPTISTE
73	GROUPEMENT EST	101014	Adjudant-chef	TANNAI RICHARD
74	GROUPEMENT OUEST	802046	Sergent-chef	TIFAGNE MICKAEL
75	GROUPEMENT OUEST	992792	Caporal	TISSIER KEVIN
76	DIRECTION	802546	Caporal	TROADEC GEOFFREY
77	GROUPEMENT OUEST	711126	Lieutenant 1° classe	URBAIN MICKAEL
78	GROUPEMENT OUEST	802268	Caporal	URVOY GUENOLE
79	GROUPEMENT SUD	991019	Sergent	VALLEE JULIEN
80	GROUPEMENT SUD	148072	Caporal	VINCENT RENAUD
81	GROUPEMENT EST	400039	Adjudant-chef	VIOGNE ARNAUD
82	GROUPEMENT EST	400030	Lieutenant 1° classe	VIOGNE CHRISTOPHE
83	GROUPEMENT OUEST	801440	Adjudant-chef	WAREMBOURG CHRISTOPHE
84	GROUPEMENT EST	200238	Lieutenant 1° classe	WAWRZYNIAK MARC

EQUIPE DE RECONNAISSANCE - RAD 1

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	994030	Caporal	ANFRAY WILLIAM
2	GROUPEMENT SUD	800660	Caporal	BUREAUX OLIVIER
3	GROUPEMENT OUEST	760174	Sergent-chef	CADINOT AURELIEN
4	GROUPEMENT OUEST	991053	Caporal	CHAPELLE GREGORY
5	GROUPEMENT EST	993330	Capitaine	CREIGNOU FRANCOIS
6	GROUPEMENT SUD	992803	Caporal	DAGONAT GUILLAUME
7	GROUPEMENT SUD	271028	Sergent	DAVID CHRISTIAN
8	GROUPEMENT EST	801972	Caporal	DEHAIS CHARLES
9	GROUPEMENT OUEST	300264	Lieutenant 2° classe	DELAMARE CEDRIC
10	GROUPEMENT OUEST	991086	Caporal-chef	DENIS OLIVIER
11	GROUPEMENT EST	800513	Sergent-chef	DUBOIS AURELIEN
12	GROUPEMENT OUEST	801526	Adjudant	DURIEUX BENOIT
13	GROUPEMENT OUEST	760179	Sergent-chef	FONTAINE YOANN

RISQUES RADIOLOGIQUES

EQUIPE DE RECONNAISSANCE - RAD 1

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
14	GROUPEMENT OUEST	802243	Sergent-chef	GIRARD LAURENT
15	GROUPEMENT SUD	802343	Sapeur	GUERARD BENJAMIN
16	GROUPEMENT OUEST	993048	Caporal	HUTOIS NICOLAS
17	GROUPEMENT EST	801806	Caporal-chef	LEVASSEUR ARNAUD
18	GROUPEMENT SUD	993942	Caporal	LOMBARD MATTHIEU
19	GROUPEMENT SUD	100027	Lieutenant 2° classe	MARTIN JEAN JACQUES
20	GROUPEMENT SUD	802028	Sergent-chef	MAYEU NICOLAS
21	GROUPEMENT SUD	800624	Sergent-chef	POUCHET FABRICE
22	GROUPEMENT SUD	991078	Caporal-chef	QUENEHEN LOUIS
23	GROUPEMENT OUEST	802045	Sergent-chef	ROUSSIGNOL MICKAEL
24	GROUPEMENT OUEST	300243	Adjudant-chef	TESSIER FRANCK



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° **19-140** du **12 AOUT 2019**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques chimiques et biologiques », mise à jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 23 mars 2006 fixant le guide national de référence relatif aux « risques chimiques et biologiques »,
- l'arrêté préfectoral n°19-14 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations relatives aux risques chimiques et biologiques au titre de l'année 2019,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes à participer aux opérations relatives aux risques chimiques et biologiques.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°19-14 du 19 février 2019 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Benoît LEMAIRE

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	384189	Commandant	CROS ALEXANDRE

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	200348	Commandant	MAHE ERWAN

ADJOINT MENACE NRBC

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	800678	Cadre de santé 1ere classe	JAHIER STEPHANE

OFFICIER SSSM FORME A L'INTERVENTION EN MILIEU CHIMIQUE ET BIOLOGIQUE

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT EST	992256	Infirmier hors classe	BREE FLORIAN
2	DIRECTION	993462	Pharmacien de classe normale	CLERC EMILIE

CONSEILLER TECHNIQUE - RCH 4

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	200351	Lieutenant-colonel	BOYER JEAN MICHEL
2	DIRECTION	992628	Commandant	MACHILLOT PIERRE
3	DIRECTION	760133	Commandant	PERROT SYLVERE
4	DIRECTION	760134	Commandant	PHILIP RONAN
5	DIRECTION	990651	Commandant	TIRELLE ERIC

CHEF DE CMIC - RCH 3

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	110000	Capitaine	ALLEAU ERIC
2	GROUPEMENT EST	991120	Capitaine	BALTENNECK MAXIME
3	GROUPEMENT EST	200323	Commandant	CAUMONT FABRICE
4	GROUPEMENT OUEST	142000	Commandant	CHAUVEL THOMY
5	DIRECTION	993941	Commandant	CHISLARD CHRIS
6	DIRECTION	990968	Commandant	COLIBERT HERVE
7	GROUPEMENT OUEST	760586	Capitaine	DAVY THIERRY
8	DIRECTION	801993	Commandant	DIDOT ERIC
9	GROUPEMENT SUD	993688	Capitaine	DUQUESNE STEPHANIE
10	GROUPEMENT OUEST	711042	Commandant	GONDE DIDIER
11	GROUPEMENT SUD	800724	Commandant	HAUGUEL RODOLPHE
12	DIRECTION	481011	Capitaine	HELLO VINCENT
13	DIRECTION	200247	Lieutenant 1° classe	HUET CHRISTOPHE
14	GROUPEMENT OUEST	384215	Capitaine	HURE JULIEN
15	GROUPEMENT EST	993211	Capitaine	JOLY CLEMENT
16	DIRECTION	760565	Capitaine	KOPYLA EDDY
17	GROUPEMENT SUD	200336	Capitaine	LEBORGNE CEDRIC

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

CHEF DE CMIC - RCH 3

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
18	DIRECTION	992446	Capitaine	LEFEVRE ANNE
19	DIRECTION	992350	Capitaine	LEFORT BLANDINE
20	GROUPEMENT SUD	384190	Capitaine	LEROUX ANTHONY
21	DIRECTION	991137	Capitaine	MARTIN CHRISTOPHE
22	GROUPEMENT SUD	200165	Lieutenant hors classe	NOEL REMY
23	GROUPEMENT OUEST	300305	Commandant	OMONT FRANCK
24	GROUPEMENT EST	100067	Capitaine	PASSANI JEAN NOEL
25	GROUPEMENT SUD	991015	Capitaine	PAYSANT MATHIEU
26	DIRECTION	760144	Commandant	PELLOIN WILLIAM
27	GROUPEMENT SUD	990588	Commandant	PERDRIX SAMUEL
28	GROUPEMENT SUD	992847	Commandant	REYNE DAVID
29	GROUPEMENT SUD	801530	Capitaine	RICHARD SEBASTIEN
30	GROUPEMENT EST	801872	Commandant	SCHERZER FRANCOIS
31	GROUPEMENT SUD	802270	Capitaine	STER BENOIT
32	DIRECTION	800108	Commandant	TACONNET LUC
33	GROUPEMENT OUEST	711126	Lieutenant 1° classe	URBAIN MICKAEL

EQUIPE D'INTERVENTION - RCH 2

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	100074	Adjudant-chef	ANDRE MATHIEU
2	GROUPEMENT OUEST	802647	Lieutenant 1° classe	ANDRIEU QUENTIN
3	GROUPEMENT SUD	800692	Caporal	ANGOT GUILLAUME
4	GROUPEMENT SUD	991060	Caporal	AUZOU VINCENT
5	DIRECTION	802232	Adjudant	AVRIL VINCENT
6	GROUPEMENT SUD	100077	Adjudant-chef	BAILLY MATHIEU
7	GROUPEMENT SUD	993039	Caporal	BARON GUILLAUME
8	GROUPEMENT SUD	992821	Caporal	BATICLE MICHAEL
9	GROUPEMENT EST	993312	Caporal	BERGE JULIEN
10	GROUPEMENT SUD	990783	Caporal	BESACE XAVIER
11	GROUPEMENT EST	801720	Adjudant-chef	BISSON THIERRY
12	GROUPEMENT OUEST	802459	Sergent-chef	BOISHUS CYRIL
13	GROUPEMENT SUD	200240	Lieutenant 1° classe	BONTE WILLIAM
14	GROUPEMENT SUD	990395	Caporal-chef	BOULANGER NICOLAS
15	GROUPEMENT SUD	800660	Caporal	BUREAUX OLIVIER
16	GROUPEMENT SUD	100069	Sergent-chef	BUTELET JULIEN
17	GROUPEMENT OUEST	991053	Caporal	CHAPELLE GREGORY
18	GROUPEMENT SUD	200278	Adjudant-chef	CHRETIEN FRANCOIS
19	GROUPEMENT OUEST	758012	Lieutenant hors classe	COLLEMANT FRANCOIS
20	GROUPEMENT EST	993330	Capitaine	CREIGNOU FRANCOIS
21	GROUPEMENT SUD	992803	Caporal	DAGONAT GUILLAUME
22	GROUPEMENT SUD	200038	Lieutenant 1° classe	DECHAMPS OLIVIER
23	GROUPEMENT SUD	200039	Adjudant-chef	DELAFOSSÉ LAURENT

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

EQUIPE D'INTERVENTION - RCH 2

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
24	GROUPEMENT OUEST	300264	Lieutenant 2° classe	DELAMARE CEDRIC
25	GROUPEMENT OUEST	801445	Adjudant-chef	DELAMARE DAMIEN
26	GROUPEMENT OUEST	991086	Caporal-chef	DENIS OLIVIER
27	DIRECTION	200311	Lieutenant 2° classe	DESCHAMPS THIERRY
28	GROUPEMENT EST	400041	Adjudant-chef	DIOLOGENT FRANCK
29	GROUPEMENT EST	400038	Adjudant-chef	DOLE FABIEN
30	GROUPEMENT SUD	992365	Caporal	DOUILLET FABIEN
31	GROUPEMENT EST	800498	Sergent-chef	DRAULT OLIVIER
32	GROUPEMENT SUD	800216	Adjudant-chef	DRAULT SABRINA
33	GROUPEMENT SUD	802336	Sergent-chef	DURAND MICKAEL
34	GROUPEMENT SUD	200295	Adjudant-chef	DUVAL BENOIT
35	GROUPEMENT OUEST	991002	Caporal-chef	ETANCELIN PIERRE
36	GROUPEMENT OUEST	760179	Sergent-chef	FONTAINE YOANN
37	GROUPEMENT SUD	990401	Sergent	FORFAIT MICKAEL
38	GROUPEMENT SUD	992806	Caporal	FROTTIER ARNAUD
39	DIRECTION	200341	Adjudant-chef	GASCOIN BERTRAND
40	GROUPEMENT EST	802053	Sergent-chef	GILLET PIERRE
41	GROUPEMENT OUEST	802243	Sergent-chef	GIRARD LAURENT
42	GROUPEMENT SUD	801710	Adjudant	GLARAN EMMANUEL
43	GROUPEMENT SUD	800559	Adjudant-chef	GOFFART DAVID
44	DIRECTION	400009	Lieutenant 1° classe	GOMEZ PATRICE
45	GROUPEMENT EST	400011	Adjudant-chef	GOUTEUX PASCAL
46	GROUPEMENT EST	992436	Caporal	GUEGUEN OLIVIER
47	GROUPEMENT OUEST	300290	Adjudant-chef	GUEZOU MICKAEL
48	GROUPEMENT OUEST	993048	Caporal	HUTOIS NICOLAS
49	GROUPEMENT EST	802796	Caporal-chef	JAMET TONY
50	GROUPEMENT EST	800645	Sergent-chef	JAN RENAUD
51	GROUPEMENT SUD	200100	Capitaine	JAZE RAYNALD
52	GROUPEMENT OUEST	801881	Sergent-chef	LE BON MARC
53	GROUPEMENT SUD	990798	Sergent	LE GOFF MATHIEU
54	GROUPEMENT SUD	800246	Adjudant-chef	LEBON VINCENT
55	GROUPEMENT SUD	200128	Adjudant-chef	LEFRANCOIS DOMINIQUE
56	GROUPEMENT EST	400015	Adjudant-chef	LEGRAS JACQUES
57	GROUPEMENT EST	801485	Sergent-chef	LENOIR JEAN BAPTISTE
58	DIRECTION	801427	Lieutenant hors classe	LEQUEN JULIEN
59	GROUPEMENT EST	800449	Adjudant	LEVALLOIS CHRISTOPHE
60	GROUPEMENT SUD	200327	Sergent-chef	LOISEL JEROME
61	GROUPEMENT SUD	993942	Caporal	LOMBARD MATTHIEU
62	GROUPEMENT SUD	760579	Sergent-chef	MABIRE MICKAEL
63	GROUPEMENT OUEST	991001	Caporal	MARIE JEAN CHARLES
64	GROUPEMENT EST	990409	Caporal-chef	MARTIN VANESSA
65	DIRECTION	200345	Lieutenant hors classe	MENDY EMMANUEL

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

EQUIPE D'INTERVENTION - RCH 2

	Groupe	Matricule	Grade	Agent
66	GROUPEMENT SUD	760183	Sergent-chef	METAIS BENOIT
67	GROUPEMENT SUD	801444	Adjudant-chef	MIAUX NICOLAS
68	GROUPEMENT EST	101000	Adjudant-chef	MICHEL CHRISTOPHE
69	GROUPEMENT EST	760186	Adjudant	MONCHICOURT PECQUEUX MARIE
70	GROUPEMENT SUD	991080	Sergent	MONTEIRO JOSE
71	GROUPEMENT EST	992785	Caporal	MORDKA SEBASTIEN
72	DIRECTION	802119	Adjudant	MOUCHARD JEREMY
73	GROUPEMENT OUEST	300275	Adjudant-chef	PETREMANN MATHIAS
74	GROUPEMENT EST	802785	Caporal	PETRY PATRICK
75	GROUPEMENT EST	802292	Caporal	PIETRZAK ANTHONNY
76	GROUPEMENT SUD	993331	Capitaine	PIQUOT JEAN PHILIPPE
77	GROUPEMENT SUD	800225	Adjudant-chef	POISSON MICHAEL
78	GROUPEMENT SUD	991775	Caporal	POURCHOT NICOLAS
79	GROUPEMENT OUEST	802798	Lieutenant 1° classe	PRIGENT SEBASTIEN
80	GROUPEMENT SUD	991078	Caporal-chef	QUENEHEN LOUIS
81	GROUPEMENT SUD	200260	Adjudant-chef	RICQUIER MICKAEL
82	GROUPEMENT EST	400034	Lieutenant 2° classe	ROCHETTE EMMANUEL
83	GROUPEMENT OUEST	754024	Adjudant	ROUSSEL MARC
84	GROUPEMENT SUD	200266	Sergent-chef	ROUSSEL SEBASTIEN
85	GROUPEMENT SUD	991042	Caporal	SAGEOT STEPHANE
86	GROUPEMENT SUD	800293	Adjudant-chef	SCELLES ETIENNE
87	GROUPEMENT EST	800135	Adjudant-chef	SELLIER NICOLAS
88	GROUPEMENT SUD	993329	Caporal	SYLVESTRE JEAN BAPTISTE
89	GROUPEMENT OUEST	300243	Adjudant-chef	TESSIER FRANCK
90	GROUPEMENT EST	990418	Caporal-chef	THUEUX SEBASTIEN
91	GROUPEMENT OUEST	992792	Caporal	TISSIER KEVIN
92	GROUPEMENT SUD	462038	Adjudant	TRANEL EMMANUEL
93	GROUPEMENT OUEST	802268	Caporal	URVOY GUENOLE
94	GROUPEMENT SUD	991019	Sergent	VALLEE JULIEN
95	GROUPEMENT SUD	148072	Caporal	VINCENT RENAUD
96	GROUPEMENT EST	400030	Lieutenant 1° classe	VIOGNE CHRISTOPHE
97	GROUPEMENT OUEST	801440	Adjudant-chef	WAREMBOURG CHRISTOPHE
98	GROUPEMENT EST	200238	Lieutenant 1° classe	WAWRZYNIAK MARC

EQUIPE DE RECONNAISSANCE - RCH 1

	Groupe	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	994030	Caporal	ANFRAY WILLIAM
2	GROUPEMENT SUD	991851	Caporal	ARGALSKI TAXIL EMMANUEL
3	GROUPEMENT EST	993298	Caporal	ASQUIN ROMAIN
4	GROUPEMENT EST	760352	Caporal	BACHELET EMILIE
5	GROUPEMENT SUD	993850	Caporal	BESSELES MARC ANTOINE
6	GROUPEMENT SUD	994033	Caporal	BRIMAUD JEREMY

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

EQUIPE DE RECONNAISSANCE - RCH 1

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
7	GROUPEMENT OUEST	760174	Sergent-chef	CADINOT AURELIEN
8	DIRECTION	300286	Capitaine	CADINOT STEPHANE
9	DIRECTION	993563	Lieutenant 1° classe	CHUPEAU MARINE
10	GROUPEMENT SUD	800276	Adjudant-chef	CLAPISSON PHILIPPE
11	GROUPEMENT OUEST	384353	Caporal-chef	CORONA FLORENT
12	GROUPEMENT SUD	271028	Sergent	DAVID CHRISTIAN
13	GROUPEMENT SUD	991414	Caporal	DELARUE FRANCOIS
14	GROUPEMENT EST	800513	Sergent-chef	DUBOIS AURELIEN
15	GROUPEMENT OUEST	801526	Adjudant	DURIEUX BENOIT
16	DIRECTION	993572	Lieutenant 1° classe	FANEL AURELIEN
17	GROUPEMENT OUEST	993137	Caporal	FAUCHARD MAXIME
18	GROUPEMENT SUD	991106	Caporal-chef	FIERS NICOLAS
19	GROUPEMENT SUD	802242	Adjudant	GIFFARD JULIEN
20	GROUPEMENT SUD	993142	Caporal	GILLES GURVAN
21	GROUPEMENT SUD	990610	Caporal	GIROT MEDHI
22	GROUPEMENT SUD	802343	Sapeur	GUERARD BENJAMIN
23	GROUPEMENT OUEST	993852	Caporal	GUILLEMOT PIERRE ADRIEN
24	GROUPEMENT SUD	990462	Caporal	HAUCHECORNE LUDOVIC
25	GROUPEMENT SUD	100033	Adjudant-chef	HAUGUEL FREDERIC
26	GROUPEMENT OUEST	993389	Caporal	JACQUEMETTAZ BENJAMIN
27	GROUPEMENT SUD	993772	Sergent-chef	JOLY FRANCK
28	GROUPEMENT SUD	640026	Sergent-chef	JOUENNE STEPHANE
29	DIRECTION	993881	Capitaine	LAMBERT MARTIN
30	DIRECTION	200269	Lieutenant 2° classe	LANGLOIS BRUNO
31	GROUPEMENT SUD	991807	Caporal	LAUNAY MAXIME
32	GROUPEMENT SUD	119	Adjudant	LAVENANT VICTORIEN
33	GROUPEMENT OUEST	993321	Caporal	LE GUILLERM DAMIEN
34	GROUPEMENT SUD	760578	Sergent-chef	LE MONNIER JEAN FRANCOIS
35	GROUPEMENT SUD	992299	Sapeur	LECOINTRE DYLAN
36	GROUPEMENT SUD	800286	Adjudant-chef	LEGRAND STEPHANE
37	GROUPEMENT SUD	993871	Caporal	LENGLET GRATIEN
38	GROUPEMENT SUD	100088	Adjudant-chef	LESEIGNEUR FABRICE
39	GROUPEMENT EST	801806	Caporal-chef	LEVASSEUR ARNAUD
40	GROUPEMENT OUEST	994056	Caporal	LUQUE SEBASTIEN
41	GROUPEMENT SUD	100027	Lieutenant 2° classe	MARTIN JEAN JACQUES
42	GROUPEMENT SUD	802028	Sergent-chef	MAYEU NICOLAS
43	GROUPEMENT SUD	801886	Adjudant	MOUCHEL THOMAS
44	GROUPEMENT SUD	800619	Sergent-chef	NABAIS ANTHONY
45	GROUPEMENT SUD	200168	Sergent-chef	ODIE FREDERIC
46	GROUPEMENT SUD	991437	Caporal	PERDRIER YOANN
47	GROUPEMENT EST	802292	Caporal	PIETRZAK ANTHONNY
48	GROUPEMENT SUD	800624	Sergent-chef	POUCHET FABRICE

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

EQUIPE DE RECONNAISSANCE - RCH 1				
	Groupement	Matricule	Grade	Agent
49	GROUPEMENT SUD	992787	Sergent	PREVERT MAXIME
50	GROUPEMENT OUEST	802798	Lieutenant 1 ^o classe	PRIGENT SEBASTIEN
51	GROUPEMENT SUD	800593	Sergent-chef	REBISCHUNG CYRILLE
52	GROUPEMENT OUEST	802045	Sergent-chef	ROUSSIGNOL MICKAEL
53	GROUPEMENT SUD	801892	Adjudant	SANTIN ALBERIC
54	GROUPEMENT EST	992808	Caporal	SIMON CLEMENTINE
55	GROUPEMENT OUEST	990417	Caporal-chef	SIMON FRANCOIS
56	GROUPEMENT OUEST	992790	Sergent	SIMON GUILLAUME
57	GROUPEMENT SUD	992434	Caporal	SOULHOL SEBASTIEN
58	GROUPEMENT OUEST	802046	Sergent-chef	TIFAGNE MICKAEL
59	GROUPEMENT OUEST	994051	Caporal	VIGREUX FLORIAN



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° **19-141** du **12 AOUT 2019**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage déblaiement »,
mise à jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 08 avril 2003 fixant le guide national de référence relatif au « sauvetage déblaiement »,
- l'arrêté préfectoral n°19-09 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de sauvetage déblaiement au titre de l'année 2019,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes à participer aux opérations de sauvetage déblaiement.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°19-09 du 19 février 2019 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Benoît LEMAIRE

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Prefet, Directeur de Cabinet

SAUVETAGE DEBLAIEMENT

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	760565	Capitaine	KOPYLA EDDY

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	802668	Capitaine	MILAN GILBERT

OFFICIER SSSM FORME A L'INTERVENTION EN SAUVETAGE DEBLAIEMENT

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	800678	Cadre de santé 1ere classe	JAHIER STEPHANE

CHEF DE SECTION - SDE 3

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	991063	Lieutenant 1° classe	MERCIER JONATHAN
2	GROUPEMENT EST	801872	Commandant	SCHERZER FRANCOIS

CHEF D'UNITE - SDE 2

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	800569	Adjudant-chef	BOUGON STEPHANE
2	DIRECTION	200339	Adjudant-chef	BOURDAIN STEPHANE
3	GROUPEMENT OUEST	800298	Sergent-chef	BUQUET VINCENT
4	GROUPEMENT SUD	200255	Lieutenant 1° classe	CAUMONT JEAN CHARLES
5	GROUPEMENT OUEST	200028	Lieutenant 1° classe	CIVES NICOLAS
6	GROUPEMENT SUD	100080	Sergent-chef	COWLEY GAETAN
7	GROUPEMENT OUEST	200275	Adjudant-chef	DELAUNAY PHILIPPE
8	GROUPEMENT SUD	800234	Adjudant-chef	DEVERGNES EMMANUEL
9	GROUPEMENT SUD	101015	Adjudant-chef	DOURVILLE THOMAS
10	GROUPEMENT SUD	200342	Adjudant-chef	DROUET MICHAEL
11	DIRECTION	993572	Lieutenant 1° classe	FANEL AURELIEN
12	GROUPEMENT OUEST	991748	Sergent-chef	GATINEAU GAETAN
13	GROUPEMENT SUD	200315	Adjudant-chef	GLASSET PHILIPPE
14	GROUPEMENT OUEST	719028	Sergent-chef	HAMEL NICOLAS
15	GROUPEMENT EST	200325	Adjudant-chef	HAUDELIN OLIVIER
16	GROUPEMENT OUEST	200256	Sergent-chef	HOUARD PATRICK
17	GROUPEMENT SUD	200336	Capitaine	LEBORGNE CEDRIC
18	GROUPEMENT SUD	100085	Adjudant	LOQUIN ARNAUD
19	GROUPEMENT SUD	200310	Adjudant-chef	LUCAS SEBASTIEN
20	GROUPEMENT SUD	200344	Adjudant-chef	LUCOT LAURENT
21	GROUPEMENT SUD	801887	Sergent-chef	MELLIER VINCENT

SAUVETAGE DEBLAIEMENT

CHEF D'UNITÉ - SDE 2

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
22	GROUPEMENT OUEST	259047	Adjudant-chef	MONVILLE ALAIN
23	GROUPEMENT SUD	200163	Lieutenant 2° classe	NABAIS JOACKIM
24	GROUPEMENT SUD	200318	Adjudant-chef	PICARD JEROME
25	GROUPEMENT SUD	101008	Adjudant-chef	PLANQUAIS CHRISTOPHE
26	GROUPEMENT SUD	800373	Adjudant-chef	SAILLY JOHAN
27	GROUPEMENT SUD	200258	Adjudant-chef	TAFFOREAU JEAN CHRISTIAN
28	GROUPEMENT EST	200238	Lieutenant 1° classe	WAWRZYNIAK MARC

SAUVETEUR DEBLAYEUR - SDE 1

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	990726	Sergent-chef	AICARDO JONATHAN
2	GROUPEMENT SUD	200004	Sergent-chef	ANDRE DOMINIQUE
3	GROUPEMENT EST	802371	Caporal-chef	BAZOGUE DAVID
4	GROUPEMENT OUEST	760173	Adjudant	BEAUFILS CHRISTOPHE
5	GROUPEMENT OUEST	384250	Caporal-chef	BENARD GUILLAUME
6	GROUPEMENT OUEST	991075	Caporal-chef	BOBEE JONATHAN
7	GROUPEMENT EST	802321	Sergent-chef	BOUCOURT BRUNO
8	GROUPEMENT SUD	992801	Caporal	BOUILLER ALEXIS
9	GROUPEMENT SUD	802026	Sergent-chef	BOULANT EMMANUEL
10	GROUPEMENT OUEST	711087	Sapeur 1° classe	CARRON BRICE
11	GROUPEMENT SUD	384004	Adjudant	CHEVALIER JOHN
12	GROUPEMENT OUEST	992015	Caporal-chef	CORNU VINCENT
13	GROUPEMENT OUEST	384353	Caporal-chef	CORONA FLORENT
14	GROUPEMENT EST	255022	Caporal	COUCQ OLIVIER
15	GROUPEMENT EST	801704	Adjudant-chef	DELACROIX ANTHONY
16	GROUPEMENT OUEST	991065	Caporal-chef	DELHAY YANNICK
17	GROUPEMENT SUD	991795	Caporal-chef	DENIS ROMAIN
18	GROUPEMENT SUD	990156	Caporal	DOUBLET JEAN
19	GROUPEMENT SUD	384263	Sergent	DUBUC CYRIL
20	GROUPEMENT SUD	200265	Adjudant-chef	DUCHESNE PETAUT JEROME
21	GROUPEMENT OUEST	991429	Caporal	DURIEUX NICOLAS
22	GROUPEMENT SUD	990795	Caporal	GRISSEL JULIEN
23	GROUPEMENT EST	990376	Sergent-chef	GUERIN XAVIER
24	GROUPEMENT SUD	802795	Caporal-chef	HAPDEY NICOLAS
25	GROUPEMENT SUD	200312	Adjudant-chef	HORNEZ STEPHANE
26	GROUPEMENT OUEST	990611	Sergent	HOUEL JULIEN
27	GROUPEMENT SUD	993310	Caporal	JACQUOT PATRICK

SAUVETAGE DEBLAIEMENT

SAUVETEUR DEBLAYEUR - SDE 1

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
28	GROUPEMENT OUEST	992866	Sapeur 1° classe	LAFFILAY FLORENT
29	GROUPEMENT SUD	800246	Adjudant-chef	LEBON VINCENT
30	GROUPEMENT SUD	801725	Sergent-chef	LECLERC MICHAEL
31	GROUPEMENT OUEST	800639	Sergent-chef	LEJEUNE ROMUALD
32	GROUPEMENT SUD	801883	Sergent-chef	LEMONNIER GUILLAUME
33	GROUPEMENT OUEST	801885	Adjudant	LEPILLER LUDOVIC
34	GROUPEMENT SUD	992435	Caporal	LESEILLE ARNAUD
35	GROUPEMENT SUD	800288	Adjudant-chef	LESUEUR LAURENT
36	GROUPEMENT OUEST	100086	Adjudant-chef	LHERONDELLE NICOLAS
37	GROUPEMENT EST	800742	Adjudant-chef	MACQUET ALEXANDRE
38	GROUPEMENT OUEST	990812	Caporal-chef	MAGNAN LUCILE
39	GROUPEMENT SUD	990382	Sergent-chef	MAILLET SYLVAIN
40	GROUPEMENT OUEST	991574	Caporal-chef	MANOURY FABRICE
41	GROUPEMENT SUD	802403	Caporal	MAOUI SAMIR
42	GROUPEMENT OUEST	991814	Caporal-chef	MARCHAND MATTHIEU
43	GROUPEMENT SUD	994333	Caporal	MARTY MAXIME
44	GROUPEMENT SUD	993878	Caporal	MASI OLIVIER
45	GROUPEMENT EST	216025	Adjudant-chef	MAUGER JEROME
46	DIRECTION	800495	Adjudant	NOBLET ERIC
47	GROUPEMENT EST	990894	Caporal-chef	NOURY BENJAMIN
48	GROUPEMENT SUD	991415	Caporal	ORANGE ALLAN
49	GROUPEMENT OUEST	255032	Sergent-chef	PREVOST NICOLAS
50	GROUPEMENT OUEST	992609	Caporal-chef	PRUVEL MICKAEL
51	GROUPEMENT SUD	991417	Caporal	QUESNEY DAVID
52	GROUPEMENT SUD	993873	Caporal	RIO NICOLAS
53	GROUPEMENT OUEST	992223	Caporal-chef	ROUSSEL MATHIEU
54	GROUPEMENT EST	760451	Caporal	SOUMILLON MATTHIEU
55	GROUPEMENT EST	992112	Caporal-chef	VADECARD SEBASTIEN
56	GROUPEMENT SUD	200300	Sergent-chef	VUYLSTEKE KARL



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 19-142 du **12 AOUT 2019**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare », mise à jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 31 juillet 2014 fixant le référentiel emplois, activités, compétences des « interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare »,
- l'arrêté préfectoral n°19-15 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare au titre de l'année 2019,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes à participer aux interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare, pour des opérations dont la profondeur n'excède pas 30 mètres.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°19-15 du 19 février 2019 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Benoît LEMAIRE

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet

SECOURS ET SECURITE EN MILIEU AQUATIQUE ET HYPERBARE

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	801427	Lieutenant hors classe	LEQUEN JULIEN

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT - SAL 3

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
2	GROUPEMENT SUD	100044	Adjudant-chef	ROUALO GWENAEL

CHEF D'UNITE - SAL 2

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	800497	Adjudant	BANGOURA DAVID
2	GROUPEMENT SUD	800223	Adjudant	BONTE BERTRAND
3	GROUPEMENT EST	801020	Adjudant-chef	DUVAL ARNAUD
4	GROUPEMENT OUEST	992193	Sergent	FICHE MAXIME
5	GROUPEMENT OUEST	800299	Adjudant	HAMADACHE ALEXANDRE
6	GROUPEMENT EST	800645	Sergent-chef	JAN RENAUD
7	GROUPEMENT EST	802678	Sergent	LEFRANCOIS CLEMENT
8	GROUPEMENT EST	801485	Sergent-chef	LENOIR JEAN BAPTISTE
9	GROUPEMENT OUEST	300160	Adjudant-chef	LHEUREUX LAURENT
10	GROUPEMENT OUEST	300285	Adjudant-chef	MACHARD PHILIPPE
11	GROUPEMENT SUD	801889	Adjudant	MOUFADDAL YACINE
12	GROUPEMENT SUD	760334	Adjudant	ORANGE CEDRIC
13	GROUPEMENT EST	400034	Lieutenant 2° classe	ROCHETTE EMMANUEL
14	GROUPEMENT OUEST	760556	Caporal	SCREVE MATHIEU
15	GROUPEMENT OUEST	300234	Adjudant-chef	SIMON PASCAL
16	GROUPEMENT OUEST	200287	Adjudant-chef	TRANCHARD CHRISTOPHE
17	GROUPEMENT SUD	200285	Sergent-chef	VANBESIEEN FRANCOIS

SCAPHANDRIER AUTONOME - SAL 1

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	300007	Adjudant-chef	AUGER ANTOINE
2	GROUPEMENT SUD	462009	Sergent-chef	BOUREL EMMANUEL
3	GROUPEMENT SUD	384349	Caporal	CHARPENTIER GAUTHIER
4	GROUPEMENT OUEST	993313	Caporal	DROU AURELIEN
5	GROUPEMENT SUD	802460	Sergent-chef	DUFAYET CHRISTOPHE
6	GROUPEMENT OUEST	760178	Sergent-chef	FONTAINE AURELIEN
7	GROUPEMENT OUEST	991745	Caporal	HAREL FLORIAN
8	GROUPEMENT OUEST	992191	Sergent	HERVIOU FRANCOIS
9	GROUPEMENT EST	802796	Caporal-chef	JAMET TONY
10	GROUPEMENT SUD	990169	Caporal	LE CLOITRE ARNAUD

SECOURS ET SECURITE EN MILIEU AQUATIQUE ET HYPERBARE

SCAPHANDRIER AUTONOME - SAL 1				
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
11	GROUPEMENT OUEST	100070	Sergent-chef	LENOUVEL LOIC
12	GROUPEMENT SUD	802622	Sergent	LEUILLIER MATHIEU
13	GROUPEMENT SUD	057014	Caporal-chef	ORTIE WILFRIED
14	DIRECTION	991054	Lieutenant hors classe	PAILLETTE JULIEN
15	GROUPEMENT SUD	991777	Caporal	PESTRIMAUZ LUDOVIC
16	GROUPEMENT SUD	200244	Adjudant-chef	POUVREAU FREDERIC
17	GROUPEMENT SUD	026024	Sergent-chef	RENOULT STEPHANE
18	GROUPEMENT SUD	801888	Adjudant	ROYER GILLES
19	GROUPEMENT OUEST	800372	Caporal	SERGENT MICKAEL
20	GROUPEMENT OUEST	801718	Sergent-chef	SERGENT YOHANN
21	GROUPEMENT OUEST	992185	Caporal	TETEREL YANNICK



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° **19-143** du **12 AOUT 2019**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage aquatique »,
mise à jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 7 novembre 2002 fixant le guide national de référence relatif au « sauvetage aquatique »,
- l'arrêté préfectoral n°19-11 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de sauvetage aquatique au titre de l'année 2019,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes à participer aux opérations de sauvetage aquatique.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°19-11 du 19 février 2019 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet, **Benoît LEMAIRE**

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-préfet, Directeur de Cabinet

SAUVETAGE AQUATIQUE

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	300286	Capitaine	CADINOT STEPHANE

CONSEILLER TECHNIQUE DEPARTEMENTAL ADJOINT

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	300285	Adjudant-chef	MACHARD PHILIPPE

CONSEILLER TECHNIQUE

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	200308	Lieutenant	CHEVALIER THIERRY
2	GROUPEMENT EST	802678	Sergent	LEFRANCOIS CLEMENT
3	GROUPEMENT OUEST	300270	Adjudant-chef	PAUMELLE XAVIER

CHEF DE BORD - SAV 3

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	800497	Adjudant	BANGOURA DAVID
2	GROUPEMENT OUEST	801727	Sergent-chef	BERTHAUT MATTHIEU
3	GROUPEMENT OUEST	991075	Caporal-chef	BOBEE JONATHAN
4	GROUPEMENT SUD	800223	Adjudant	BONTE BERTRAND
5	GROUPEMENT OUEST	991065	Caporal-chef	DELHAY YANNICK
6	GROUPEMENT OUEST	994034	Caporal	DESPLANQUES FREDERIC
7	GROUPEMENT EST	400040	Adjudant-chef	DIEVAL JEAN MARC
8	GROUPEMENT EST	801020	Adjudant-chef	DUVAL ARNAUD
9	GROUPEMENT OUEST	760060	Caporal-chef	FERTILLET PETER
10	GROUPEMENT OUEST	760178	Sergent-chef	FONTAINE AURELIEN
11	GROUPEMENT EST	711007	Adjudant-chef	FORTINI BRUNO
12	GROUPEMENT OUEST	800299	Adjudant	HAMADACHE ALEXANDRE
13	GROUPEMENT EST	400028	Adjudant-chef	HAMARD LAURENT
14	GROUPEMENT OUEST	991745	Caporal	HAREL FLORIAN
15	GROUPEMENT OUEST	254024	Adjudant-chef	HELIN ROMAIN
16	GROUPEMENT OUEST	801745	Sergent-chef	HODIERNE ARNAUD
17	GROUPEMENT EST	802796	Caporal-chef	JAMET TONY
18	GROUPEMENT EST	800645	Sergent-chef	JAN RENAUD
19	GROUPEMENT EST	711003	Caporal	LABOULAIS CHRISTOPHE
20	GROUPEMENT OUEST	300272	Adjudant-chef	LEFEBVRE HERVE
21	GROUPEMENT SUD	802622	Sergent	LEUILLIER MATHIEU
22	GROUPEMENT OUEST	300160	Adjudant-chef	LHEUREUX LAURENT
23	GROUPEMENT SUD	760339	Adjudant	MARQUIS CEDRIC
24	GROUPEMENT EST	802654	Adjudant-chef	MOPIN NICOLAS

SAUVETAGE AQUATIQUE

CHEF DE BORD - SAV 3				
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
25	GROUPEMENT EST	760480	Caporal-chef	PHILIPS FREDERIC
26	GROUPEMENT EST	400034	Lieutenant 2° classe	ROCHETTE EMMANUEL
27	GROUPEMENT OUEST	300234	Adjudant-chef	SIMON PASCAL
28	GROUPEMENT OUEST	200287	Adjudant-chef	TRANCHARD CHRISTOPHE
29	GROUPEMENT SUD	200285	Sergent-chef	VANBESIEN FRANCOIS
30	GROUPEMENT OUEST	148073	Sergent-chef	VANHEECKHOET WILFRID
31	GROUPEMENT EST	802334	Adjudant	VIOGNE ALBAN
32	GROUPEMENT EST	400032	Adjudant-chef	YAHIAOUI SYLVAIN

NAGEUR SAUVETEUR COTIER - SAV 2				
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT OUEST	300007	Adjudant-chef	AUGER ANTOINE
2	DIRECTION	802232	Adjudant	AVRIL VINCENT
3	GROUPEMENT OUEST	760173	Adjudant	BEAUFILS CHRISTOPHE
4	GROUPEMENT SUD	802148	Caporal	BLANCHARD JEREMY
5	GROUPEMENT SUD	991742	Caporal	BODIN MATHIEU
6	GROUPEMENT EST	990850	Caporal-chef	BOURGEAUX RICHARD
7	GROUPEMENT OUEST	992054	Caporal-chef	BURAY GAELE
8	GROUPEMENT OUEST	384066	Caporal-chef	CANION JULIEN
9	GROUPEMENT OUEST	992012	Caporal-chef	CASTELOT DENIS QUENTIN
10	GROUPEMENT EST	990836	Caporal	CHARTIER MAXIME
11	GROUPEMENT SUD	802326	Caporal	COLLINET DAMIEN
12	GROUPEMENT OUEST	992015	Caporal-chef	CORNU VINCENT
13	GROUPEMENT EST	255053	Caporal-chef	DECAYEUX CEDRIC
14	GROUPEMENT OUEST	993254	Caporal	DELAUNAY JEROME
15	GROUPEMENT EST	760574	Sergent-chef	DIRUY ARMAND
16	GROUPEMENT EST	990841	Caporal-chef	DUFOUR NICOLAS BENJAMI
17	GROUPEMENT SUD	802336	Sergent-chef	DURAND MICKAEL
18	GROUPEMENT OUEST	992484	Caporal	FANONNEL ANTHONY
19	GROUPEMENT OUEST	992193	Sergent	FICHE MAXIME
20	GROUPEMENT EST	802407	Caporal-chef	FORESTIER ROMAIN
21	GROUPEMENT SUD	800595	Adjudant-chef	FORTIN FREDERIC
22	GROUPEMENT EST	217015	Adjudant	GRANDSIRE JEREMIE
23	GROUPEMENT EST	991421	Caporal	HERVE MATHIEU
24	GROUPEMENT OUEST	992191	Sergent	HERVIOU FRANCOIS
25	GROUPEMENT EST	992776	Caporal	HIEL REY ANTHONY
26	GROUPEMENT EST	711019	Caporal-chef	JULIEN DIDIER

SAUVETAGE AQUATIQUE

NAGEUR SAUVETEUR COTIER - SAV 2				
	Groupe ment	Matricule	Grade	Agent
27	GROUPEMENT SUD	992629	Lieutenant	LAINE DAMIEN
28	GROUPEMENT OUEST	802350	Adjudant	LAMY LUDOVIC
29	GROUPEMENT OUEST	994042	Caporal	LAZARO CHRISTOPHE
30	GROUPEMENT OUEST	302016	Adjudant-chef	LEBOURGEOIS CEDRIC
31	GROUPEMENT EST	801485	Sergent-chef	LENOIR JEAN BAPTISTE
32	GROUPEMENT OUEST	100070	Sergent-chef	LENOUVEL LOIC
33	DIRECTION	801427	Lieutenant hors classe	LEQUEN JULIEN
34	GROUPEMENT EST	991877	Sergent	LEQUESNE PIERRE
35	GROUPEMENT OUEST	991680	Caporal-chef	LETELLIER CEDRIC PASCAL
36	GROUPEMENT EST	384308	Caporal-chef	LINTOT RENAUD
37	GROUPEMENT EST	400036	Sergent-chef	MICHOT ERIC
38	GROUPEMENT SUD	760095	Caporal	MORIOT LAURE
39	GROUPEMENT SUD	801889	Adjudant	MOUFADDAL YACINE
40	GROUPEMENT SUD	760334	Adjudant	ORANGE CEDRIC
41	GROUPEMENT SUD	057014	Caporal-chef	ORTIE WILFRIED
42	GROUPEMENT EST	993063	Sergent	PUEYO VALENTIN
43	GROUPEMENT OUEST	992183	Caporal	RIBON ADRIEN
44	GROUPEMENT SUD	100044	Adjudant-chef	ROUALO GWENAEL
45	GROUPEMENT SUD	801888	Adjudant	ROYER GILLES
46	GROUPEMENT SUD	990485	Sergent	SCHERRER DIMITRI
47	GROUPEMENT OUEST	760556	Caporal	SCREVE MATHIEU
48	GROUPEMENT OUEST	800372	Caporal	SERGEANT MICKAEL
49	GROUPEMENT OUEST	801718	Sergent-chef	SERGEANT YOHANN
50	GROUPEMENT OUEST	991439	Caporal	TALEUX SEBASTIEN
51	GROUPEMENT OUEST	992185	Caporal	TETEREL YANNICK
52	GROUPEMENT EST	992783	Caporal	THEBAULT CEDRIC
53	GROUPEMENT OUEST	992504	Caporal-chef	THIEULENT NICOLAS
54	GROUPEMENT OUEST	800300	Sergent-chef	VEZIER JEROME

NAGEUR SAUVETEUR AQUATIQUE - SAV 1				
	Groupe ment	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	992799	Sergent	ABARNOU STEPHEN
2	GROUPEMENT SUD	994032	Caporal	AZIBERT SEBASTIEN
3	GROUPEMENT SUD	231054	Adjudant-chef	BALDACCHINO SEBASTIEN
4	GROUPEMENT SUD	991785	Caporal	BERMENT FLORIAN
5	GROUPEMENT EST	384250	Caporal-chef	BENARD GUILLAUME
6	GROUPEMENT SUD	990162	Caporal-chef	BERTIN GUILLAUME

SAUVETAGE AQUATIQUE

NAGEUR SAUVETEUR AQUATIQUE - SAV 1				
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
7	GROUPEMENT SUD	384101	Sergent	BERTRAND EDDIE
8	GROUPEMENT SUD	991427	Caporal	BIRRA EMMANUEL
9	GROUPEMENT OUEST	993041	Caporal	BIZEUL CHARLY
10	GROUPEMENT SUD	802163	Lieutenant	BOUCOURT STEEVE
11	GROUPEMENT SUD	462009	Sergent-chef	BOUREL EMMANUEL
12	GROUPEMENT OUEST	476005	Caporal-chef	BRIFFAULT FRANCOIS
13	GROUPEMENT EST	994226	Caporal	CAZIN FLORIAN
14	GROUPEMENT SUD	384349	Caporal	CHARPENTIER GAUTHIER
15	GROUPEMENT SUD	991083	Sergent	CHAUMIER FABIEN
16	GROUPEMENT OUEST	384353	Caporal-chef	CORONA FLORENT
17	GROUPEMENT SUD	992199	Caporal-chef	DERIAUX MICKAEL
18	GROUPEMENT SUD	800234	Adjudant-chef	DEVERGNES EMMANUEL
19	GROUPEMENT SUD	991776	Caporal	DOTHAL MATHIEU
20	GROUPEMENT OUEST	993313	Caporal	DROU AURELIEN
21	GROUPEMENT SUD	802460	Sergent-chef	DUFAYET CHRISTOPHE
22	GROUPEMENT SUD	992929	Sapeur	DUVAL ROMAIN
23	GROUPEMENT SUD	990484	Caporal-chef	FOLOPPE MARC MICKAEL
24	GROUPEMENT SUD	991495	Sapeur 1° classe	GALOPIN KEVIN
25	GROUPEMENT SUD	801710	Adjudant	GLARAN EMMANUEL
26	GROUPEMENT OUEST	994037	Caporal	GORRIAS THOMAS
27	GROUPEMENT EST	994023	Sapeur 1° classe	GRAMMONT CLEMENT
28	DIRECTION	993047	Caporal	GROSMANE JAMES FLORIAN
29	GROUPEMENT SUD	992891	Sapeur	GRUMETZ ANTONIN
30	GROUPEMENT SUD	993326	Caporal	GUERIN PIERRE
31	GROUPEMENT SUD	992773	Caporal	GUILLE EDOUARD
32	GROUPEMENT SUD	384136	Caporal	HEUDE THOMAS
33	GROUPEMENT SUD	993317	Caporal	JAFFRES PIERRE
34	GROUPEMENT SUD	640026	Sergent-chef	JOUENNE STEPHANE
35	GROUPEMENT EST	994211	Caporal	LAURENT ANTHONY
36	GROUPEMENT SUD	990169	Caporal	LE CLOITRE ARNAUD
37	GROUPEMENT SUD	994220	Caporal	LECHEVALLIER THOMAS
38	GROUPEMENT OUEST	384019	Adjudant	LECOINTRE ROMUALD
39	GROUPEMENT SUD	802431	Caporal-chef	LEFRANCOIS FABRICE
40	GROUPEMENT SUD	994043	Caporal	LEGUET LOIK
41	GROUPEMENT OUEST	384047	Adjudant	LEJEUNE FREDERIC
42	GROUPEMENT SUD	992084	Caporal-chef	LESUEUR FLORENT
43	GROUPEMENT SUD	801483	Adjudant	LEVACHER ARNAUD

SAUVETAGE AQUATIQUE

NAGEUR SAUVETEUR COTIER - SAV 1				
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
44	GROUPEMENT SUD	991496	Caporal	MAREST CLEMENT
45	GROUPEMENT SUD	802467	Sergent-chef	MOLON YOANN
46	GROUPEMENT SUD	993416	Caporal	MONCHAUX JULIEN
47	GROUPEMENT SUD	222026	Sergent-chef	MORETTI BERNARD
48	GROUPEMENT OUEST	476032	Adjudant-chef	NOEL PASCAL
49	DIRECTION	991054	Lieutenant hors classe	PAILLETTE JULIEN
50	GROUPEMENT SUD	991777	Caporal	PESTRIMAUZ LUDOVIC
51	GROUPEMENT SUD	200244	Adjudant-chef	POUVREAU FREDERIC
52	GROUPEMENT SUD	992368	Caporal	PRAY CEDRIC
53	GROUPEMENT SUD	990415	Sergent	QUOD JIMMY
54	GROUPEMENT SUD	026024	Sergent-chef	RENOULT STEPHANE
55	GROUPEMENT SUD	993511	Sapeur 1° classe	REVERT KEVIN
56	GROUPEMENT SUD	495035	Caporal-chef	ROBERT NICOLAS
57	GROUPEMENT SUD	991365	Caporal-chef	ROUSSEL PHILIPPE
58	GROUPEMENT SUD	991694	Caporal-chef	SINAEVE JASON
59	GROUPEMENT OUEST	991104	Caporal-chef	SUTERA FRANCK
60	GROUPEMENT SUD	990764	Sergent	THOS ELODIE
61	GROUPEMENT OUEST	990869	Caporal-chef	VAUCHEL STEVE
62	GROUPEMENT SUD	991946	Caporal	VESTU VALENTIN
63	GROUPEMENT OUEST	994217	Caporal	ZIRAK KIMYA



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 19-144 du **12 AOUT 2019**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « prévention », mise à
jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de région Normandie, préfet de la Seine-Maritime

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- l'arrêté du 25 janvier 2006 modifié fixant le guide national de référence relatif à la spécialité « prévention »
- l'arrêté préfectoral n°19-16 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à exercer la spécialité « prévention » au titre de l'année 2019,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes à exercer la spécialité prévention.

Article 2 : L'aptitude peut être retirée temporairement ou définitivement à tout agent précité non à jour en matière de formation de maintien des acquis.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°19-16 du 19 février 2019 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et le responsable départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet, **Benoît LEMAIRE**
Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Prefet, Directeur de Cabinet

PREVENTION

DIRECTEUR DEPARTEMENTAL

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	200358	Directeur	LAGALLE JEAN YVES

DIRECTEUR DEPARTEMENTAL ADJOINT

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
	DIRECTION	992754	Directeur adjoint	VITALBO MARC

RESPONSABLE DEPARTEMENTAL

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
	DIRECTION	118000	Lieutenant-colonel	MARGRIT VALERIE

PRV 3

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	760338	Commandant	RONDEAU JEAN PIERRE
2	GROUPEMENT SUD	100023	Lieutenant hors classe	TROCHU PAUL

PRV 2

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	200308	Lieutenant 2° classe	CHEVALIER THIERRY
2	DIRECTION	100089	Adjudant-chef	DUCHOSSOY STEPHANE *
3	DIRECTION	993113	Lieutenant 2° classe	FEUILLOLAY CHRISTOPHE
4	GROUPEMENT OUEST	300238	Lieutenant 1° classe	LAMBERT FRANCK
5	DIRECTION	993881	Capitaine	LAMBERT MARTIN
6	GROUPEMENT SUD	800499	Adjudant-chef	LATISTE FABRICE
7	GROUPEMENT SUD	200336	Capitaine	LEBORGNE CEDRIC
8	GROUPEMENT SUD	200250	Lieutenant 1° classe	LEMAIRE OLIVIER
9	DIRECTION	300284	Adjudant-chef	MAGLOIRE LA GREVE YANNICK
10	DIRECTION	200317	Adjudant-chef	MICHEL FREDERIC
11	GROUPEMENT SUD	200163	Lieutenant 2° classe	NABAIS JOACKIM
12	DIRECTION	760133	Commandant	PERROT SYLVERE
13	GROUPEMENT OUEST	802798	Lieutenant 1° classe	PRIGENT SEBASTIEN
14	GROUPEMENT OUEST	300303	Commandant	RISPAL PIERRE
15	DIRECTION	801891	Lieutenant 1° classe	ROUTIER SEBASTIEN
16	GROUPEMENT EST	801872	Commandant	SCHERZER FRANCOIS
17	DIRECTION	801527	Adjudant	TRAN VANESSA
18	GROUPEMENT SUD	400037	Adjudant-chef	ZABIEGO FRANCK

* Dès réception du diplôme



PREFET DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 19-145 du **12 AOUT 2019**
fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la chaîne de commandement, mise à
jour du mois de juillet 2019.

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,

Vu :

- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels, et notamment son chapitre II,
- l'arrêté préfectoral n°19-17 du 19 février 2019 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de la chaîne de commandement au titre de l'année 2019,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans la liste jointe en annexe sont déclarés aptes à participer aux opérations de la chaîne de commandement, telle que définie dans le règlement opérationnel du Service départemental d'Incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°19-17 du 19 février 2019 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement et les Chefs de centre sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
Benoît LEMAIRE
Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

CHEF DE SITE				
	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT EST	145000	Lieutenant-colonel	BLEYON NICOLAS
2	DIRECTION	200351	Lieutenant-colonel	BOYER JEAN MICHEL
3	GROUPEMENT OUEST	142000	Commandant	CHAUVEL THOMY
4	DIRECTION	990968	Commandant	COLIBERT HERVE
5	DIRECTION	200355	Lieutenant-colonel	DOLBEAU PASCAL
6	DIRECTION	200358	Directeur	LAGALLE JEAN YVES
7	DIRECTION	992628	Commandant	MACHILLOT PIERRE
8	DIRECTION	200348	Commandant	MAHE ERWAN
9	DIRECTION	118000	Lieutenant-colonel	MARGRIT VALERIE
10	DIRECTION	151000	Commandant	MOUSSION GERARD
11	GROUPEMENT OUEST	300305	Commandant	OMONT FRANCK
12	DIRECTION	200366	Commandant	RENAULT PHILIPPE
13	GROUPEMENT OUEST	300303	Commandant	RISPAL PIERRE
14	DIRECTION	760338	Commandant	RONDEAU JEAN PIERRE
15	GROUPEMENT SUD	100005	Lieutenant-colonel	ROYER JEAN MARIE
16	GROUPEMENT OUEST	993872	Lieutenant-colonel	SUFFYS ARNAUD
17	DIRECTION	992754	Directeur adjoint	VITALBO MARC

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

CHEF DE COLONNE				
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT EST	991120	Capitaine	BALTENNECK MAXIME
2	GROUPEMENT EST	200323	Commandant	CAUMONT FABRICE
3	DIRECTION	993941	Commandant	CHISLARD CHRIS
4	DIRECTION	384189	Commandant	CROS ALEXANDRE
5	DIRECTION	801993	Commandant	DIDOT ERIC
6	GROUPEMENT SUD	993688	Capitaine	DUQUESNE STEPHANIE
7	GROUPEMENT OUEST	711042	Commandant	GONDE DIDIER
8	GROUPEMENT SUD	800724	Commandant	HAUGUEL RODOLPHE
9	DIRECTION	481011	Capitaine	HELLO VINCENT
10	GROUPEMENT OUEST	384215	Capitaine	HURE JULIEN
11	DIRECTION	760565	Capitaine	KOPYLA EDDY
12	DIRECTION	992350	Capitaine	LEFORT BLANDINE
13	DIRECTION	200361	Capitaine	MARGRIT CHRISTOPHE
14	DIRECTION	991137	Capitaine	MARTIN CHRISTOPHE
15	GROUPEMENT EST	100067	Capitaine	PASSANI JEAN NOEL
16	DIRECTION	760144	Commandant	PELLOIN WILLIAM
17	GROUPEMENT SUD	990588	Commandant	PERDRIX SAMUEL
18	DIRECTION	760133	Commandant	PERROT SYLVERE
19	DIRECTION	760134	Commandant	PHILIP RONAN
20	GROUPEMENT SUD	992847	Commandant	REYNE DAVID
21	GROUPEMENT EST	801872	Commandant	SCHERZER FRANCOIS
22	DIRECTION	800108	Commandant	TACONNET LUC
23	DIRECTION	990651	Commandant	TIRELLE ERIC

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

CHEF DE GROUPE				
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	110000	Capitaine	ALLEAU ERIC
2	GROUPEMENT OUEST	300239	Lieutenant 2° classe	AMELINE FREDERIC
3	GROUPEMENT EST	655001	Lieutenant	BAILLEUL HERVE
4	GROUPEMENT SUD	319002	Lieutenant	BENARD SEBASTIEN
5	GROUPEMENT OUEST	259004	Capitaine	BEUX HERVE
6	GROUPEMENT EST	035012	Capitaine	BOCLET JEAN BERNARD
7	GROUPEMENT EST	711013	Capitaine	BOIMARE JEAN PIERRE
8	GROUPEMENT SUD	200240	Lieutenant 1° classe	BONTE WILLIAM
9	GROUPEMENT EST	374005	Capitaine	BOUCHER JOSE
10	GROUPEMENT SUD	758004	Lieutenant	BOUDIN DANY
11	DIRECTION	300286	Capitaine	CADINOT STEPHANE
12	GROUPEMENT SUD	200255	Lieutenant 1° classe	CAUMONT JEAN CHARLES
13	DIRECTION	200308	Lieutenant 2° classe	CHEVALIER THIERRY
14	DIRECTION	993563	Lieutenant 1° classe	CHUPEAU MARINE
15	GROUPEMENT SUD	384005	Lieutenant	CIVES MARIO
16	GROUPEMENT OUEST	200028	Lieutenant 1° classe	CIVES NICOLAS
17	GROUPEMENT OUEST	758012	Lieutenant hors classe	COLLEMANT FRANCOIS
18	GROUPEMENT SUD	752010	Capitaine	COTE FABRICE
19	GROUPEMENT OUEST	760586	Capitaine	DAVY THIERRY
20	DIRECTION	200311	Lieutenant 2° classe	DESCHAMPS THIERRY
21	GROUPEMENT OUEST	384010	Lieutenant	DEHORS PATRICK
22	GROUPEMENT SUD	495002	Capitaine	DELABRIERE SYLVAIN
23	GROUPEMENT EST	462016	Lieutenant	DORAY SEBASTIEN
24	GROUPEMENT SUD	100012	Lieutenant 1° classe	DUBUC JOEL
25	GROUPEMENT OUEST	114022	Lieutenant	DUCLOS SYLVAIN
26	GROUPEMENT SUD	401013	Capitaine	DUPARC JEAN PHILIPPE
27	DIRECTION	200283	Lieutenant 1° classe	DUPRE CYRIL
28	DIRECTION	993572	Lieutenant 1° classe	FANEL AURELIEN
29	GROUPEMENT SUD	401015	Lieutenant	FERRAND FREDERIC
30	GROUPEMENT EST	312029	Lieutenant	FONTAINE LAURENT
31	GROUPEMENT SUD	495031	Lieutenant	FOURNIER MICKAEL
32	GROUPEMENT EST	125	Capitaine	GILLES FRANCK
33	GROUPEMENT EST	107	Lieutenant	GILLES PHILIPPE
34	DIRECTION	400009	Lieutenant 1° classe	GOMEZ PATRICE
35	GROUPEMENT EST	200264	Lieutenant 1° classe	GRUMETZ LAURENT
36	DIRECTION	200247	Lieutenant 1° classe	HUET CHRISTOPHE
37	GROUPEMENT SUD	200100	Capitaine	JAZE RAYNALD
38	GROUPEMENT OUEST	254010	Lieutenant	JEAN ERIC

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

CHEF DE GROUPE PC				
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	110000	Capitaine	ALLEAU ERIC
2	GROUPEMENT OUEST	300239	Lieutenant 2° classe	AMELINE FREDERIC
3	GROUPEMENT SUD	429001	Lieutenant	ANDRIEU THOMAS
4	GROUPEMENT SUD	800117	Capitaine	ANQUETIL PHILIPPE
5	GROUPEMENT OUEST	300008	Adjudant-chef	BACHELET ALDERIC
6	GROUPEMENT OUEST	259004	Capitaine	BEUX HERVE
7	GROUPEMENT SUD	200240	Lieutenant 1° classe	BONTE WILLIAM
8	GROUPEMENT SUD	758004	Lieutenant	BOUDIN DANY
9	GROUPEMENT SUD	801037	Lieutenant	BOUDIN STEPHANE
10	DIRECTION	300286	Capitaine	CADINOT STEPHANE
11	GROUPEMENT SUD	200255	Lieutenant 1° classe	CAUMONT JEAN CHARLES
12	GROUPEMENT SUD	200025	Lieutenant 2° classe	CHEDEVILLE STEPHANE
13	GROUPEMENT OUEST	200028	Lieutenant 1° classe	CIVES NICOLAS
14	GROUPEMENT OUEST	758012	Lieutenant hors classe	COLLEMANT FRANCOIS
15	GROUPEMENT OUEST	994373	Lieutenant	CUISSINAT FREDERIC
16	GROUPEMENT OUEST	760586	Capitaine	DAVY THIERRY
17	GROUPEMENT SUD	200038	Lieutenant 1° classe	DECHAMPS OLIVIER
18	GROUPEMENT OUEST	384010	Lieutenant	DEHORS PATRICK
19	GROUPEMENT EST	312035	Lieutenant	DELAFOSSÉ LAURENT GEORGES
20	GROUPEMENT SUD	100012	Lieutenant 1° classe	DUBUC JOEL
21	GROUPEMENT OUEST	114022	Lieutenant	DUCLOS SYLVAIN
22	GROUPEMENT SUD	802598	Lieutenant	DUFOUR ROMAIN CHRISTOP
23	DIRECTION	993113	Lieutenant 2° classe	FEUILLOLAY CHRISTOPHE
24	GROUPEMENT EST	200264	Lieutenant 1° classe	GRUMETZ LAURENT
25	GROUPEMENT SUD	200100	Capitaine	JAZE RAYNALD
26	GROUPEMENT OUEST	254010	Lieutenant	JEAN ERIC
27	GROUPEMENT OUEST	800520	Lieutenant	KOZEL RICHARD
28	GROUPEMENT OUEST	300238	Lieutenant 1° classe	LAMBERT FRANCK
29	DIRECTION	993881	Capitaine	LAMBERT MARTIN
30	GROUPEMENT SUD	200336	Capitaine	LEBORGNE CEDRIC
31	DIRECTION	992446	Capitaine	LEFEVRE ANNE
32	GROUPEMENT SUD	200250	Lieutenant 1° classe	LEMAIRE OLIVIER
33	GROUPEMENT SUD	384190	Capitaine	LEROUX ANTHONY
34	GROUPEMENT EST	648001	Lieutenant	LEROY GUILLAUME
35	GROUPEMENT OUEST	259040	Lieutenant	LEVASSEUR DAVID
36	GROUPEMENT OUEST	300162	Adjudant-chef	LOZANO BRUNO
37	GROUPEMENT OUEST	447036	Lieutenant	MAHIEU RICHARD
38	GROUPEMENT OUEST	993275	Lieutenant	MAYOR LAURENT

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

CHEF DE GROUPE PC				
	Groupelement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	110000	Capitaine	ALLEAU ERIC
2	GROUPEMENT OUEST	300239	Lieutenant 2° classe	AMELINE FREDERIC
3	GROUPEMENT SUD	429001	Lieutenant	ANDRIEU THOMAS
4	GROUPEMENT SUD	800117	Capitaine	ANQUETIL PHILIPPE
5	GROUPEMENT OUEST	300008	Adjudant-chef	BACHELET ALDERIC
6	GROUPEMENT OUEST	259004	Capitaine	BEUX HERVE
7	GROUPEMENT SUD	200240	Lieutenant 1° classe	BONTE WILLIAM
8	GROUPEMENT SUD	758004	Lieutenant	BOUDIN DANY
9	GROUPEMENT SUD	801037	Lieutenant	BOUDIN STEPHANE
10	DIRECTION	300286	Capitaine	CADINOT STEPHANE
11	GROUPEMENT SUD	200255	Lieutenant 1° classe	CAUMONT JEAN CHARLES
12	GROUPEMENT SUD	200025	Lieutenant 2° classe	CHEDEVILLE STEPHANE
13	GROUPEMENT OUEST	200028	Lieutenant 1° classe	CIVES NICOLAS
14	GROUPEMENT OUEST	758012	Lieutenant hors classe	COLLEMANT FRANCOIS
15	GROUPEMENT OUEST	994373	Lieutenant	CUISSINAT FREDERIC
16	GROUPEMENT OUEST	760586	Capitaine	DAVY THIERRY
17	GROUPEMENT SUD	200038	Lieutenant 1° classe	DECHAMPS OLIVIER
18	GROUPEMENT OUEST	384010	Lieutenant	DEHORS PATRICK
19	GROUPEMENT EST	312035	Lieutenant	DELAFOSSE LAURENT GEORGES
20	GROUPEMENT SUD	100012	Lieutenant 1° classe	DUBUC JOEL
21	GROUPEMENT OUEST	114022	Lieutenant	DUCLOS SYLVAIN
22	GROUPEMENT SUD	802598	Lieutenant	DUFOUR ROMAIN CHRISTOP
23	DIRECTION	993113	Lieutenant 2° classe	FEUILLOLAY CHRISTOPHE
24	GROUPEMENT EST	200264	Lieutenant 1° classe	GRUMETZ LAURENT
25	GROUPEMENT SUD	200100	Capitaine	JAZE RAYNALD
26	GROUPEMENT OUEST	254010	Lieutenant	JEAN ERIC
27	GROUPEMENT OUEST	800520	Lieutenant	KOZEL RICHARD
28	GROUPEMENT OUEST	300238	Lieutenant 1° classe	LAMBERT FRANCK
29	DIRECTION	993881	Capitaine	LAMBERT MARTIN
30	GROUPEMENT SUD	200336	Capitaine	LEBORGNE CEDRIC
31	DIRECTION	992446	Capitaine	LEFEVRE ANNE
32	GROUPEMENT SUD	200250	Lieutenant 1° classe	LEMAIRE OLIVIER
33	GROUPEMENT SUD	384190	Capitaine	LEROUX ANTHONY
34	GROUPEMENT EST	648001	Lieutenant	LEROY GUILLAUME
35	GROUPEMENT OUEST	259040	Lieutenant	LEVASSEUR DAVID
36	GROUPEMENT OUEST	300162	Adjudant-chef	LOZANO BRUNO
37	GROUPEMENT OUEST	447036	Lieutenant	MAHIEU RICHARD
38	GROUPEMENT OUEST	993275	Lieutenant	MAYOR LAURENT

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

MEDECIN ASTREINTE DEPARTEMENTALE				
	Groupe ment	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	800659	Médecin classe except.	SENEZ THIERRY
2	GROUPEMENT OUEST	800307	Médecin hors classe	FORT JEAN LUC
3	GROUPEMENT SUD	540003	Médecin Colonel	BENICHOU ROLAND
4	GROUPEMENT SUD	476002	Médecin hors classe	DUVAL FREDERIC

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

OFFICIER DE SANTE				
	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	DIRECTION	800678	Cadre de santé 1ere classe	JAHIER STEPHANE
2	DIRECTION	991117	Infirmier hors classe	GIROIS VIRGINIE
3	GROUPEMENT EST	992256	Infirmier hors classe	BREE FLORIAN
4	GROUPEMENT OUEST	802304	Infirmier hors classe	DUMOUCHEL MICHAEL
5	GROUPEMENT SUD	990375	Infirmier hors classe	DELAHOCHÉ SERY VANESSA

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

LISTE SPE SSSM SSO

	Groupement	Matricule	Grade	Agent
1	GROUPEMENT SUD	802037	Infirmier	ANQUETIL KARINE
2	GROUPEMENT EST	991386	Infirmier	BAYEUL MELANIE
3	GROUPEMENT SUD	800464	Infirmier Principal	BENAMEUR MOHAMED
4	GROUPEMENT SUD	993697	Infirmier	BENAVIDES SONIA
5	GROUPEMENT SUD	758052	Infirmier	BEUZELIN AMANDINE
6	GROUPEMENT SUD	992078	Infirmier	BONHOMME KARINE
7	GROUPEMENT SUD	760119	Infirmier	BOUTRAIS DELPHINE
8	GROUPEMENT SUD	993246	Infirmier	BREARD SANDRINE
9	GROUPEMENT EST	760370	Infirmier Principal	BRUYNEEL SEBASTIEN
10	GROUPEMENT SUD	992824	Infirmier	CONSEIL GAETAN
11	GROUPEMENT SUD	992853	Infirmier	CORBIERE CAMILLE
12	GROUPEMENT OUEST	993508	Infirmier	DANNEBEY EDOUARD
13	GROUPEMENT SUD	801450	Infirmier-Chef	DE LACROIX DE LAVALETTE ANNE
14	GROUPEMENT OUEST	992413	Infirmier Principal	DEHAIS DANIEL
15	GROUPEMENT OUEST	993100	Infirmier	DRICI FARAH
16	GROUPEMENT SUD	384100	Infirmier	DRUAUX LUDIVINE
17	GROUPEMENT EST	802736	Infirmier Principal	DUHAMEL MARIE LAURE
18	GROUPEMENT SUD	548009	Infirmier-Chef	DURAND FRANCOIS
19	GROUPEMENT SUD	993557	Infirmier	DUTREMEE OPHELIE
20	GROUPEMENT OUEST	384124	Infirmier	GOUPIL MARJOLAINE
21	GROUPEMENT EST	802014	Infirmier Principal	GUERARD CORINNE
22	GROUPEMENT EST	992590	Infirmier	HENRION STEPHANE
23	GROUPEMENT SUD	990741	Infirmier	HENRY LAETITIA
24	GROUPEMENT OUEST	760124	Infirmier Principal	LAINE LAETITIA
25	GROUPEMENT SUD	991922	Infirmier	LAMAS NATHALIE
26	GROUPEMENT SUD	993510	Infirmier	LAROSE ALEXANDRE
27	GROUPEMENT SUD	992417	Infirmier	LE GALL MARCEL
28	GROUPEMENT OUEST	993547	Infirmier	LE STRAT PIERRE ANTOINE
29	GROUPEMENT SUD	801459	Infirmier Principal	LEFRANCOIS DIMITRY
30	GROUPEMENT EST	802620	Infirmier Principal	LEHEURTEUR HELENE
31	GROUPEMENT EST	994280	Infirmier	MARCASSIN CELINE
32	GROUPEMENT OUEST	994361	Infirmier	MARTIN SEBASTIEN
33	GROUPEMENT SUD	993509	Infirmier	MULOT DE LACROIX DE LAVALETTE CARMEN
34	GROUPEMENT OUEST	994185	Infirmier	ORANGE CELINE
35	GROUPEMENT EST	991644	Infirmier	PASSET CORINE
36	GROUPEMENT SUD	802404	Infirmier	PIERRE TIPHAINE
37	GROUPEMENT SUD	992432	Infirmier-Chef	PILOTGET FRANCK
38	GROUPEMENT SUD	801463	Infirmier Principal	PINON PHILIPPE
39	GROUPEMENT EST	994279	Infirmier	RICHARD DOROTHEE
40	GROUPEMENT OUEST	801464	Infirmier-Chef	SABLIN DAVID
41	GROUPEMENT OUEST	992517	Infirmier	VASSE SAMSON
42	GROUPEMENT OUEST	992491	Infirmier	VASSE STEPHANIE
43	GROUPEMENT SUD	802738	Infirmier Principal	WALLON GUILLAUME

ARRETE N° 2019 / GAP-3080

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,
LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu le décret n° 2016-2008 du 30 décembre 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des capitaines, commandants et lieutenants-colonels de sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu l'avis de la commission administrative paritaire compétente en date du 1^{er} avril 2019 ;

ARRÊTENT

Article 1^{er} - Le tableau d'avancement au grade de commandant de sapeurs-pompiers professionnels de la Seine-Maritime est établi, au titre de l'année 2019, dans l'ordre suivant :

- n° 1 – HAUGUEL Rodolphe
- n° 2 – SCHERZER François
- n° 3 – CROS Alexandre

Article 2 - Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 - Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime et le Président du Conseil d'administration du service d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Le Président du Conseil d'administration
du service d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime,

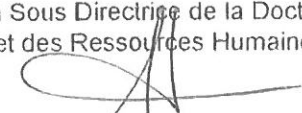

André GAUTIER

Fait à Paris, le

26 JUIN 2019

Pour le ministre et par délégation,

La Sous Directrice de la Doctrine
et des Ressources Humaines


Mireille LARREDE

Le Président du Conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime

Le Préfet de la région Normandie
Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

ARRETE N° 2019 / GAP - 3076
portant tableau annuel d'avancement
au grade d'infirmier hors classe

Vu :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n° 2016-1176 du 30 août 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté préfectoral n° 19-105 du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur le Colonel Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'avis favorable de la commission administrative paritaire de catégorie A en date du 1^{er} avril 2019,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE N

Article 1^{er} - Le tableau annuel d'avancement au grade d'infirmier hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de l'année 2019 est établi dans l'ordre qui suit :

N° d'ordre	NOM	PRENOM
1	DELAHOCHÉ SERY	Vanessa

Article 2^e - Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3^e - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification, en application de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Yvetot, le

28 JUIN 2019

Le Président du Conseil d'administration,


André GAUTIER

Yvetot, le

28 JUIN 2019

Pour le Préfet et par délégation
le Directeur départemental,


Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

Le Président du Conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime

Le Préfet de la région Normandie
Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

ARRETE N° 2019 / GAP - 4512
portant tableau annuel d'avancement
au grade de lieutenant de 1^{ère} classe

Vu :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n° 2002-870 du 3 mai 2002 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté préfectoral n° 19-105 du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur le Colonel Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'avis favorable de la commission administrative paritaire de catégorie B en date du 4 juillet 2019,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE N

Article 1^{er} - Le tableau annuel d'avancement au grade de lieutenant de 1^{ère} classe de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de l'année 2019 est établi dans l'ordre qui suit :

N° d'ordre	NOM	PRENOM
1	CHEDEVILLE	Stéphane
2	NABAIS	Joackim
3	CHEVALIER	Thierry
4	DESCHAMPS	Thierry
5	LANGLOIS	Bruno
6	GROUT	Patrice
7	AMELINE	Frédéric
8	REVELLE	Styve

Article 2^e - Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3^e - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification, en application de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Yvetot, le

1 AOUT 2019

Le Président du Conseil d'administration,

André GAUTIER

Pour le Préfet et par délégation
le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



Le Président du Conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime



Le Préfet de la région Normandie
Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

ARRETE N° 2019 / GAP - 4513
portant tableau annuel d'avancement
au grade de lieutenant hors classe

Vu :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n° 2002-870 du 3 mai 2002 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,
- le décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté préfectoral n° 19-105 du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur le Colonel Jean-Yves LAGALLE, Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'avis favorable de la commission administrative paritaire de catégorie B en date du 4 juillet 2019,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE

Article 1^{er} - Le tableau annuel d'avancement au grade de lieutenant hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de l'année 2019 est établi dans l'ordre qui suit :

N° d'ordre	NOM	PRENOM
1	BONTE	William

Article 2^e - Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3^e - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification, en application de l'article R. 421-1 du code de la justice administrative.

Yvetot, le

1 AOUT 2019

Le Président du Conseil d'administration,

André GAUTIER

Pour le Préfet et par délégation
le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

ARRETE N°AG-2019-062
portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY
cheffe du groupement Immobilier

Le président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-40 en date du 15 décembre 2017,
- l'arrêté du président du Conseil d'administration n° AG-2019-002 du 23 janvier 2019 portant délégation de signature.

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les pièces relatives à la conduite d'opérations relevant du domaine d'activité de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier, la délégation qui lui est conférée à l'article 1^{er} du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Emmanuel DEBAILLAY, adjoint à la cheffe du groupement Immobilier.

ARTICLE 3 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration n°AG-2019-002 du 23 janvier 2019 portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 4 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190801-AG-2019-062-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 13/08/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 01 aout 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Notifié le

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°AG-2019-063
portant délégation de signature au Commandant Luc TACONNET
faisant fonction de chef du groupement Ressources humaines

Le président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-55 en date du 17 décembre 2015 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2018/GAGAJ-022 du 06 septembre 2018 portant délégation de signature,

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Monsieur Luc TACONNET, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, faisant fonction de chef du groupement des Ressources humaines, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,

▪ **au titre des Ressources humaines**

- les décisions d'acceptation ou de refus d'ouvertures, d'alimentations et d'utilisation des compte-épargne temps des agents du Service départemental,
- les attestations relatives à la situation administrative des agents du Service départemental,
- les actes relevant de la gestion des agents du Service départemental par ampliation,
- les correspondances se rapportant à l'exécution des conventions de disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental,
- les correspondances, demandes ou transmissions relevant de la gestion des dossiers des agents du Service départemental et adressées aux institutions de la fonction publique territoriale et autres organismes extérieurs concernés,
- les correspondances relatives aux candidatures hors officiers de sapeurs-pompiers et aux mobilités,
- les correspondances relatives au changement temporaire de régime de travail,
- les correspondances et les arrêtés relatifs aux congés de maladie ordinaire.

ARTICLE 2 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration n° 2018/GAGAJ-022 du 06 septembre 2018 portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 01 aout 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

du mois de :

Notifié le	Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
	076-287600019-20190801-AG-2019-063-AI
	Accusé certifié exécutoire
	Réception par le préfet : 13/08/2019 Affichage : 13/08/2019
Pour l'autorité compétente par délégation	
	

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

ARRETE N°AG-2019-064
portant délégation de signature à Monsieur Alain LE GALLOU,
chef du service du Système d'information opérationnel
groupement Pilotage, Évaluation, Prospective et Systèmes d'informations

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;
- l'arrêté n°2017/GAGAJ-029 en date du 24 mai 2017 du président du Conseil d'administration ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Alain LE GALLOU, chef du service du Système d'information opérationnel, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

L'arrêté n°2017/GAGAJ-029 en date du 24 mai 2017 du président du Conseil d'administration est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-064-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Notifié le

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N°AG-2019-065
portant délégation de signature à Madame Aurélie SAMSON,
chargée du Secrétariat général
Pôle Juridique

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Aurélie SAMSON, chargée du Secrétariat général, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

▪ **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**

- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-065-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°AG-2019-066
portant délégation de signature au Commandant Benoit LAGON,
chef du service Ressources et Analyses
Pôle Juridique

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Benoit LAGON, commandant de sapeurs-pompiers professionnels, chef du service Ressources et Analyses, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-066-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N° AG-2019-067
portant délégation de signature au Lieutenant de 1^{ère} classe Cyril DUPRE,
chef du service Gestion des temps et activités
Groupement des Ressources Humaines

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Cyril DUPRE, lieutenant de 1^{ère} classe de sapeur-pompier professionnel, chef du service Gestion des temps et activités, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-067-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER



Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°AG-2019-068
portant délégation de signature à Madame Cécile GAUDEFROY
cheffe du groupement Immobilier

Le président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019 ;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé par délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-40 en date du 15 décembre 2017,
- l'arrêté du président du Conseil d'administration n° AG-2019-062 du 01 août 2019 portant délégation de signature.

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
- les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses de son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les pièces relatives à la conduite d'opérations relevant du domaine d'activité de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 € HT,

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cécile GAUDEFROY, cheffe du groupement Immobilier, la délégation qui lui est conférée à l'article 1^{er} du présent arrêté, est exercée, aux mêmes conditions, par Monsieur Emmanuel DUBAILLAY, adjoint à la cheffe du groupement Immobilier.

ARTICLE 3 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration n°AG-2019-062 du 01 août 2019 portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 4 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-068-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 aout 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Notifié le

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°AG-2019-069
portant délégation de signature à Madame Céline LIDOR,
adjointe à la cheffe de groupement en charge du pôle Juridique

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;
- l'arrêté du président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime n°2018/AGAJ-008 en date du 14 juin 2018 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Madame Céline LIDOR, adjointe à la cheffe de groupement en charge du pôle Juridique, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité des services du pôle Juridique,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence du pôle Juridique par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
 - les bordereaux d'élimination et de versements des archives.
- **au titre de la gestion financière**
 - l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant le pôle Juridique,
 - toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant le pôle Juridique, à l'exception des certificats administratifs.
- **au titre de la commande publique**
 - les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités du pôle Juridique,
 - les bons de commandes en lien avec l'activité du pôle Juridique dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 3 000 €HT.
- **au titre des affaires juridiques**
 - les courriers relatifs à la protection fonctionnelle des agents ou aux constitutions de partie civile du service départemental présentant un caractère d'urgence,
 - les pièces dans le cadre des significations d'actes et décisions de justice adressées au service départemental.

ARTICLE 2 :

L'arrêté n°2018/GAGAJ-008 en date du 14 juin 2018 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-069-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019
Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 30 aout 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N°AG-2019-070
portant délégation de signature à Madame Céline LIDOR,
cheffe du service Conseils et Contentieux
Pôle Juridique

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration n°2017/GAGAJ-057 en date du 24 mai 2017 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Céline LIDOR, cheffe du service Conseils et Contentieux, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration n°2017/GAGAJ-057 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-070-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Notifié le

YVETOT, le 30 aout 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°AG-2019-071
portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AUBER,
chef du service Système d'information administratif et réseaux
groupement Pilotage, Évaluation, Prospective et Systèmes d'informations

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Guillaume AUBER, chef du service Système d'information administratif et réseaux, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-071-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019
Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 aout 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N°AG-2019- 072
portant délégation de signature à Monsieur Gilles MARTIN,
chef du service Téléphonie et Transmission
groupement Pilotage, Évaluation, Prospective et Systèmes d'informations

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;
- l'arrêté n°2017/GAGAJ-027 en date du 24 mai 2017 du président du Conseil d'administration ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Gilles MARTIN, chef du service Téléphonie et Transmission, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

L'arrêté n°2017/GAGAJ-027 en date du 24 mai 2017 du président du Conseil d'administration est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-072-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019
Affichage : 13/08/2019

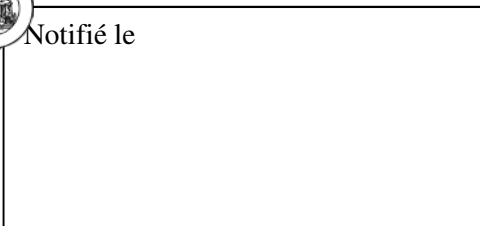
Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 aout 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Notifié le



Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°AG-2019-073
portant délégation de signature au Lieutenant-colonel Jean-Marc PARIS,
chef de groupement en charge du pôle
Stratégie et cohérence territoriale

Le président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du Conseil d'administration du Service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son pôle, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-Marc PARIS, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef de groupement en charge du pôle Stratégie et cohérence territoriale, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration :

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,
- toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son pôle.

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement simultané du directeur départemental, Monsieur Jean-Yves LAGALLE, Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, et du directeur départemental adjoint, Marc VITALBO Colonel hors classe de sapeurs-pompiers professionnels, délégation de signature est conférée à Monsieur Jean-Marc PARIS, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers professionnels, chef de groupement en charge du pôle Stratégie et cohérence territoriale, à l'effet de signer au nom du président du Conseil d'administration et dans le cadre des attributions de son pôle, tous actes, arrêtés, décisions, pièces et correspondances dans la limite des crédits ouverts au budget et inférieur à 25 000 € HT, à l'exception :

- des rapports, des délibérations et des procès-verbaux du conseil d'administration et du bureau,
- des ordres de réquisition du comptable,
- des conventions de transfert visées par la loi n°96.369 du 3 mai 1996,
- des lettres, autres que les simples transmissions, adressées aux ministres et parlementaires,
- des nominations des membres de conseils, commissions et comités institués par les lois et règlements applicables au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-073-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :



ARRETE N°AG-2019-074
portant délégation de signature au Commandant Luc TACONNET,
chef du service Gestion des emplois, effectifs, activités et compétences
Groupement des Ressources humaines

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;
- l'arrêté n°2017/GAGAJ-054 en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Luc TACONNET, commandant de sapeur-pompier professionnel, chef du service Gestion des emplois, effectifs, activités et compétences, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

L'arrêté n°2017/GAGAJ-054 en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-074-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Notifié le

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N°AG-2019-075
portant délégation de signature à Madame Marie-Laure BREUGNOT,
cheffe du service Mission aide au pilotage et info-valorisation
groupement Pilotage, Évaluation, Prospective et Systèmes d'informations

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Marie-Laure BREUGNOT, cheffe du service Mission aide au pilotage et info-valorisation, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-075-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019
Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°AG-2019-076
portant délégation de signature à Monsieur Olivier BERNARD,
chef du service Planification Accompagnement Prospective
Groupeement Formation – Activités sportives

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Monsieur Olivier BERNARD, chef du service Planification Accompagnement Prospective, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-076-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019
Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Monsieur André GAUTIER

Notifié le

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



ARRETE N°AG-2019-077
portant désignation
d'une personne responsable de l'accès aux documents administratifs
et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- les articles L 1424-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
- le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles L330-1 et R330-2 et suivants ;

Considérant que chaque établissement public local qui emploie au moins deux cents agents doit désigner une personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques.

ARRETE

ARTICLE 1er :

Est désignée en tant que personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques, Madame Céline LIDOR, Attaché territorial, cheffe du service Conseils et Contentieux, dont l'adresse administrative est la suivante :

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (cada@sdis76.fr)
Pôle Juridique
6 rue du verger
CS 40078
76192 YVETOT CEDEX
Courriel : celine.lidor@sdis76.fr

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de la personne désignée à l'article 1er du présent arrêté, celle-ci sera suppléée par Madame Raphaëlle PRIEUR, Rédacteur territorial, Juriste superviseur, dont l'adresse administrative est la suivante :

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (cada@sdis76.fr)
Pôle Juridique
6 rue du verger
CS 40078
76192 YVETOT CEDEX
Courriel : raphaelle.prieur@sdis76.fr

ARTICLE 3 :

En application des dispositions du décret n°2005-1755 du 30 décembre 2005 susvisé, Madame Céline LIDOR, en sa qualité de personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques, sera chargée de :

- superviser la réception des demandes d'accès aux documents administratifs et de licence de réutilisation des informations publiques ainsi que les éventuelles réclamations ainsi que de veiller à leur instruction en relation avec les services gestionnaires concernés,
- assurer la liaison entre la commission d'accès aux documents administratifs (C.A.D.A) et le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- établir un bilan annuel des demandes d'accès aux documents administratifs et de licence de réutilisation des informations publiques dont copie sera dressée à la C.A.D.A.

ARTICLE 4 :

Cette désignation fera l'objet d'une information du public par affichage et sur le site internet du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime. L'arrêté sera porté dans les 15 jours à la connaissance de la C.A.D.A.

ARTICLE 5 :

L'arrêté n°2015/AGAJ-63 du 04 mai 2015 est abrogé.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à Monsieur le Préfet et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-077-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Notifié le

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

ARRETE N°AG-2019-078
portant délégation de signature à Madame Réjane PASQUIER,
cheffe du service Soutien administration générale
Pôle Programmation et Soutien Techniques

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;
- l'arrêté du président du Conseil d'administration n°2017/GAGAJ-049 en date du 24 mai 2017 ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Réjane PASQUIER, cheffe du service Soutien administration générale, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

L'arrêté du président du Conseil d'administration n°2017/GAGAJ-049 en date du 24 mai 2017 est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-078-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019
Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Notifié le



YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

ARRETE N°AG-2019-079
portant délégation de signature à Madame Sophie BONNAMY-LACUISSE,
cheffe du service Carrière rétributions budget
Groupement des Ressources humaines

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales, notamment le livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 3 relative à l'organisation du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles L 1424-24 à L 1424-33 et en particulier l'article L 1424-33 ;
- le code général des collectivités territoriales, partie réglementaire, livre 4, titre 2, chapitre IV, sous-section 2 relative à la direction du Service départemental d'incendie et de secours et notamment les articles R 1424-19 à R 1424-20-1 ;
- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 3122-1 ;
- le décret n°2015-1905 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats relevant de la commande publique ;
- la délibération du conseil départemental du 02 avril 2015 portant élection du président du département ;
- la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015 portant désignation des représentants du Département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- l'arrêté du président du Département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 01 mars 2019;
- le guide des procédures d'achats du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime révisé le 15 décembre 2017 ;
- l'arrêté n°2017/GAGAJ-055 en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature ;

Considérant que pour l'exercice des missions de gestion administrative et financière et la bonne administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le président du conseil d'administration du service départemental peut donner délégation de signature,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

Dans le cadre des compétences du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, et pour les affaires relevant des attributions de son groupement, délégation de signature est conférée à Madame Sophie BONNAMY-LACUISSE, cheffe du service Carrière, rétributions budget, à l'effet de signer au nom du président du conseil d'administration :

- **au titre de l'administration générale et de la gestion courante**
 - toutes correspondances usuelles ne faisant pas grief, et liées à l'activité de son groupement,
 - les extraits et copies conformes des actes et des documents relevant de la compétence de son groupement par ampliation,

- les ordres de missions à l'intérieur du département, les autorisations d'absence, de congés annuels ou de récupération, les régularisations d'horaires ainsi que les autorisations individuelles ou collectives d'utilisations des véhicules de service, des agents placés sous sa hiérarchie,

▪ **au titre de la gestion financière**

- l'attestation, sous quelles que formes que ce soit, du service fait des dépenses concernant son groupement,
- toutes pièces administratives devant appuyer les mandats de paiements ou titres de recettes se rapportant à l'exécution du budget concernant son groupement, à l'exception des certificats administratifs.

▪ **au titre de la commande publique**

- les actes liés à la préparation des achats en lien avec les activités de son groupement,
- les bons de commandes en lien avec l'activité de son groupement dont le montant est inscrit au budget et inférieur à 1 500 € HT.

ARTICLE 2 :

L'arrêté n°2017/GAGAJ-055 en date du 24 mai 2017 portant délégation de signature est abrogé.

ARTICLE 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-079-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019
Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,



Notifié le

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



ARRETE N°AG-2019-080
portant liste départementale des médecins habilités à la détermination de
l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le Code général des collectivités territoriales, partie législative et réglementaire,
- la loi n°96.370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers, modifiée par la loi n°99.128 du 23 février 1999,
- le décret n° 90.850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,
- le décret n° 99.1039 du 10 décembre 1999 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires,
- l'arrêté du 6 mai 2000 fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des services d'incendie et de secours,
- l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite,
- l'arrêté du président du département n°2015/AGAJ-53 du 29 avril 2015 portant désignation du président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la circulaire du 3 août 2012 relative à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite des conducteurs et des candidats au permis de conduire,
- l'avis conforme de Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'avis conforme de la commission médicale consultative du Service de santé et de secours médical du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2018/SSSM-001 du 27 février 2017 portant liste départementale des médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires,

Sur proposition de Monsieur le médecin chef du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARRETE

ARTICLE 1er :

La liste départementale des médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires est établie comme suit :

AUVRAY Pascal, 4 route de Gerponville, 76540 VALMONT
BAREGE Vincent, 63G résidence de Belaitre, 76840 QUEVILLON
BECHE Annie-Claude, 9 rue Jean Lagarrigue, 76530 LES ESSARTS
BENICHOU Roland, 46 rue du Contrat Social, 76000 ROUEN
BERGER Gilles, 425 rue de l'Eglise, 76110 GRAINVILLE YMAUVILLE
BUNEL Jean-Pascal, route de l'Europe, 76540 VALMONT
CHANTRE Jean-Michel, 7 avenue Paul Paray, 76470 LE TREPORT
DE SANTIS Marc, Place des Halles, 76680 SAINT SAENS

DORE Philippe, 54 rue de la Libération, 76940 LA MAILLERAYE SUR SEINE
DUDOUT Joël, rue Alphonse Karr, 76790 ETRETAT
DUJARDIN Arnaud, 4 rue de la Mairie, 76590 BERTREVILLE SAINT-OUEN
DULIEU Denis, 10, rue d'Ecosse, 76000 ROUEN
DUVAL Frédéric, SDIS 76, groupement Sud, 26 rue Desmarest, 76100 ROUEN
FORT Jean-Luc, SDIS 76, groupement Ouest, 9 rue du sergent Goubin, 76610 LE HAVRE
GALLOIS Hervé, 123 rue des Etoiles, 76560 LE TORP MESNIL
GUILLAUME Aliénor, 76 allée de la charmille 76230 BOIS GUILLAUME
GUILLOD Joël, 159, Chemin de l'Épinette, 27210 FOULBEC
LEFRANCOIS Bertrand, 4, rue des châtaigniers, 76280 CRIQUETOT L'ESNEVAL
LE GOUIC Christiane, 7 Carrée de Thibermont, 76370 MARTIN - EGLISE
LOISEL Jean-Louis, 28 rue Georges Braque, 76530 GRAND COURONNE
MOULUN Cécilia, 19 route de la Marguerite, 76133 SAINT MARTIN DU BEC
OTTAVIANI Marc, 9 rue de Verdun, 76440 FORGES LES EAUX
SENEZ Thierry, DDSIS, 6 Rue du Verger, BP 78 , 76192 YVETOT Cedex

ARTICLE 2 : Les médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires cités à l'article 1 du présent arrêté sont également habilités au contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

ARTICLE 3 : L'arrêté n° 2018 /SSSM-001 du 14 juin 2018 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le médecin chef et le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190830-AG-2019-080-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/09/2019

Affichage : 13/08/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 30 août 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°2

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



A R R E T N°AG-2019-081
portant composition
du comité technique
compétent pour l'ensemble des agents du SDIS

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- la loi n°2010-751 du 05 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social,
- le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié, relatif aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- le décret n°97-279 du 24 mars 1997 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques des sapeurs-pompiers professionnels,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 02 avril 2015 portant élections du Président,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, instaurant la parité au comité technique et fixant le nombre de sièges titulaires à six,
- la liste présentée par le syndicat SA SP PATS 76 pour l'élection des représentants du personnel au comité technique,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles du 06 décembre 2018,
- la délibération n°DCA-2019-002 du Conseil d'administration en date du 07 février 2019 portant désignation des membres du Conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Sdis 76,
- l'arrêté n°AG-2019-013 du Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 12 février 2019 modifiant la composition du comité technique compétent pour l'ensemble des agents du Sdis 76,
- l'arrêté n°2019/GAP – 5140 du 18 septembre 2019 portant mise en disponibilité pour convenances personnelles de monsieur Stéphane FERRATON à compter du 15 septembre 2019,
- l'arrêté n°2019/GAP – 4863 du 30 août 2019 portant mise en disponibilité pour convenances personnelles de monsieur Thomas BOULET à compter du 15 septembre 2019,

Considérant qu'en application de l'article 6 du décret 85-565 du 30 mai 1985 : « *En cas de vacance du siège d'un représentant titulaire du personnel, le siège est attribué à un représentant suppléant de la même liste. En cas de vacance du siège d'un représentant suppléant du personnel, le siège est attribué au premier candidat non élu de la même liste.* »

Considérant que le siège de monsieur Stéphane FERRATON, membre titulaire est attribué à monsieur François JOUTEL membre suppléant.

Considérant qu'il convient d'attribuer deux sièges de suppléants aux deux premiers candidats non élus sur la liste présentée par le syndicat SA SP PATS 76 pour l'élection des représentants du personnel au comité technique.

Considérant que monsieur Antoine CARLO a fait part de son refus de siéger au comité technique par courrier du 16 septembre 2019.

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

ARRETE

Article 1er :

Le comité technique départemental unique compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composé comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaires :

- Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, désigné président du comité technique,
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} vice-présidente du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Pierre THEVENOT, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Bastien CORITON, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Suppléants :

- Madame Dominique TESSIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Cécile SINEAU PATRY, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Louis ROUSSELIN, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Didier REGNIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Fabienne DUPARC, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Représentants du personnel :

Titulaires :

- Monsieur Mathieu GIBASSIER,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur Sébastien FILLIETTE,
- Madame Éloïse GASCOIN,
- Monsieur François JOUTEL,
- Monsieur Bertrand BOCLET,

Suppléants :

- Monsieur Matthieu DENIS,
- Monsieur Thierry LEMARIE,
- Monsieur Jérémy MENARD,
- Monsieur Guillaume PRUVOST,
- Monsieur Kévin VINCENT,
- Monsieur Florent FIDELIN.

Article 2 :

L'arrêté n° AG-2019-013 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 12 février 2019 modifiant la composition du comité technique compétent pour l'ensemble des agents du Sdis 76 est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres du comité technique susnommés et porté à la connaissance des personnels concernés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190918-AG-2019-081-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 18 septembre 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



A R R E T N°AG-2019-082
portant composition
de la commission administrative paritaire
des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- le décret n°97-279 du 24 mars 1997 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques des sapeurs-pompiers professionnels,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 02 avril 2015 portant élections du Président,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et fixant pour la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C le nombre de sièges titulaires à six représentants du groupe hiérarchique supérieur,
- la liste présentée par le syndicat SA SP PATS 76 pour l'élection des représentants du personnel à la commission administrative paritaire de sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles du 06 décembre 2018,
- la délibération n°DCA-2019-002 du Conseil d'administration en date du 07 février 2019 portant désignation des membres du Conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Sdis 76,
- l'arrêté n°AG-2019-011 du Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 12 février 2019 modifiant la composition de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C,
- l'arrêté n°2019/GAP – 5140 du 18 septembre 2019 portant mise en disponibilité pour convenances personnelles de monsieur Stéphane FERRATON à compter du 15 septembre 2019,

Considérant qu'en application de l'article 6 du décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié « *lorsqu'un représentant suppléant se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il est remplacé par le premier candidat non élu restant sur la même liste et relevant du même groupe hiérarchique* ».

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

ARRETE

Article 1er :

La commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C, instituée auprès du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composée comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaires :

- Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, président de la commission administrative paritaire,
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} vice-présidente du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} vice-président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Pierrette CANU, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Didier REGNIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Suppléants :

- Madame Dominique TESSIER, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Cécile SINEAU PATRY, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Jean-Louis ROUSSELIN, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Madame Maria-Dolorès GAUTIER-HURTADO, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- Monsieur Frédéric MARCHE, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.
- Madame Nacera VIEUBLE, membre du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Représentants du personnel :

Titulaires :

- Monsieur Mathieu GIBASSIER,
- Monsieur Cyrille REBISCHUNG,
- Monsieur Gérald GRISEL,
- Monsieur Sébastien FILLIETTE,
- Monsieur Frédéric POUVREAU,
- Monsieur François JOUTEL.

Suppléants :

- Monsieur Yacine MOUFADDAL,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur Arnaud DUVAL,
- Monsieur Guillaume PRUVOST,
- Monsieur Bertrand BOCLET,
- Monsieur Kévin VINCENT,

Article 2 :

L'arrêté n° AG-2019-011 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 12 février 2019 modifiant la composition de la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notifié aux membres la commission administrative susnommés et porté à la connaissance des personnels concernés.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190918-AG-2019-082-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



YVETOT, le 18 septembre 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00



A R R E T N°AG-2019-083
portant composition
du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent
pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime

Le président du conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Vu

- le Code Général des Collectivités Territoriales,
- la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 02 avril 2015 portant élections du Président,
- la délibération du Conseil départemental de la Seine-Maritime en date du 24 avril 2015 portant élection des représentants du département au Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de monsieur André GAUTIER, Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- la délibération n° 2018-BCA-40 en date du 06 juin 2018 portant organisation des instances de gestion du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et fixant pour la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C le nombre de sièges titulaires à six représentants du groupe hiérarchique supérieur,
- le procès-verbal récapitulatif des opérations électorales pour le renouvellement des représentants du personnel dans le cadre des élections professionnelles du 06 décembre 2018,
- la délibération n°DCA-2019-002 du Conseil d'administration en date du 07 février 2019 portant désignation des membres du Conseil d'administration siégeant au sein des instances de gestion du Sdis 76,
- l'arrêté n°AG-2019-012 du 12 février 2019 portant composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
- l'arrêté n°2019/GAP – 5140 du 18 septembre 2019 portant mise en disponibilité pour convenances personnelles de monsieur Stéphane FERRATON à compter du 15 septembre 2019,

Considérant qu'en application de l'article 34 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 : *« En cas de vacance du siège d'un représentant titulaire du personnel, il est remplacé par le représentant suppléant appartenant à la même organisation syndicale, pour la durée du mandat restant à courir. En cas de vacance du siège d'un représentant suppléant du personnel, son remplaçant est désigné dans les conditions mentionnées à l'article 32, pour la durée du mandat restant à courir. ».*

Considérant que le siège de monsieur Stéphane FERRATON, membre titulaire, est attribué à madame Laure MORIOT, membre suppléant.

Considérant que monsieur Philippe SEVESTRE, désigné par le syndicat SA SP PATS 76 remplit les conditions d'éligibilité au comité technique.

Sur proposition de monsieur le Directeur départemental,

ARRETE

Article 1er :

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est composé comme suit :

Représentants de l'administration :

Titulaires :

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, Président ;
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Didier REGNIER, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Dominique TESSIER, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Pierrette CANU, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Suppléants :

- Madame Cécile SINEAU-PATRY, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Jean-Louis ROUSSELIN, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Nacéra VIEUBLE, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Florence DURANDE, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Madame Christelle MSICA GUEROUT, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ;
- Monsieur Bastien CORITON, membre du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Représentants du personnel :

Titulaires :

- Monsieur Matthieu DENIS,
- Monsieur Thierry LEMARIE,
- Madame Eloïse GASCOIN,
- Monsieur Thomas BRU,
- Monsieur François JOUTEL,
- Madame Laure MORIOT,

Suppléants :

- Monsieur Jérémy MENARD,
- Monsieur Fabien DOUILLET,
- Monsieur Renaud JAN,
- Monsieur Yacine MOUFADDAL,
- Monsieur Guillaume SIMON,
- Monsieur Philippe SEVESTRE,

Article 2 :

L'arrêté n°AG-2019-012 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 12 février 2019 fixant la composition du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour l'ensemble des agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime est abrogé.

Article 3 :

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification aux destinataires, en application de l'article R 421-1 du code de justice administrative.

YVETOT, le 18 septembre 2019

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de la Seine-Maritime,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190918-AG-2019-083-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Monsieur André GAUTIER

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

Page n°3

Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT Cedex Tél. : 02 35 56 11 11 – Télécopie : 02 35 56 11 00

N°DBCA-2019-061

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ASSURANCE DES PRESTATIONS STATUTAIRES – AVENANT N°1

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

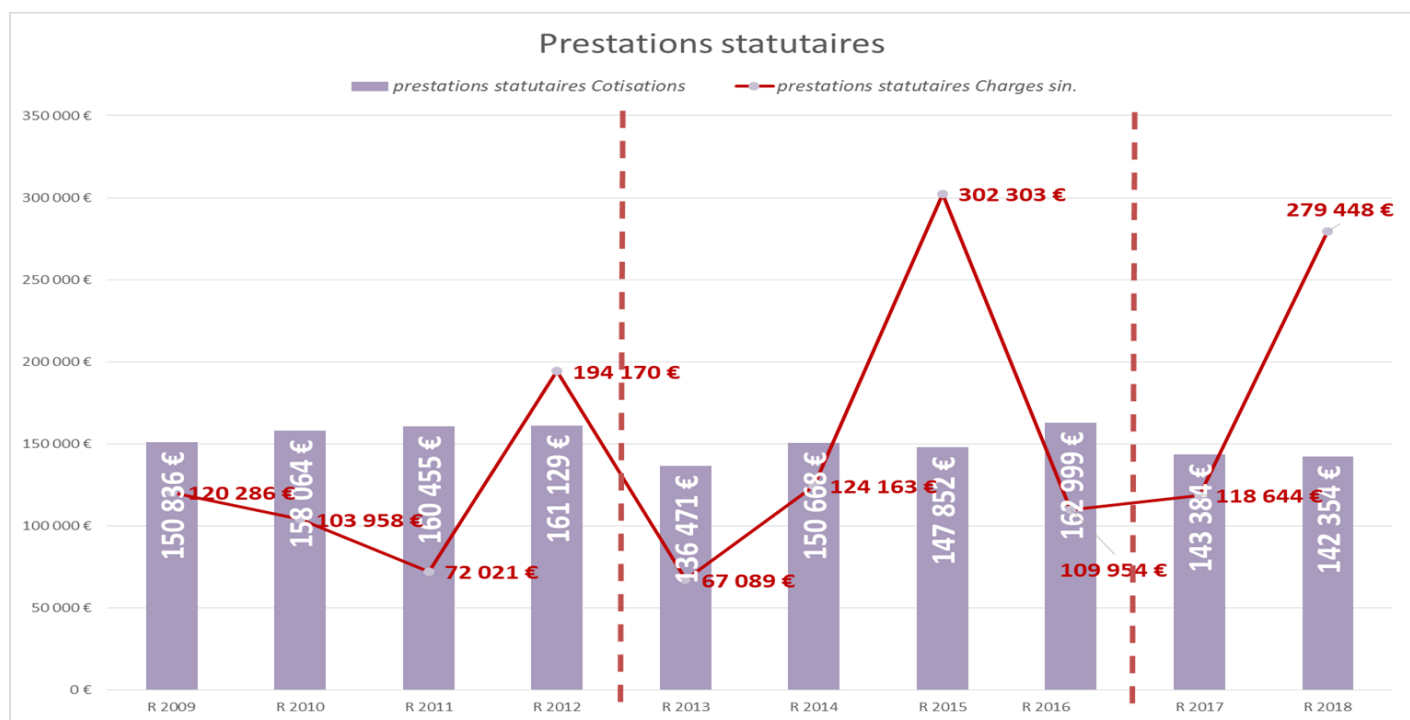
Le marché d'assurance « prestations statutaires » a été conclu avec SOFAXIS courtier représentant la compagnie CNP assurances pour la période du 1^{er} janvier 2017 pour une durée de cinq ans.

Le 24 juin 2019, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a reçu deux lettres recommandées portant résiliation à titre conservatoire du marché d'assurance « prestations statutaires » sur les volets de la couverture des sapeurs-pompiers professionnels (SPP) et des personnels administratifs, techniques et spécialisés (PATs). La compagnie d'assurance a justifié la résiliation à titre conservatoire opérée au regard des résultats de notre contrat et d'un contexte national.

L'étude de la sinistralité du contrat du Sdis 76 a mis en exergue des ratios « sinistres / primes » qui ont évolué de manière significative entre 2017 et 2018.

La synthèse des ratios est portée ci-après en prenant en compte les marchés précédents :

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	2016	R 2017	R 2018
ratio charge/prime	80%	66%	45%	121%	49%	82%	204%	67%	83%	196%
ratio charge/prime PATs	43%	51%	10%	47%	17%	42%	21%	8%	5%	158%
ratio charge/prime SPP	87%	69%	52%	136%	56%	96%	264%	82%	87%	206%



* Données consolidées sur les résultats techniques arrêtés au 31 mars 2019.

Après réception de la résiliation, une négociation en deux étapes a été menée avec SOFAXIS afin de trouver un compromis entre le taux de prime et l'évolution de la sinistralité du Sdis 76, qui peut être résumée comme suit :

	taux		2020/2017	Assiette		Détail prime		Global Prime
	SPP	PATS		SPP	PATS	SPP	PATS	
Prime 2019	0,56 %	0,56 %		20 543 807 €	4 706 552 €	115 045 €	26 357 €	141 402 €
2020 propositions CNP avant négo	0,68 %	0,68 %	21,43 %	21 209 938 €	5 088 873 €	144 228 €	34 604 €	178 832 €
2020 propositions après négo (08/08/2019)	0,65 %	0,65 %	16,07 %	21 209 938 €	5 088 873 €	137 865 €	33 078 €	170 942 €

Le taux de la prime pourrait donc évoluer de 0,56% à 0,65% faisant augmenter la prime à 170 942 € (montant arrêté sur la masse salariale prévisionnelle qui constitue l'assiette de la prime) soit une majoration de 16,07% par rapport à l'offre initiale de 2017.

Concernant l'accidentologie, le Sdis 76 a engagé une démarche d'accompagnement à la pratique des séquences sportives, des manœuvres et des formations pour les sapeurs-pompiers professionnels, à l'origine de plus de 50 % des arrêts de travail.

La commission d'appels d'offres s'est prononcée favorablement le 12 septembre 2019.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-061-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



N°DBCA-2019-062

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AVENANT N°5 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT
DE COMMANDES AVEC LE SDIS 27**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code de la commande publique, notamment ses articles L2113-6 et L2113-7 relatifs aux groupements de commandes,
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,
- la délibération du Bureau n°2016-BCA-13 du 27 janvier 2016 relative à la conclusion d'une convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,
- la délibération du Bureau n°2016-BCA-65 du 06 juillet 2016 portant avenant n°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,
- la délibération du Bureau n°2017-BCA-06 du 1er février 2017 portant avenant n°2 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,
- la délibération du Bureau n°2017-BCA-13 du 1er mars 2017 portant avenant n°3 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27,
- la délibération du Bureau n°2018-BCA-102 du 1er mars 2017 portant avenant n°4 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre le Sdis 76 et le Sdis 27.

*

**

Par délibération en date du 27 janvier 2016, une convention de groupement de commandes avec le Sdis 27 a été signée.

Le groupement de commandes vise à la réalisation de consultations conjointes dans un souci d'amélioration continue de l'efficacité dans la commande publique. Depuis sa constitution, la convention a été modifiée à différentes reprises afin de faire rentrer de nouveaux domaines dans le champ de la convention et de désigner les coordonnateurs.

Au second semestre 2019, la consultation suivante doit être relancée afin de poursuivre la mutualisation dans ce domaine, le précédent marché arrivant à échéance au 31 décembre 2019 :

- fourniture et livraison de matériels spécialisés de plongée nautique et de sauvetage aquatique.

Ainsi, pour cette procédure, il est proposé de désigner comme coordonnateur le Sdis 27.

Cette évolution suppose la signature d'un avenant à la convention afin de modifier son article 4.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-062-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

André GAUTIER



**AVENANT N°5 A LA CONVENTION CONSTITUTIVE
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR PLUSIEURS MARCHES
DE FOURNITURES ET SERVICES**

Entre les soussignés :

Le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure, sis 8 rue du Docteur Michel Baudoux – CS 70613 - 27006 Evreux Cedex, représenté par Monsieur Pascal LEHONGRE, Président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de l'Eure, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 25 janvier 2016, ci-après dénommé « le SDIS 27 »

et

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sis 6 rue du Verger – CS 40078 – 76192 Yvetot Cedex, représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration du SDIS (CASDIS) de la Seine-Maritime, dûment habilité par délibération du conseil d'administration en date du 27 janvier 2016, ci-après dénommé « le SDIS 76 »

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de l'avenant n°5 à la convention

Le présent avenant n°5 a pour objet :

- de désigner le coordonnateur de groupement pour la consultation de fourniture et livraison de matériels spécialisés de plongée nautique et de sauvetage aquatique.

Article 2 : Modification des clauses de la convention

2.1 Modification de l'article 4 de la convention « désignation du coordonnateur »

L'article 4 est complété comme suit :

Pour l'année 2019, le coordonnateur du groupement pour la procédure indiquée ci-dessous sera le SDIS 27, représenté par Monsieur Pascal Lehongre, Président du CASDIS de l'Eure :

- La fourniture et livraison de matériels spécialisés de plongée nautique et de sauvetage aquatique.

Pour les autres projets d'achats, le coordonnateur sera désigné par avenant après délibération des assemblées délibérantes des membres du groupement.

Article 3 : Dispositions générales

Toutes les autres clauses et conditions de la convention initiale qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant demeurent applicables.

Le présent avenant entrera en application à compter de la signature du dernier des membres.

A Evreux, le

Le président du CASDIS de l'Eure

Pascal LEHONGRE

A Yvetot, le

Le Président du CASDIS de la Seine-Maritime

André GAUTIER

Projet

N°DBCA-2019-063

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ADHESION DU SDIS 76 AU RESAH

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code de la commande publique, notamment ses articles L2113-2, L2113-3 et L2113-4 relatifs aux centrales d'achat,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Le Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) est un groupement d'intérêt public dont l'objectif est d'appuyer la mutualisation et la professionnalisation des achats du secteur de la santé, public et privé non lucratif.

Créé en 2007 pour la région Ile de France il a été étendu au territoire national en 2016. Il propose à ses partenaires l'accès aux marchés de sa centrale d'achats, aux prestations de conseils et organise des journées thématiques. Il dispose d'un panel de plus de 600 fournisseurs.

L'adhésion au RESAH nécessite une cotisation annuelle (le coût de l'adhésion pour l'année 2019 est de 300 €) et permet d'accéder à l'ensemble des services et marchés proposés :

- médicaments,
- dispositifs médicaux d'urgence,
- services généraux,
- téléphonie,
- systèmes d'information...

Plus de 700 établissements dont 7 Services départementaux d'incendie et de secours (Sdis de Loire-Atlantique, Sdis de la Manche, Sdis de la Sarthe, Sdis de la Seine-et-Marne, Sdis des Yvelines, Sdis de l'Essonne et le Sdis du Val-d'Oise) ont déjà un partenariat avec le RESAH.

J'ai donc l'honneur de vous demander de bien vouloir :

- autoriser le Président à signer le bulletin d'adhésion, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence, notamment l'ensemble des marchés et/ou des bons de commande quel que soit le montant et la procédure mise en œuvre.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer le bulletin d'adhésion ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-063-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019
Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



BULLETIN D'ADHESION
A LA CENTRALE D'ACHAT DU RESAH

Informations relatives à l'établissement

Nom de l'établissement :	
Adresse de l'établissement	
N° SIRET	
N° FINESS	

Informations relatives à l'interlocuteur unique du Resah

Civilité/Nom/Prénom	
Fonction	
E-mail	
Téléphone	

Je soussigné, _____, souhaite adhérer à la centrale d'achat du
GIP Resah au titre de l'année civile 2019, pour un montant de 300 euros, afin de pouvoir bénéficier,
le cas échéant, de ses marchés.

Cette adhésion sera renouvelée tacitement chaque année. En cas de décision de non-
renouvellement, il convient d'en informer le Resah par un courrier recommandé avec accusé de
réception. A défaut de réception de ce courrier avant le 31 octobre de l'année en cours, l'adhésion
sera automatiquement renouvelée.

Fait à _____, le _____,

Bulletin à retourner complété :

- Par mail à : centrale-achat@resah.fr
- Ou par courrier à l'adresse suivante :
Resah
47, rue de Charonne
75011 PARIS

N°DBCA-2019-064

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

VENTE DE MATERIELS – MISES A PRIX

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n°2000-642 du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,*
- *la délibération du Bureau du Conseil d'administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du SDIS 76,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Il est envisagé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agora store.

MATERIELS MOBILES D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix initiale *
200400000036 5	2004	2182	RENAULT CLIO 2	8339 WV 76	161 320	10 243,80 €	1 000 €
200500000025 4	2005	21561	RENAULT CLIO 2	8572 XQ 76	163 831	12 683,22 €	500 €
200600000025 9	2006	21561	RENAULT KANGOO	9546 YN 76	187 000	15 522,29 €	500 €
200800000359	2008	21561	RENAULT MEGANE ESTATE 2	847 AFM 76	166 292	19 451,75 €	500 €
200900000022 0	2009	21561	RENAULT CLIO 3	AC 334 HZ	211 348	16 425,44 €	500 €

MATÉRIELS DIVERS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix unitaire initiale *
Sans objet	+ de 20 ans	Non connu	1 motopompe flottante (sortie de diamètre de 45 mm)	Non déterminable	Non déterminable	50 €
Sans objet	+ de 20 ans	Non connu	1 motopompe flottante (sortie de diamètre de 70 mm)	Non déterminable	Non déterminable	50 €
Sans objet	Non connu	61551	1 lot de 26 roues d'occasion (pneus + jantes)	Non déterminable	Non déterminable	100 €
Sans objet	Non connu	Non connu	1 rayonnage pour fûts de 200 litres	Non déterminable	Non déterminable	30 €
991856	1999	Non connu	1 abri (2,3 x 5m) pour mise en œuvre d'un réseau de radiocommunication A2F	SYSTEL	0 € **	200 €
01413 01414 01415	2001	2144	3 chariots porte-fûts de 200 litres à roulettes	UGAP	137,20 €	50 €
024366 024367 024368	2002	2144	3 ensembles de ballons éclairants + groupes électrogènes	LABERINE	3 722,28 €	780 €
2005000000508	2005	2188	1 générateur de chaleur (380 volts / 15 KW)	ANFRAY	1 291,68 €	50 €
2010000000018	2010	21578	33 coupe-câbles électriques	GUILLEMARRÉ	40,87 €	15 €
2010000000018	2010	21578	1 compresseur à air ABAC	AUBER	442,50 €	50 €
2014000000012	2014	21578	1 nettoyeur haute pression PW-C23P	F2I Distribution	456 €	50 €

* En cas d'enchère ou négociation infructueuse, la cession pourra être réalisée à un montant inférieur à la mise à prix initiale.

** Valeur d'acquisition intégrée dans un ensemble de fournitures et services.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-064-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019
Affichage : 13/09/2019

André GAUTIER

Pour l'autorité compétente par délégation



N°DBCA-2019-065

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATIONS DU TALEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

II - Ajustement des emplois budgétaires au sein de la filière sapeur-pompier

- 1 poste de commandant transformé en poste de capitaine ;
- 2 postes de lieutenants hors classe transformés en postes de capitaines ;
- 6 postes de lieutenants 2ème classe transformés en postes de lieutenants 1ère classe ;
- 1 poste de lieutenant 1ère classe transformé en poste de lieutenant hors classe ;
- 5 postes de sergents transformés en postes de caporaux ;
- 2 postes d'adjudants transformés en postes de caporaux ;
- 1 poste de caporal transformé en poste de sapeur ;

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Acheteur(euse), cadre d'emplois des rédacteurs, au sein du groupement finances et commande publique ;

- Assistant(e) administratif(ve), adjoint administratif à adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, au sein du pôle programmation et soutien techniques ;
- Médecin, cadre d'emplois des médecins de sapeur-pompiers professionnels, au sein du pôle santé et bien-être ;
- Acheteur(euse), cadre d'emplois des rédacteurs, au sein du groupement finances et commande publique ;
- Monteur(euse) d'opérations programmiste, technicien principal de 2^{ème} classe à ingénieur, au sein du groupement immobilier ;
- Chef(fe) de service maintenance immobilière, technicien principal 1^{ère} classe à ingénieur au sein du groupement immobilier ;
- Chef de service technique Ouest, technicien principal de 1^{ère} classe à ingénieur, au sein du groupement technique et logistique ;
- Adjoint(e) chef(fe) de service mission aide au pilotage et info-valorisation, technicien principal de 2^{ème} classe à technicien principal de 1^{ère} classe, au sein du groupement Pilotage, évaluation, prospective et systèmes d'informations ;
- Chargé(e) de la gestion immobilière, cadre d'emplois des techniciens, au sein du groupement immobilier ;
- Technicien(ne) hygiène et sécurité, agent de maîtrise principal à technicien principal de 2^{ème} classe, au sein du pôle santé et bien-être ;
- Référent(e) cellule administration générale, adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à rédacteur principal de 2^{ème} classe, au sein du pôle juridique ;
- Opérateur(trice) matériels roulants technique Ouest, adjoint technique à agent de maîtrise, au sein du groupement technique et logistique ;
- Opérateur(trice) matériels roulants technique Sud, adjoint technique à agent de maîtrise, au sein du groupement technique et logistique ;
- Logisticien(ne) formation, adjoint technique à agent de maîtrise, au sein du groupement formations et activités sportives ;
- Electromécanicien(ne) Sud, adjoint technique principal de 2^{ème} classe à agent de maîtrise, au sein du groupement technique et logistique ;
- Menuisier(ère), adjoint technique à agent de maîtrise, au sein du groupement technique et logistique ;
- Mécanicien(ne) Sud, adjoint technique à agent de maîtrise, au sein du groupement technique et logistique ;
- Mécanicien(ne) Ouest, adjoint technique à agent de maîtrise, au sein du groupement technique et logistique ;

- Gestionnaire cellule accident – retraite – longue maladie, cadre d’emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement des ressources humaines ;
- Assistant(e) administratif(ve) Dieppe et CIS de proximité, adjoint administratif à adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, au sein du groupement territorial Est.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d’administration adoptent à l’unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-065-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019
Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d’administration,

André GAUTIER

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/09/19				ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		BCA du 03/07/2019 Effectifs au 01/08/2019	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 12/09/2019	Titulaires	Contractuels	Mis à disposition	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0	0
	Colonel	1			1	1	0	0	1	0
	Lieutenant Colonel	9			9	8	0	0	8	-1
A2	Commandant	25		1	24	23	0	1	24	0
	Capitaine	30	3		33	25	0	2	27	-6
B1	Lieutenant hors classe	8	1	2	7	6	0	0	6	-1
B2	Lieutenant 1ère classe	36	6	1	41	34	0	1	35	-6
B3	Lieutenant 2ème classe	29		6	23	12	0	0	12	-11
C1	Adjudants	216		2	214	212	0	0	212	-2
	Sergents	155		5	150	150	0	0	150	0
C2	Caporal-chef	65			65	63	0	0	63	-2
	Caporal	293	7	1	299	284	1	0	285	-14
C3	Sapeur	32	1		33	32	0	0	32	-1
FILIERE SPP hors SSSM		899	18	18	899	850	1	4	855	-44
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	0	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	0	1	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	0	1	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	4			4	4	0	0	4	0
A	Infirmier de classe supérieure	0			0	0	0	0	0	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	0	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	0	0	0	-1
A2	Attachés Territoriaux	11			11	7	2	0	9	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	31	5	0	36	-3
C	Adjointes Administratifs	95			95	90	2	0	92	-3
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	0	0	146	128	9	0	137	-9
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	11			11	6	5	0	11	0
B	Techniciens territoriaux	28			28	20	3	0	23	-5
C1	Agents de Maîtrise	28			28	26	2	0	28	0
C2	Adjointes Techniques*	40			40	34	0	0	34	-6
FILIERE TECHNIQUE		107	0	0	107	86	10	0	96	-11
TOTAUX		1165	18	18	1165	1076	21	4	1101	-64
	Caporal	8			8	0	0	0	0	-8
	Adjudant-chef	1			1	0	0	0	0	-1
	Capitaine	0			0	0	0	0	0	0
		9	0	0	9	0	0	0	0	-9

Effectifs non permanents pourvus*	nombre
contractuels	3
Engagés de service civique	1
Apprenti	1
Emplois d'avenir	0
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité,...)

N°DBCA-2019-066

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REGLEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES PERSONNELS ET DES ELUS

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n°2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
- l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
- l'arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
- la délibération n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Le dispositif réglementaire fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacements des personnels et des élus a fait l'objet d'une actualisation par décret et arrêtés signés le 26 février 2019.

Ces textes visent à revaloriser les conditions de remboursement des frais de transport (indemnité kilométrique) et d'hébergement survenant dans le cadre de l'exercice des missions des agents.

Les taux des indemnités kilométriques sont prévus par l'arrêté du 03 juillet 2006 sans délibération de l'autorité territoriale. Pour information, au 1^{er} mars 2019, les taux applicables sont les suivants :

Catégories de véhicules (puissance fiscale)	Jusqu'à 2000 km	De 2001 à 10 000 km	Après 10 000 km
5 CV et moins	0,29 €	0,36 €	0,21 €
6 et 7 CV	0,37 €	0,46 €	0,27 €
8 CV et plus	0,41 €	0,5 €	0,29 €

L'article 7-1 modifié du décret 2001-654 donne délégation aux assemblées délibérantes pour fixer le taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement dans la limite des montants fixés par arrêté. Le remboursement forfaitaire des frais de repas en métropole est fixé par arrêté et le montant reste inchangé à 15,25 €.

L'arrêté du 26 février 2019 prévoit la possibilité de revaloriser les frais d'hébergement. Le montant actuel fixant le taux de remboursement à 60 euros forfaitaire la nuitée ne correspond plus aux frais engagés par les personnels. En conséquence, il vous est proposé de valider les nouveaux taux basés sur le montant maximum fixé par arrêté.

France Métropolitaine			
	Taux de base	Grandes villes et communes de la métropole de Paris	Commune de Paris
Hébergement	70 €	90 €	110 €

Pour l'application de ces taux, sont considérées comme grandes villes, les communes dont la population légale est égale ou supérieure à 200 000 habitants.

Pour les agents reconnus travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite, le taux de remboursement est fixé dans tous les cas à 120 €.

Ce barème forfaitaire s'applique que les frais réels soient supérieurs ou inférieurs aux frais engagés sur présentation des pièces justificatives.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-287600019-20190912-DBCA-2019-066-DE

Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 12/09/2019
Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

N°DBCA-2019-067

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTIONS « MANOEUVRANTS SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS ET
VOLONTAIRES » AVEC L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES OFFICIERS DE
SAPEURS-POMPIERS (ENSOSP)**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Dans le cadre de ses formations, l'ENSOSP a recours à des personnels manœuvrants par le biais de conventions établies entre les Sdis et l'école.

A travers la convention « manœuvrants sapeurs-pompiers professionnels » et la convention « manœuvrants sapeurs-pompiers volontaires », l'ENSOSP souhaite engager les formalités administratives avec le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76).

Les conventions ont pour objectif d'établir le cadre général et de faciliter la gestion des planifications à venir. L'engagement du personnel du Sdis 76 s'effectuera au fur et à mesure des besoins réciproques. Les nouveaux sapeurs-pompiers qui intègrent la formation initiale en septembre 2019 bénéficient de la convention.

À ce titre, il convient d'approuver les termes des conventions et d'autoriser le Président à les signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-067-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019
Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER





CONVENTION N° 2019-140D SDIS 76

Manœuvrants Sapeurs-Pompiers Professionnels SITE DE VITROLLES

Du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2023

Entre les soussignés :

L'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers,
située 1070 rue du lieutenant Parayre - BP 20316 - 13798 Aix-en-Provence cedex 3,
déclaration d'activité enregistrée sous le n° 93.13.14092.13 auprès du préfet de région
de Provence-Alpes-Côte d'Azur, SIRET n° 180 092 496 000 25, DATADOCK :
Id.dd : 0025994,

Représentée par son directeur,

Ci-après dénommée « ENSOSP »,

D'une part,

Le Service départemental d'incendie et de secours de SEINE-MARITIME,
Situé 6 rue du Verger CS 4007876192 YVETOT CEDEX,

Représenté par Monsieur le Président du conseil d'administration,

Organisme de formation n°2396 P 00 3576
SIRET n°287 600 019 000 49

Ci-après dénommé « SDIS »,

D'autre part,

Vu le décret n° 2004-502 du 7 juin 2004 relatif à l'Ecole nationale supérieure des officiers
de sapeurs-pompiers,

Vu la délibération du conseil d'administration n° 2008-02-16 en date du 24 juin 2008,

Vu le calendrier des formations,

Il est convenu de ce qui suit :

Article 1 – DOCUMENTS REGISSANT LA CONVENTION

Les documents qui régissent la convention sont :

- Le présent document,
- La fiche de présence pour chaque session.

Ces documents ont valeur contractuelle et s'appliquent pendant toute la durée de la présente convention.

Article 2 – OBJET ET CONTENU DE LA CONVENTION

Dans le cadre du fonctionnement du site de Vitrolles de l'ENSOSP, il est prévu d'organiser jusqu'à vingt manœuvres par semaine de niveau chef de groupe.

A cet effet, il sera nécessaire de disposer de personnels en nombre suffisant. Outre les agents recrutés par l'ENSOSP, un renfort en conducteurs, équipiers, chefs d'équipes et chefs d'agrès pourra être réalisé par les SDIS au profit de l'ENSOSP. Ces personnels seront retenus parmi les sapeurs-pompiers professionnels (SPP).

Article 3 – PROGRAMMATION

L'ENSOSP exprime en fonction d'un calendrier annuel ses besoins en personnel supplémentaire qu'elle adresse ensuite au SDIS.

L'ENSOSP transmet périodiquement les plannings de besoins exprimés en personnels sapeurs-pompiers au SDIS.

Article 4 – PRISE EN CHARGE FINANCIERE ET LOGISTIQUE

Les personnels mis à disposition ne seront pas rémunérés, y compris pour les personnels d'encadrement de la promotion.

Le SDIS prend en charge financièrement les déplacements de ses personnels entre le lieu de la résidence administrative et l'ENSOSP.

Dans le cas d'un déplacement entre le SDIS et l'ENSOSP assuré par des véhicules de service SDIS, le SDIS prend en charge le déplacement entre le pôle pédagogique et le site de Vitrolles le matin, le midi et le soir, sauf contrainte de transport.

Dans le cas d'un déplacement assuré par un autre moyen de transport, l'ENSOSP prend en charge le déplacement entre le pôle pédagogique et le site de Vitrolles le matin, le midi et le soir, sauf contrainte de transport.

L'ENSOSP prend en charge la restauration et l'hébergement des stagiaires, ainsi que d'un cadre par groupe de 6 élèves.

Dans le cas où le SDIS souhaite envoyer plus d'un cadre par groupe de 6 élèves, une demande préalable et l'accord de l'ENSOSP sont nécessaires. Les frais de logistique supplémentaires seront à la charge du SDIS.

Dans certains cas spécifiques, les modalités de prise en charge financière pourront être modifiées par avenant pour une période déterminée.

Article 5 – GESTION ADMINISTRATIVE

Après validation du service « ressources et transversalité » de l'ENSOSP, il revient au SDIS de communiquer à l'Ecole, dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception de la fiche logistique, les noms, prénoms et grades des personnels chargés d'exécuter la prestation. En cas d'empêchement d'un agent, l'ENSOSP devra être tenue informée dans les meilleurs délais.

Article 6 – PRESTATIONS PEDAGOGIQUES

L'ENSOSP s'engage à dispenser durant la semaine de mise à disposition les prestations pédagogiques suivantes :

- La participation à vingt manœuvres maximum de niveau chef de groupe pour chaque SPP ;
- Sur demande écrite préalable, en fonction de l'activité du site de Vitrolles et selon la disponibilité de la ressource en formateurs de l'ENSOSP, le passage dans le Centre d'Entraînement au Port de l'Appareil Respiratoire Isolant pourra être réalisé ;
- Sous réserve de disponibilité, pour les FMPS de chef d'agrès, la participation en qualité de 1^{er} COS pour au moins deux manœuvres, dont une pour le risque incendie et une pour les secours routiers. Le reste de la formation, les SPP occupent les emplois de conducteur, équipier ou chef d'équipe.

Article 7 – ASSURANCE

Lors des trajets aller et retour et pendant les exercices, l'agent bénéficie en cas d'incident ou d'accident du régime des accidents du travail, comme s'il assurait un service normal au sein de sa collectivité.

Le sapeur-pompier dans le cadre de son activité au sein de l'ENSOSP est couvert par l'assurance de l'Ecole, en cas de responsabilité retenue de l'ENSOSP.

Chaque co-contractant reconnaît avoir souscrit les polices d'assurances couvrant sa responsabilité civile dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

En cas d'accident de trajet, le SDIS informe le plus rapidement possible le chef de division du site de Vitrolles ou son représentant. En cas d'incident ou d'accident durant la formation, l'ENSOSP s'engage à en aviser dès que possible le SDIS.

Article 8 - DUREE, RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est conclue pour une période de quatre ans :

1^{er} septembre 2019 au 31 août 2023

En cas de différend, une solution à l'amiable sera recherchée entre les parties. En cas d'échec de la phase de conciliation, l'ENSOSP et le SDIS se réservent le droit de résilier par voie expresse cette convention avant son terme. La résiliation de la convention ne prendra effet que dans un délai de six mois à compter de la réception de la lettre avec accusé de réception notifiant la résiliation à l'autre partie.

Tout litige portant sur l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Marseille.

Fait en 2 exemplaires à Aix-en-Provence, le _____

Le Président
du Conseil d'Administration du SDIS,

Le Directeur de l'ENSOSP,

(Nom et qualité)
(Cachet)

Contrôleur général Hervé ENARD

CONVENTION N° 2019-232 D SDIS 76

Manœuvrants Sapeurs-Pompiers Volontaires Site de Vitrolles

Du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2023

Entre les soussignés :

L'Ecole nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers,
déclaration d'activité enregistrée sous le numéro 93.13.14092.13 auprès du Préfet de
région de Provence-Alpes-Côte d'Azur, SIRET N° 180 092 496 000 25, SIREN : 180092496
, ID.DD : 0025994 (DATADOCK)

Située 1070 rue du Lieutenant Parayre - BP 20316 - 13798 Aix-en-Provence cedex 3,

Représentée par son directeur,

Ci-après dénommée « ENSOSP »,

D'une part,

Le service départemental d'incendie et de secours de SEINE-MARITIME,

Situé 6 rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT CEDEX,

Représenté par Monsieur le Président du conseil d'administration,

Organisme de formation n° 2396 P 00 3576

SIRET n° 287 600 019 000 49

Ci-après dénommé « SDIS »,

D'autre part,

Vu le décret n° 2004-502 du 7 juin 2004 relatif à l'école nationale supérieure des officiers
de sapeurs-pompiers,

Vu la délibération du conseil d'administration n° 2008-02-16 en date du 24 juin 2008,

Vu le calendrier des formations,

Il est convenu de ce qui suit :

Article 1 – DOCUMENTS REGISSANT LA CONVENTION

Les documents qui régissent la convention sont :

- Le présent document,
- La fiche financière pour chaque session,
- La fiche de présence pour chaque session.

Ces documents ont valeur contractuelle et s'appliquent pendant toute la durée de la présente convention.

Article 2 - OBJET ET CONTENU DE LA CONVENTION

Dans le cadre du fonctionnement du site de Vitrolles de l'ENSOSP, il est prévu d'organiser jusqu'à vingt manœuvres par semaine de niveau chef de groupe.

À cet effet, il sera nécessaire de disposer de personnels en nombre suffisant. Outre les agents recrutés par l'ENSOSP, un renfort en conducteurs, équipiers, chefs d'équipes et chefs d'agrès pourra être réalisé par les SDIS au profit de l'ENSOSP. Ces personnels seront retenus parmi les sapeurs-pompiers volontaires (SPV).

Article 3 – PROGRAMMATION

L'ENSOSP exprime en fonction d'un calendrier annuel ses besoins en personnel supplémentaire qu'elle adresse ensuite au SDIS.

L'ENSOSP transmet périodiquement les plannings de besoins exprimés en personnels sapeurs-pompiers au SDIS.

Article 4 – PRISE EN CHARGE FINANCIERE ET LOGISTIQUE

Les personnels mis à disposition seront rémunérés sur la base du taux d'indemnité horaire à 100 % des sapeurs-pompiers volontaires fixé chaque année par arrêté ministériel suivant leur grade respectif.

Chaque journée sera indemnisée au maximum pour 8 indemnités horaires. Chaque manœuvrant percevra l'équivalent de deux indemnités horaires pour chaque stage afin d'indemniser les frais de transport entre le site de Vitrolles et son lieu de résidence administrative.

Le service fait sera constaté hebdomadairement par le service « ressources et transversalité » de l'ENSOSP et sera adressé au SDIS pour engager le remboursement des indemnités horaires des personnels au moyen d'un titre exécutoire. L'ENSOSP s'engage, dans un délai de deux mois, au règlement des frais engagés au profit du SDIS, à compter de la réception du titre de recette.

L'ENSOSP prend en charge la restauration et l'hébergement des manœuvrants.

Dans certains cas spécifiques, les modalités de prise en charge financière pourront être modifiées par avenant pour une période déterminée.

Les manœuvrants emporteront leurs équipements de protection individuelle (EPI).

Article 5 – GESTION ADMINISTRATIVE

Le service « ressources et transversalité » de l'ENSOSP valide la proposition du SDIS et envoie la fiche logistique. Il revient au SDIS de communiquer à l'ENSOSP, dans un délai maximum d'un mois à compter de la réception de la fiche logistique, les noms, prénoms et grades des personnels chargés d'exécuter la prestation. En cas d'empêchement d'un agent, il appartient au SDIS d'informer l'ENSOSP dans les meilleurs délais.

La fiche financière est établie par l'ENSOSP. Elle est transmise au SDIS à l'issue de la prestation avec la référence du bon de commande et la fiche de présence.

Article 6 – DÉPLACEMENT DES PERSONNELS

Les trajets SDIS-ENSOSP s'effectueront, en priorité, par véhicule de service : l'ENSOSP s'engage à rembourser le SDIS des frais de déplacement sur la base d'un trajet tarif SNCF deuxième classe, par tranche de quatre (4) manoeuvrants.

Les déplacements entre les deux sites de l'ENSOSP pourront être assurés, notamment le midi, par des navettes de l'ENSOSP, sous réserve de disponibilité des moyens.

Dans le cas où les manoeuvrants se rendraient à l'ENSOSP par un autre moyen de transport, ils pourront bénéficier matin, midi et soir des navettes du site d'Aix en Provence, sous réserve de disponibilité des moyens.

Article 7 – PRESTATIONS PÉDAGOGIQUES

L'ENSOSP s'engage à dispenser durant la semaine de mise à disposition les prestations pédagogiques suivantes :

- La participation à vingt manoeuvres maximum de niveau chef de groupe, pour chaque SPV ;
- Sur demande écrite préalable, en fonction de l'activité du site de Vitrolles et selon la disponibilité de la ressource en formateurs de l'ENSOSP, le passage dans le Centre d'Entraînement au Port de l'Appareil Respiratoire Isolant pourra être réalisé.

Article 8 – ASSURANCE

Lors des trajets aller et retour et pendant les exercices, l'agent bénéficie en cas d'incident ou d'accident du régime des accidents du travail, comme s'il assurait un service normal au sein de sa collectivité.

Le sapeur-pompier dans le cadre de son activité au sein de l'ENSOSP est couvert par l'assurance de l'École en cas de responsabilité retenue de l'ENSOSP.

Chaque co-contractant reconnaît avoir souscrit les polices d'assurances couvrant sa responsabilité civile dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

En cas d'accident de trajet, le SDIS informe le plus rapidement possible le chef de division du site de Vitrolles ou son représentant. En cas d'incident ou d'accident durant la formation, l'ENSOSP s'engage à en aviser dès que possible le SDIS.

Article 9 - DUREE, RESILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est conclue pour une période de quatre ans du :

1^{er} septembre 2019 au 31 août 2023

En cas de différend, une solution à l'amiable sera recherchée entre les parties. En cas d'échec de la phase de conciliation, l'ENSOSP et le SDIS se réservent le droit de résilier par voie expresse cette convention avant son terme. La résiliation de la convention ne prendra effet que dans un délai de six mois à compter de la réception de la lettre avec accusé de réception notifiant la résiliation à l'autre partie.

Tout litige portant sur l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Marseille.

Fait en 2 exemplaires à Aix-en-Provence, le _____

Le Président
du Conseil d'Administration du SDIS,

Le Directeur de l'ENSOSP,

(Nom et qualité)
(Cachet)

Contrôleur général Hervé ENARD

N°DBCA-2019-068

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION FORMATION ENTRE LE SDIS 78 ET LE SDIS 76
POUR LE GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION
EN MILIEU PERILLEUX (GRIMP)**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines (Sdis 78) et le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) souhaitent organiser une rencontre entre les spécialistes GRIMP des deux départements afin de profiter d'expériences partagées et de savoir-faire sur différents thèmes.

Le Sdis 78 accueillera les spécialistes du GRIMP du Sdis 76 du 11 au 13 septembre 2019 et le Sdis 76 accueillera ceux du Sdis 78 les 24 et 25 septembre 2019.

Cette collaboration se fera à titre gracieux eu égard au partenariat entre chaque entité.

Il convient d'approuver les termes de la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-068-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

André GAUTIER





CONVENTION FORMATION

ENTRE :

Le Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines – 56, Avenue de Saint-Cloud – CS 80103 – 78007 VERSAILLES Cedex, désigné dans la présente convention par « SDIS 78 » et représenté par Monsieur Alexandre JOLY, Président du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines,

ET

Le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime – 6, rue du Verger – CS 40078 - 760192 YVETOT cedex, désigné dans la présente convention par « SDIS 76 » et représenté par Monsieur le Président du Conseil d'Administration du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime.

Article 1^{er} : OBJET :

Dans le prolongement de la collaboration existante entre les SDIS des Yvelines et de Seine-Maritime sur la spécialité du Groupe d'exploration longue durée (GELD), il apparaît opportun d'échanger sur la spécialité du Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP).

Cette collaboration se formalisera par une rencontre entre les spécialistes des deux départements afin de profiter d'expériences partagées et de savoir-faire, sur les thèmes suivants :

- sensibilisation sur les techniques selon les différents risques :
 - o Intervention Silo
 - o Milieu urbain
 - o Milieu industriel
 - o Carrière
 - o Falaise
 - o Monument Historique
- échanges techniques sur différents matériels acquis, en cours d'acquisition ou en projet ;
- échanges sur des retours d'expériences d'interventions et d'entraînements à caractère particulier.

Pour ce faire, les SDIS 78 et SDIS 76 s'engagent à assurer les formations désignées à l'article 7 « clauses particulières ».

Article 2 : DUREE :

- du 11 au 13 septembre 2019
- du 24 au 25 septembre 2019

Article 3 : CLAUSES FINANCIERES :

A titre gracieux eu égard au partenariat entre chaque entité.

Article 4 : STAGIAIRES :

Les stagiaires ne peuvent prétendre au versement d'indemnités de la part du SDIS accueillant.

Article 5 : REGLEMENT EN CAS DE DIFFEREND :

En cas de différend entre les parties signataires de la présente convention, une procédure amiable sera recherchée.

En l'absence de solution amiable, seul le Tribunal Administratif de VERSAILLES est compétent.

Article 6 : COUVERTURE DES RISQUES :

Chaque SDIS doit assurer les stagiaires qu'il aura mis à disposition contre les risques d'accident encourus au cours de la formation faisant l'objet de la présente convention. Il est recommandé aux intéressés de se prémunir des formulaires nécessaires en la matière.

Les stagiaires devront disposer de l'aptitude aux missions Grimp pour suivre les formations.

Article 7 : CLAUSES PARTICULIERES :

1. ACTIONS DE FORMATION AU SDIS 78 :

Réf : FMPA GRIMP

- 3 entraînements en équipe constituée
- 1 manœuvre de nuit
- 2 tests annuels ci-dessous détaillés :

Test annuel Sauveteur :

Parcours technique reprenant l'ensemble des types de progression sur corde

Un équipement d'un site

Une mise en œuvre des agrès

Test annuel Chef d'unité :

Parcours technique reprenant l'ensemble des types de progression sur corde

Le commandement et la réalisation d'une manœuvre de sauvetage

Période : du 11 au 13 septembre 2019

Lieu : SDIS 78

- 12 stagiaires du SDIS 76

3. ACTIONS DE FORMATION AU SDIS 76 :

Réf : FMPP GRIMP

2 entraînements en équipe constituée

1 manœuvre de nuit

Période : du 24 au 25 septembre 2019

Lieu : SDIS 76

– 12 stagiaires du SDIS 78

Fait à Versailles, le 18 juin 2019.

Fait à _____, le _____

Président du conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
des Yvelines,

Président du conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de
secours de Seine-Maritime,

Chef du Pôle Ressources humaines,
Lieutenant-colonel Benoît LEGIER

Projet

N°DBCA-2019-069

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT
FORMATION AVEC LE SDIS DE LA GUADELOUPE**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Guadeloupe (Sdis 971) a sollicité le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) afin d'accueillir un formateur de pilotes de drone, chargé de former neuf agents au pilotage de drone dans le courant du premier semestre 2020.

Le formateur est habilité par la Direction générale de l'aviation civile et détient les compétences de formateur à l'activité des relevés, photographies, observations et surveillances aériennes, qui comprennent la participation aux activités de lutte contre l'incendie conformément au manuel d'activités particulières aéronefs télépilotes.

Les frais d'hébergement, de restauration et de transport seront à la charge du Sdis 971.

Ce partenariat est conclu pour une période d'un an et pourra être reconduit ou modifié par voie d'avenant.

Il convient d'approuver les termes de la convention de partenariat, d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-069-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

CONVENTION DE PARTENARIAT FORMATION

Entre :

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA
SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT
CEDEX**

« le Sdis 76 »

**Représenté par monsieur André GAUTIER, Président du conseil
d'administration en exercice,**

d'une part,

Et :

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
LA GUADELOUPE dont le siège est parc de la providence – ZAC de Dothémare – 97170
ABYMES**

« le Sdis 971 »

**Représenté par monsieur Fabert MICHELY, Président du conseil
d'administration en exercice,**

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la présente convention

Le Sdis 76 s'engage à fournir au Sdis 971 une prestation de service sous forme de cycle de formation dans le cadre des formations qu'il organise.

Article 2 : Modalités et contenu de la formation

Le Sdis 76 dispense les enseignements suivants : formation de pilote de drone qui se déroulera au sein du Sdis 971 dans le courant du 1^{er} semestre 2020.

Les stagiaires se verront remettre une attestation de stage.

Article 3 : Identification des stagiaires

Les neuf stagiaires sont désignés par le Sdis 971 qui garantit leur aptitude à suivre la formation.

Article 4 : Financement de la formation

La formation est dispensée à titre gracieux.

Toutefois, les frais de transport, d'hébergement et de restauration du formateur du Sdis 76 mis à sa disposition seront pris en charge par le Sdis 971.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet, à compter de la date de début de stage. Elle n'a pas vocation à être renouvelée.

Le Sdis 76 conserve la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 5 jours après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

Article 6 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé avant le début de la formation.

Article 7 : Responsabilité et assurances

Les stagiaires demeurent sous la responsabilité du Sdis 971 pendant le temps de la formation.

Le Sdis 971 est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de la formation dispensée auprès de ses agents.

Le Sdis 971 s'engage à prendre à sa charge tout incident ou accident qui pourrait survenir au formateur lors de cette action de formation (trajets inclus).

Article 8 : Règlement des litiges et attribution des compétences

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot en 2 exemplaires originaux, le

Pour le Président,
et par délégation,
Le Directeur départemental
des services d'incendie et de secours
de la Guadeloupe,

Pour le Président,
et par délégation,

Colonel Félix ANTENOR-HABAZAC

Projet

N°DBCA-2019-070

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-CALEDONIE**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie (Nouvelle-Calédonie) a sollicité le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) afin d'accueillir des stagiaires calédoniens en complément de leur immersion au sein de l'ENSOSP et de l'ECASC.

Il s'agit d'accueillir un ou deux stagiaires par an sur les périodes de remise à disposition prévues dans les programmes de formation des officiers de l'ENSOSP ou entre les périodes de formation de l'ECASC.

Les frais d'hébergement et de restauration du(es) stagiaire(s) seront à la charge de la Nouvelle-Calédonie sur présentation de la pièce comptable émise par le Sdis 76 sur la base de la tarification en vigueur au moment de la prestation.

En complément, la Nouvelle-Calédonie souhaite également favoriser les échanges de savoirs et savoir-faire dans le domaine des formations d'adaptation à l'emploi de chef d'équipe et de chef d'agrès en accueillant des formateurs expérimentés du Sdis 76.

Le transport, l'hébergement en pension complète des formateurs durant l'ensemble de la formation ainsi que la mise à disposition d'un véhicule et d'un téléphone portable pendant le temps de la mission seront pris en charge par la Nouvelle-Calédonie.

Ce partenariat est conclu pour une période de trois ans et pourra être reconduit ou modifié par voie d'avenant.

Il convient d'approuver les termes de la convention de partenariat, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-070-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



Secrétariat général du gouvernement

Direction de la Sécurité Civile et
de la Gestion des Risques

BP M2 – 98849 Nouméa cedex

Tél. : 20.77.12

Mail : direction.dscgr@gouv.nc

N° CS19-4000-000

Originaux

DRHFPNC/SDRH 1

DRHFPNC/SBCG 1

SDIS 76 1

Copie

Direction 1

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, représenté par le président du Gouvernement, assisté de Monsieur le directeur de la Sécurité Civile et de la Gestion des Risques - RIDET 133 520 0001
Domicilié au, 8, route des artifices, BP M2 98849 NOUMÉA CEDEX,
Ci-après dénommé « la Nouvelle-Calédonie »

D'une part

Et,

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS 76),
Situé 6, rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT cedex
Représenté par le président du conseil d'administration,

Ci-après dénommé le « SDIS 76 »

D'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

L'objet de la présente convention vise à créer un partenariat entre la Nouvelle-Calédonie – direction de la sécurité civile et de la gestion des risques (DSCGR) et le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (SDIS 76), afin de:

- permettre aux cadres sapeurs-pompiers de Nouvelle-Calédonie, d'effectuer des périodes d'immersion au sein des services du SDIS 76 en complément de leur formation à l'ENSOSP et l'ECASC,

- favoriser les échanges en matière de savoir et savoir-faire dans les domaines de la formation initiale, d'avancement et spécialités, par la venue occasionnellement de formateurs du SDIS 76 en Nouvelle-Calédonie.

Chapitre 1 : stage d'immersion

Article 1 : Le SDIS 76, s'engage à accueillir en stage de formation en immersion pratique les sapeurs-pompiers de Nouvelle-Calédonie.

Article 2 : Les objectifs de cette immersion visent toute participation à l'élaboration d'un projet, d'une procédure, ou autre mission qui pourraient être confiés au stagiaire par le SDIS 76 et qui permettraient aux deux parties d'en tirer un bénéfice.

Article 3 : la planification des actions des périodes d'immersion feront l'objet d'une étroite collaboration entre les parties.

Article 4 : Les stagiaires devront se conformer aux règles de fonctionnement en vigueur au sein du SDIS 76 et notamment à son règlement intérieur ainsi qu'au respect des dispositions en vigueur relatives à l'hygiène, la sécurité et aux conditions de travail ainsi qu'aux règles générales de discipline.

Article 5 : En cas de manquements répétés aux obligations citées à l'article 4, le SDIS 76 se réserve le droit de mettre fin au stage après avoir prévenu le représentant de la collectivité territoriale d'origine du stagiaire.

Article 6 : La période d'immersion est assurée à titre gratuit et est sanctionnée par une attestation de présence.

Article 7 : Au cours du stage, la protection sociale du stagiaire est assurée conformément au régime applicable dans sa collectivité territoriale d'origine.

En cas d'accident survenant au stagiaire, soit au cours du travail, soit au cours du trajet, le SDIS 76 s'engage à faire parvenir toutes les déclarations utiles le plus rapidement possible à la direction des ressources humaines de la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie (DRHFPNC), service du développement des ressources humaines (SDRH), section formation et vie au travail - BP M2 98849 NOUMÉA CEDEX , ainsi que par mail à l'adresse suivante, direction.dscgr@gouv.nc , de la DSCGR.

Article 8 : Les frais d'hébergement et de restauration du stagiaire seront à la charge de la Nouvelle-Calédonie qui procèdera au règlement par mandat administratif, au vu de la pièce comptable émise par le SDIS 76, sur la base de la tarification des prestations en vigueur au moment de la prestation, sur le compte bancaire désigné ci-après,

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
30001	00707	C7630000000	96
Code SWIFT ou BIC		BDFEFRPPCCT	
Domiciliation		TRESOR PUBLIC	

Chapitre 2 : Déplacements en Nouvelle-Calédonie

Article 9 : Dans le cadre du développement des compétences des sapeurs-pompiers, la Nouvelle-Calédonie souhaite bénéficier occasionnellement de l'expertise et de l'expérience des formateurs du SDIS 76 dans le cadre des formations initiales, d'avancement et spécialités.

Article 10 : L'intervention de formateurs du SDIS 76 en Nouvelle-Calédonie doit faire l'objet d'une étroite collaboration entre les parties. Elle doit être basée sur une analyse des besoins précise, qui doit être menée entre le mois de juillet et août de l'année en cours pour une programmation l'année suivante.

Article 11 : La Nouvelle-Calédonie s'engage à prendre en charge l'ensemble des frais suivants :

- Le transport et l'hébergement en pension complète des formateurs durant l'ensemble de la durée de la formation,
- La mise à disposition d'un véhicule et d'un téléphone portable pendant le temps de la mission.

Article 12 : La présente convention prend effet à compter de la date de son rendu exécutoire. Elle est conclue pour une durée de trois ans et pourra être reconduite ou modifiée par voie d'avenant.

La présente convention peut être dénoncée par chacun de ses membres par lettre recommandée adressée à l'autre partenaire trois mois au moins avant la fin de chaque année civile.

Article 13 : En cas de différend entre les parties une solution amiable sera d'abord recherchée. Si le désaccord persiste l'affaire sera portée devant le tribunal compétent.

Le
Pour le SDIS 76

Le
Pour la Nouvelle-Calédonie

N°DBCA-2019-071

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT
FORMATION AVEC LE SDIS DE L'EURE**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Dans le cadre de la mutualisation des moyens humains et pédagogiques, le Service départemental d'incendie et de secours de l'Eure (Sdis 27) et le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) vont organiser du 16 septembre au 20 décembre 2019 une formation d'intégration de sapeur-pompier professionnel non officier regroupant 13 stagiaires du Sdis 76 et 8 stagiaires du Sdis 27.

Ce partenariat est conclu à titre gracieux pour la période de la formation d'intégration de sapeur-pompier professionnel non officier du 16 septembre au 20 décembre 2019 et pourra être modifié par voie d'avenant.

Il convient d'approuver les termes de la convention de partenariat, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-071-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

CONVENTION DE PARTENARIAT FORMATION ENTRE LE SDIS 76 ET LE SDIS 27

Entre :

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA
SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT
CEDEX**

« le Sdis 76 »

**Représenté par monsieur André GAUTIER, Président du conseil
d'administration en exercice,**

d'une part,

Et :

**LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'EURE dont le siège est 8 rue du docteur Michel Baudoux – CS 70613 – 27006 EVEUX
CEDEX**

« le Sdis 27 »

**Représenté par monsieur Pascal LEHONGRE, Président du conseil
d'administration en exercice,**

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

**Article 1er : Objet et principe de la mutualisation entre les SDIS 27 et 76 pour la
formation d'intégration SPPNO**

La présente convention vise à définir les modalités d'organisation entre le SDIS 27 et le SDIS 76, dans le cadre de la réalisation d'une formation d'intégration de Sapeurs-Pompiers Professionnels Non Officiers (SPPNO) mutualisée conformément :

- à l'arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels,
- au Référentiel Emploi, Activités, Compétences de l'équipier de sapeur-pompier professionnel du 17 avril 2013
- à l'arrêté du 4 octobre 2017 relatif aux formations de spécialité dans le domaine d'activité de la formation et du développement des compétences chez les sapeurs-pompiers

Article 2 : Durée de la formation

La formation d'intégration de SPPNO mutualisée entre les SDIS 76 et 27 se déroulera du 16 septembre au 20 décembre 2019.

La formation d'intégration respectera les textes en vigueur et aura une durée globale minimum de 453 h.

Article 3 : Coordination et responsabilité pédagogique

Dans le cadre de la mutualisation, les SDIS 76 et 27 ont fait le choix de composer une équipe pédagogique mutualisée qui sera composée de :

- 1 officier de sapeur-pompier professionnel du SDIS 76 ayant la fonction de coordinateur pédagogique de l'ensemble des groupes de la Formation d'Intégration en relation avec les référents pédagogiques,
- 2 référents pédagogiques (1 agent du SDIS 27 et 1 agent du SDIS 76),
- 2 chefs de section (1 agent du SDIS 27 et 1 agent du SDIS 76),
- 2 adjoints aux chefs de section (1 agent du SDIS 27 et 1 agent du SDIS 76).

L'équipe pédagogique pourra être renforcée par des sapeurs-pompiers professionnels formateurs permanents ou occasionnels en fonction des thématiques abordées ainsi que des personnels techniques administratifs dans le cadre de la logistique et/ou de l'administratif.

Du 16 septembre au 25 septembre, les stagiaires et formateurs seront présents sur le département de la Seine-Maritime.

Du 28 octobre au 1^{er} novembre, les stagiaires et formateurs seront positionnés en congés.

Du 04 novembre au 20 décembre, les stagiaires et formateurs seront sur le département de l'Eure (du 18 au 22 novembre les stagiaires et formateurs seront à l'ENSOSP ; le déplacement sera assuré par les moyens de transport de personnels des SDIS 27 et 76).

Article 4 : Composition de la Formation d'Intégration de SPPNO

La formation d'intégration de SPPNO mutualisée sera composée de :

- 12 stagiaires du SDIS 76,
- 08 stagiaires du SDIS 27.

Les stagiaires doivent être aptes médicalement et sans restriction pour toutes les missions et séquences de formation, notamment celles relatives aux caissons feux réels.

Article 5 : Infrastructure et moyens matériels

La mise à disposition des infrastructures et matériels de formation sera assurée par chaque SDIS d'accueil.

Ainsi, ils sont chargés de fournir pendant la durée respective d'accueil de la formation :

- les moyens roulants armés réglementaires en fonction des besoins pédagogiques (la mise à disposition de moyens roulants d'un SDIS vers l'autre sera possible en fonction des disponibilités et des besoins pédagogiques),
- les infrastructures : hébergement, repas, salle de cours, vestiaires, gymnase et créneaux d'accès à une piscine,
- la documentation pédagogique.

Concernant le volet habillement, les stagiaires seront dotés de leurs équipements de protection individuelle et d'une tenue de sport propres à chaque SDIS.

Article 6 : Financement de la formation

En fonction de la période d'accueil, chaque SDIS organise et assure la prise en charge intégrale des frais liés notamment à la restauration et à l'hébergement des stagiaires et formateurs pour les modules ou unités de valeurs qu'il organise.

L'indemnisation et le décompte du temps de travail des formateurs sont réalisés par les SDIS employeurs selon les modalités en vigueur dans chacune des structures.

Article 7 : Discipline, règlement

Durant la période de formation, les stagiaires s'engagent à respecter le règlement intérieur de l'organisme d'accueil.

En cas de manquement à la discipline de la part d'un stagiaire, le chef de groupement en charge de la formation au sein de son département prendra les mesures conservatoires nécessaires et en informera immédiatement le SDIS employeur qui décidera des éventuelles suites disciplinaires à donner.

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet, à compter du 16 septembre 2019 pour la durée du stage. Elle n'a pas vocation à être renouvelée.

Les SDIS 27 et 76 conservent la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général, par courrier recommandé avec accusé réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit 5 jours après la date d'envoi dudit courrier, le cachet de la poste faisant foi.

Article 9 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention. L'avenant devra être signé avant le début de la formation.

Article 10 : Assurance et responsabilité

Chaque SDIS s'engage à fournir une attestation garantie responsabilité civile, à la signature de ladite convention.

Les stagiaires demeurent sous la responsabilité de leur SDIS d'appartenance pendant le temps de la formation.

Chaque SDIS est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de la formation dispensée auprès de ses agents.

Chaque SDIS s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

Chaque SDIS fournit à ses stagiaires un dossier d'accident de travail comportant l'ensemble des documents nécessaires.

Article 11 : Règlement des litiges et attribution des compétences

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Yvetot en 2 exemplaires originaux, le

Pour le Président,
et par délégation,
Le Directeur départemental
des services d'incendie et de secours
de l'Eure,

Colonel Emmanuel DUCOURET

Pour le Président,
et par délégation,

N°DBCA-2019-072

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION ENTRE LA SOCIETE PISCINE DE LA COTE D'ALBATRE ET LE
SDIS 76 POUR L'UTILISATION DES PISCINES APPARTENANT A LA COMMUNAUTE
DE COMMUNES DE LA COTE D'ALBATRE**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Dans le cadre des formations organisées par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) d'une part, et du maintien opérationnel des agents des Cis de Saint Valery en Caux et de Cany Barville, le Sdis 76 a sollicité la société PISCINES DE LA COTE D'ALBATRE, attributaire de la délégation de service public des piscines appartenant à la communauté de communes de la côte d'Albâtre pour l'attribution de lignes d'eau.

Dans ce cadre, le Sdis 76 assure la formation de maintien des acquis des personnels de la société PISCINES DE LA COTE D'ALBATRE en fonction des besoins de l'établissement en matière de secourisme, de recyclage BNSSA...

Cette convention est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa signature. Elle définit les rapports entre les parties ainsi que leurs obligations réciproques. Cette convention est faite à titre gracieux.

Il convient d'approuver les termes de la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-072-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION

Piscine du littoral – 26, rue Hochet 76460 Saint-Valery-en-Caux

Piscine de la vallée – route de Veulettes 76450 Cany-Barville

Entre :

LA SOCIETE PISCINES DE LA CÔTE D'ALBÂTRE , dont le siège social est , sis route de Veulettes, 76450 CANY BARVILLE

« le cocontractant »

Représentée par Madame Fabienne DELAIRE, en qualité de Gérante,

d'une part,

Et :

LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX.

« le Sdis 76 »

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part,

Préambule :

La Société PISCINES DE LA CÔTE D'ALÂTRE.COM est en charge de la gestion des piscines communautaires par un contrat de délégation de service public qui la lie avec la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation des centres aquatiques gérés par le « cocontractant ». Le « cocontractant » consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de ses locaux au Sdis 76 (Centre de Formation, CIS Saint Valéry en Caux, CIS Cany Barville) afin d'assurer le déroulement de l'entraînement de ses personnels à la natation.

Article 2 – Biens mis à disposition et utilisation des biens mis à disposition

Le « cocontractant » agissant dans les droits du propriétaire des locaux, objets des présentes, met à la disposition des personnels du Centre de Formation, du CIS Saint Valéry en Caux et du CIS Cany Barville des locaux aménagés et adaptés à la réalisation d'entraînements.

Les locaux mis à disposition, sont situés 26 rue Hochet à Saint Valery en Caux et Route de Veulettes à Cany-Barville.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux est interdite.

L'occupation des locaux est accordée à raison de 164 h heures lignes d'eau par an, suivant un planning établi en concertation entre les parties.

Article 3 – Définition des utilisateurs et accès

L'accès aux activités durant les créneaux est strictement réservé aux sapeurs-pompiers du Centre de Formation, du CIS Saint Valéry en Caux et du CIS Cany Barville. Toutes personnes missionnées par la communauté de communes pourront accéder à l'équipement durant ces périodes, pour des raisons de sécurité ou de maintenance.

Article 4 - Utilisation des biens mis à disposition

Les Sapeurs-Pompiers pourront utiliser le grand bassin d'une des piscines communautaires à raison de 7h/ligne d'eau en moyenne par semaine, selon un calendrier établi avant le début de l'année scolaire, par la Société PISCINES DE LA CÔTE D'ALBÂTRE.COM et le représentant du centre de formation.

Ce calendrier sera ensuite soumis à validation de la communauté de communes de la Côte d'Albâtre.

D'un commun accord, les parties pourront modifier ce calendrier en cours de saison. Toutefois, si un accord ne peut être trouvé pour ces modifications, le calendrier initial restera en vigueur.

Des créneaux ponctuels (passage d'examen, formation complémentaire) pourront être accordés sur demande écrite adressée à la Société PISCINES DE LA CÔTE D'ALBÂTRE.COM et à la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre en copie au moins 1 mois avant la date souhaitée.

Des vestiaires collectifs, les zones sanitaires (toilettes, douches, sèche-cheveux) seront mis à la disposition des Sapeurs-Pompiers, l'entretien en sera assuré par l'exploitant. Cependant, les Sapeurs-Pompiers s'engagent à laisser ces endroits propres après son passage.

Le Sdis 76 pourra utiliser le matériel pédagogique mis à sa disposition.

Les demandes de créneaux annuels devront être renouvelées chaque année avant le début de l'année scolaire auprès du gestionnaire des équipements.

Il convient impérativement de :

- ♦ Respecter strictement le calendrier des attributions et les plages horaires alloués,
- ♦ Respecter le règlement interne à l'établissement,
- ♦ Fournir tout document demandé par l'exploitant par la communauté de communes de la Côte d'Albâtre, ou par tout autre organisme, (ex : attestation d'assurance, liste des responsables des clefs, liste des personnes chargées de l'enseignement et de la surveillance, tenue d'une fiche de présence, etc...),
- ♦ Avertir de toute annulation minimum 15 jours à l'avance sauf cas de force majeure,
- ♦ Les jeux d'eaux, le toboggan le cas échéant et le bassin ludique sont interdits pendant les séances du Sdis 76.

Article 5 - Obligations et Engagements des parties

Chacune des parties garantit, par une assurance appropriée, les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

La communauté de communes assumera sa responsabilité de propriétaire, en assurant le bien et en maintenant l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. Sa responsabilité à l'égard du Sdis 76, de ses agents, ne pourra être engagée que sur le fondement du défaut d'entretien normal de l'équipement.

La société PISCINES DE LA CÔTE D'ALBÂTRE.COM assurera sa mission de gestionnaire et sera garant de la bonne tenue et de la bonne utilisation de l'équipement.

En contrepartie de la mise à disposition à titre gracieux, le Sdis 76 assure annuellement la formation de maintien et de perfectionnement des acquis de secours à personnes des personnels de la société PISCINES DE LA CÔTE D'ALBÂTRE. Lorsque le Sdis 76 organise une session de formation de maintien et de perfectionnement des acquis du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, les personnels de la Société peuvent y être inscrits.

Article 6 – Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature pour une durée d'un an.

Le renouvellement des présentes interviendra par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une durée totale de cinq années.

La présente convention pourra être résiliée, par l'une ou l'autre des parties, à la fin de chaque période annuelle sous réserve d'un préavis de trois mois adressés par lettre recommandée avec avis de réception.

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect des clauses ci-dessus énoncées si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

Enfin, en cas de force majeure, obligeant la piscine à fermer ses portes, la société PISCINES DE LA CÔTE D'ALBÂTRE.COM s'engage à prévenir immédiatement le Centre de Formation, le CIS Saint Valéry en Caux et le CIS Cany Barville.

Article 7 - Assurance et Responsabilité

Le Sdis 76 s'engage à fournir au cocontractant une attestation Garantie Responsabilité Civile.

Le Sdis 76 est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

Il s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

L'utilisateur s'engage à faire en sorte que la réglementation soit strictement appliquée, que les personnes désignées pour assurer la sécurité soient présentes lors des activités et dégage par avance toute responsabilité du cocontractant en cas d'accident survenant aux participants pendant les séances qui leur sont réservées dans les équipements.

En cas d'accident, la responsabilité « du cocontractant » ne pourra être engagée que pour un défaut de maintenance des seules et uniques installations dont il / elle est propriétaire. Il en est de même pour le matériel.

Article 8 – Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

Article 9 - Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Yvetot, le

Pour la Société PISCINES DE LA CÔTE
D'ALBÂTRE.COM,
La gérante,

Pour le Président,
et par délégation,
Le Directeur départemental,

Madame Fabienne DELAIRE

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

N°DBCA-2019-073

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT
SDIS 76 / RTE GMR Basse Seine**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*
* *

La présente convention s'inscrit dans la continuité d'une convention nationale signée le 15/05/2014 entre la DGSCGC, RTE et ENEDIS. Elle vise à prévenir tous les risques liés aux réseaux électriques.

Pour ce faire, la convention porte sur les principes de coopération suivants :

- le renforcement de la coopération en cas d'accident grave et la coordination dans la gestion de crise ;
- les modalités de coordination opérationnelle ;
- l'information réciproque afin d'harmoniser la communication externe ;
- la sensibilisation et la formation des sapeurs-pompiers ;
- l'organisation d'exercices pratiques annuels ;
- le partage et la prise en compte du retour d'expérience.

Le projet de nouvelle convention joint en annexe est le fruit d'un travail entre les groupements des opérations, de la formation, le CTD Grimp ainsi que le responsable de la cartographie et RTE GMR Basse Seine à partir d'une trame nationale.

Les principales modifications par rapport à la trame nationale portent sur :

- les modalités d'intervention dans un pylône RTE : pas d'action de notre part sans la présence d'un agent RTE sauf en cas de sauvetage en danger immédiat sur ordre du commandant des opérations de secours (article 4) ;
- les entraînements : il a été ajouté la mise en place d'exercice d'évacuation depuis une ligne haute tension - à partir de 63 000 volt - (article 5) ;
- la communication de données cartographiques (article 6) ;
- les natures des formations dans lesquelles des enseignements sur la prévention du risque électrique peuvent être dispensés (article 8).

Ainsi, il convient d'autoriser le président à signer la convention précitée, jointe en annexe ainsi que tout acte qui en serait suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-073-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019
Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

CONVENTION DE PARTENARIAT
SDIS 76
RTE Groupe Maintenance Réseaux Basse Seine

Entre

Le Service départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime, ci-après dénommée SDIS 76, ayant son siège 6 rue du verger, CS 40078, 76192 YVETOT Cedex représenté monsieur André Gautier président du conseil d'administration du Service départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime,

D'une part,

Réseau de Transport d'Electricité GMR Basse Seine, ci-après dénommée DR RTE, entité régionale de RTE, gestionnaire du réseau de transport d'électricité français, Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 44 619 258, dont le siège social est situé Tour Initiale, 1 terrasse Bellini, TSA 41000, 92919 La Défense Cedex, représentée par Hubert MARTIGNE, Directeur du Groupe Maintenance Réseau Basse Seine,

D'autre part,

Ci-après, conjointement dénommées les « partenaires » et individuellement le « partenaire ».

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION	5
ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ETAT ET DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS 5	
ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES RESEAUX TRANSPORT	5
ARTICLE 4 : COORDINATION DES INTERVENTIONS AVEC LES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS.....	6
ARTICLE 5 : ENTRAINEMENT AUX INTERVENTIONS.....	8
ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE DONNEES CARTOGRAPHIQUES MOYENNE ECHELLE 8	
ARTICLE 7 : INFORMATION RECIPROQUE EN CAS D'EVENEMENT IMPORTANT OU GRAVE LIE AUX ACTIVITES DE TRANSPORT D'ELECTRICITE ET MODALITES DE COMMUNICATION.....	9
ARTICLE 8 : FORMATION DES ACTEURS ET EXERCICES PERIODIQUES	10
ARTICLE 9 : PARTAGE, RETOUR D'EXPERIENCE ET SUIVI DE LA CONVENTION	10
ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION.....	11
ARTICLE 11 : DUREE	11
ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE 13 : MARQUES – PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
ARTICLE 14 : LITIGES.....	12
ARTICLE 15 : DATE D'EFFET	12
LISTE DES ANNEXES	13

PREAMBULE

Il est rappelé ce qui suit :

1° Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS 76) est dirigé par un officier supérieur de sapeurs-pompiers professionnels et placé sous la double autorité du Préfet (gestion opérationnelle) et du Président de son Conseil d'administration (pour la gestion administrative et financière). Le SDIS 76 est chargé de l'analyse des risques et de la mise en place des moyens de secours. Il organise l'activité de l'ensemble des centres de sapeurs-pompiers du département. Son centre opérationnel (CODIS) veille 24h/24 et coordonne les différentes interventions.

Conformément à l'article L 1424-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Sdis 76 exerce les missions suivantes :

- la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile,
- la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours,
- la protection des personnes, des biens et de l'environnement,
- les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation.

Le SDIS 76 est constitué de sapeurs-pompiers professionnels, de sapeurs-pompiers volontaires ainsi que de personnels administratifs techniques spécialisés.

Conformément à l'article L.1424-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Commandant des Opérations de Secours est chargé, sous l'autorité du Directeur des Opérations de Secours, de la mise en œuvre de tous les moyens publics et privés mobilisés pour l'accomplissement des opérations de secours.

En présence d'un péril imminent, le Commandant des Opérations de Secours prend les mesures nécessaires à la protection de la population et à la sécurité des personnels engagés.

2° Le Groupe Maintenance Réseau Basse Seine de RTE a pour mission la maintenance des ouvrages Haute et Très Haute Tension sur les départements de l'Eure et de la Seine Maritime.

RTE exploite, entretient et développe la totalité du réseau métropolitain de transport d'électricité, dont il est le garant du bon fonctionnement et de la sûreté. Chaque année, des accidents ou des situations à risques sont dénombrés à proximité des lignes électriques ou dans les postes électriques. Au-delà du

respect des normes techniques s'appliquant à leurs ouvrages, RTE mène des campagnes d'information sur les mesures de prudence à respecter à proximité de leurs réseaux, dans le but d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Par ailleurs, RTE souhaite améliorer les techniques d'intervention en cas de sinistres spécifiques à leurs ouvrages (ces techniques peuvent être différentes, selon qu'il s'agit des réseaux de transport ou de distribution, notamment pour les manœuvres des dispositifs d'arrêt et de coupure).

Le SDIS 76 et RTE GMR Basse Seine ont la volonté commune de renforcer leur coopération afin de prévenir tous les risques liés aux réseaux électriques, en particulier les risques d'électrocution ou d'électrisation, lors d'interventions à proximité des ouvrages de distribution ou de transport (liaisons électriques, supports, coffrets, postes, etc. gérés RTE).

Afin d'assurer une meilleure préparation des partenaires impliqués dans la sécurité du transport de l'électricité, il convient d'approfondir leurs relations de travail et de renforcer leur coopération.

Les partenaires veulent ainsi garantir une meilleure efficacité des interventions visant la protection des personnes, des biens et de l'environnement, et l'harmonisation de l'information.

La présente convention locale s'inscrit dans le cadre de la convention nationale signée le 15/05/2014 entre la DGSCGC, RTE et Enedis.

Les partenaires conviennent de :

- développer la connaissance réciproque de leurs missions et de leurs organisations ;
- planifier des réunions d'information réciproque ;
- participer autant que possible à des sessions de formation et d'apporter des conseils aux sapeurs-pompiers durant les exercices pratiques ;
- Partager sur le retour d'expérience suite aux opérations réalisées à proximité des ouvrages électriques.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention établit des principes de coopération entre le SDIS 76 et RTE pour renforcer la coordination des interventions et faciliter la mise en œuvre des mesures de sécurité à proximité des ouvrages électriques.

Elle traite notamment :

- de la coopération en cas d'accident grave et de la coordination des dispositifs de gestion de crise ;
- des modalités techniques d'intervention et de coordination opérationnelle avec les partenaires ;
- des dispositifs d'alerte et d'information réciproque entre la RTE GMRBS et la préfecture de Seine Maritime, notamment pour harmoniser la communication externe ;
- des actions de sensibilisation et de formation des sapeurs-pompiers ;
- de l'organisation d'exercices pratiques annuels ;
- du partage et de la prise en compte, par les parties concernées, du retour d'expérience.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DE L'ETAT ET DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Les missions générales de l'Etat et des Services d'Incendie et de Secours, en cas d'intervention pour des faits impliquant l'énergie électrique, sont rappelées dans le Code général des collectivités territoriales et la Loi de modernisation de la sécurité du 13 août 2004. Elles consistent, comme pour toute opération de secours, à assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Les mesures de prévention générale et notamment le commandement, la définition, la coordination et la mise en œuvre des différentes opérations de sécurité et de secours sont assurées par les Services d'Incendie et de Secours.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES RESEAUX TRANSPORT

Art. 3.1. Réseau de Transport d'Electricité

RTE, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité français ayant pour mission l'exploitation, la maintenance et le développement du réseau haute et très haute tension. Il est le garant du bon fonctionnement et de la sûreté du système électrique.

Avec plus de 100.000 km de lignes (104.638 km pour l'aérien et 3.993 km pour le souterrain) comprises entre 63.000 et 400.000 volts, le réseau géré par RTE est le plus important d'Europe.

La conception des ouvrages de transport d'électricité placés sous la responsabilité de RTE est définie par un arrêté technique fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique. L'arrêté en vigueur est celui du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Les opérations techniques portant sur la mise en sécurité des ouvrages de transport de l'électricité restent de la compétence des seuls agents d'intervention de RTE qui appliquent les procédures internes prévues dans le cadre des instructions générales qu'ils ont reçues pour remplir leur mission. Ces procédures internes sont fondées sur l'application des dispositions du guide UTE C18-510-1 (« *Recueil d'instructions de sécurité électrique pour les ouvrages* » destiné aux opérations sur les ouvrages et installations électriques dans un environnement électrique).

RTE dispose des moyens d'astreinte pour assurer en permanence la surveillance des ouvrages et la mise en sécurité des tiers.

Ceux-ci sont renforcés dès que nécessaire par la déclinaison du Plan ORSEC. RTE respecte ces exigences par des dispositions internes dénommées ORTEC lui permettant de répondre à des situations de crise.

ARTICLE 4 : COORDINATION DES INTERVENTIONS AVEC LES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Art. 4.1. Qualification et traitement des appels

L'appel de tiers est traité et qualifié par un opérateur CTA-CODIS qui informe le dispatching régional de RTE (24/24).

Art. 4.2. Demande d'intervention urgente de RTE

Lors de toute intervention dans laquelle les installations sont impactées ou sont susceptibles d'être affectées Le COS transmet le message suivant au CTA-CODIS : « je demande réseau transport électricité ».

Art. 4.3. Modalités d'intervention aux abords des câbles électriques haute tension

Toute intervention des sapeurs-pompiers (qu'il s'agisse des hommes, des outils ou des matériels qu'ils manipulent y compris les jets bâton) à une distance inférieure à 5 mètres des câbles conducteurs sous tension, impose la présence et la surveillance d'un salarié de RTE habilité conformément aux dispositions du Code du travail (4^{ème} partie – Livre V – Titre III – Chapitre IV – Section 12 – Sous-section 1).

La mise hors tension d'un ouvrage HTB peut se faire à distance par ouverture des organes de coupure sans mise à la terre. Elle permet une intervention aéroportée ou depuis le sol mais ne garantit en aucune façon la sécurité absolue des intervenants, il faut dans ce cas et en toutes circonstances respecter une distance de 5 mètres par rapport aux câbles électriques, y compris les câbles tombés au sol. Cette distance peut être réduite sans jamais entrer en contact avec l'ouvrage sous la surveillance d'un salarié de RTE habilité.

La mise en sécurité d'un ouvrage HTB garantit la sécurité totale des intervenants y compris un éventuel contact avec l'ouvrage. Elle implique la consignation et la mise à la terre de l'ouvrage. Cette procédure nécessite plus de temps que la mise hors tension mais elle seule assure la protection des personnes vis à vis du risque électrique, y compris les risques d'induction. Elle est donc subordonnée à l'intervention des équipes de RTE aux extrémités de l'ouvrage ainsi que de la présence d'un salarié sur place. Un échange formalisé doit être opéré entre le salarié RTE en charge de la mise en sécurité et le COS avant l'intervention.

Art. 4.4. Stratégie opérationnelle

Le COS détermine la stratégie opérationnelle en liaison avec l'intervenant de RTE. Les éléments recueillis par les représentants de l'une des parties sont communiqués aux représentants de l'autre dès leur arrivée sur les lieux.

Toute intervention des salariés de RTE à l'intérieur du périmètre d'exclusion est subordonnée à l'accord du COS et doit viser un objectif triple :

- limiter au maximum le nombre d'intervenants (qui doivent, en outre, porter les équipements adaptés),
- limiter au maximum le temps d'exposition de chaque intervenant,
- limiter au maximum les missions des intervenants exposés.

Art. 4.5. Modalités d'intervention dans un poste électrique

Les sapeurs-pompiers ne doivent en aucun cas pénétrer dans l'enceinte d'un poste électrique sans être accompagnés par un salarié RTE habilité. Toute manœuvre d'un organe de coupure (disjoncteur, sectionneur...) doit être effectuée par un salarié de RTE habilité.

Art. 4.6. Modalités d'intervention dans un pylône RTE

Les sapeurs-pompiers ne sont pas autorisés à ascensionner un pylône RTE, sans la présence, d'un agent RTE, sauf dans le cas du sauvetage d'une personne en danger immédiat sur ordre du commandant des opérations de secours. Dans ce cas, les ouvrages RTE seront considérés sous tension.

Art. 4.7. Remise en service des ouvrages

Les conditions de remise sous tension des ouvrages sont concertées entre le COS et le représentant de RTE.

Le repli du dispositif du SDIS est placé sous l'autorité du COS ; les modalités sont préparées avec le représentant RTE.

ARTICLE 5 : ENTRAINEMENT AUX INTERVENTIONS

Concernant la préparation des interventions sur site, le SDIS 76 et RTE s'engagent :

- à identifier conjointement des cas d'interventions d'urgence à proximité d'ouvrages électriques (aériens ou souterrains) ou à l'intérieur de postes électriques ;
- à les mettre en pratique par des exercices (par exemple : extinction d'un feu de transformateur 225kV / 63kV, d'un feu en galerie, d'un feu dans un poste, d'un feu sous une ligne électrique, évacuation de personnel depuis un pylône, évacuation de personnel depuis une ligne, etc.) ;
- à tester durant ces exercices les fiches techniques créées par les partenaires nationaux dès leur mise à disposition.

Les partenaires locaux SDIS 76 et RTE s'engagent à diffuser et à accompagner les fiches techniques d'intervention rédigées par les partenaires nationaux dès leur publication. Dans le cas optionnel de leur mise en application dans les exercices conjointement définis, les difficultés d'application seront remontées en vue de leur amélioration par le biais des réseaux d'animation interne de chaque partie.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION DE DONNEES CARTOGRAPHIQUES MOYENNE ECHELLE

Dans le cadre de la mise à jour de ce type de données, RTE s'engage à fournir bi-annuellement au cours de chaque premier et troisième trimestre au Sdis les éléments cartographiques, avec les modifications intervenues par rapport à l'envoi précédent, sous format numérique de leur réseau électrique.

Nota : le Sdis 76 a intégré dans sa cartographie la base de données topo de l'IGN (qui est mise à jour tous les 6 mois) dans laquelle figure les lignes électriques > à 63 kV, les pylônes et les postes de transformation.

Dans tous les cas, la mise à disposition de données cartographiques ne doit pas dispenser le COS d'une analyse des risques sur place. En effet, la cartographie évoluant constamment, sa complétude ne peut être garantie.

ARTICLE 7 : INFORMATION RECIPROQUE EN CAS D'EVENEMENT IMPORTANT OU GRAVE LIE AUX ACTIVITES DE TRANSPORT D'ELECTRICITE ET MODALITES DE COMMUNICATION

Art.7.1. Echanges d'informations

Cette information est intégrée au dispositif habituel de communication à destination des services des préfetures.

Elle peut concerner notamment les types d'événements suivants :

- événement affectant ou susceptible d'affecter la sécurité des biens et des personnes,
- événement non souhaité affectant ou susceptible d'affecter durablement le transport public d'électricité, quelle que soit l'origine de la perturbation,
- événement, autre que ceux précités, susceptible d'être relayé par des médias locaux ou nationaux.

En fonction de l'analyse des risques locaux, les types d'événements sont choisis d'un commun accord entre les partenaires.

Cette information est assurée par un cadre de permanence dûment habilité. Les coordonnées téléphoniques du cadre de permanence sont transmises à la préfecture de chaque département.

La permanence est ainsi assurée par RTE 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

En cas de crise, les autorités préfectorales peuvent solliciter l'appui des moyens humains ou matériels du GMR BASSE SEINE, que l'événement soit ou non en lien le transport public d'électricité.

Art. 7.2. Communication externe aux parties signataires

Dans le cas où il est choisi de communiquer, sur la base des informations réciproques, les parties se concertent afin de déterminer les modalités de cette communication.

ARTICLE 8 : FORMATION DES ACTEURS ET EXERCICES PERIODIQUES

Art. 8.1. Formation

La sensibilisation des sapeurs-pompiers au risque électrique passe par des actions de formation et de sensibilisation.

RTE s'engage à contribuer aux actions de formation et de sensibilisation à la prévention du risque électrique au sein du centre départemental de formation, dans des locaux du Sdis 76 ou dans les locaux de RTE. Ces enseignements sont plus particulièrement dédiés à :

- La formation initiale ou d'adaptation à l'emploi des sapeurs-pompiers et la formation d'adaptation à l'emploi des chefs d'équipes et des chefs d'agrès ;
- La formation hebdomadaire de la chaîne de commandement ;
- La FMPPA (Formation de Maintien et Perfectionnement des Acquis) au sein du centre départemental de formation situé à Saint Valéry en Caux.

RTE est à disposition du SDIS76 pour étudier et proposer les meilleures solutions en vue d'installer des éléments de réseau permettant la mise en situation des sapeurs-pompiers, et ce à titre gracieux.

Art. 8.2. Exercices pratiques et visites de sites

Au-delà des dispositifs de formation, RTE GMR BASSE SEINE et le SDIS 76 s'engagent à procéder à des visites de sites et à des exercices d'entraînement, sur demande de l'une ou l'autre des parties ou à l'initiative des services de la Préfecture.

La préparation de ces exercices est précédée d'une présentation des partenaires en présence, contribuant ainsi à améliorer la connaissance des missions et des organisations des uns et des autres.

Chaque exercice se termine par l'analyse et la diffusion d'un Retour d'Expérience (REX).

ARTICLE 9 : PARTAGE, RETOUR D'EXPERIENCE ET SUIVI DE LA CONVENTION

La présente convention encourage le Retour d'Expérience local (REX). Celui-ci pourra débiter par un débriefing commun.

Les partenaires sont encouragés à organiser, à minima une fois par an, une réunion de partage sur le REX des interventions les plus significatives et des exercices réalisés en commun.

Ce REX peut notamment porter sur les questions de formation et d'information, les matériels d'intervention, les techniques et modalités d'intervention, etc. Les partenaires s'engagent à fournir les éléments factuels nécessaires à ce REX.

Via son circuit interne d'information, chaque partenaire fait remonter en totalité ou en partie les éléments du REX au niveau national.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant daté et signé par les partenaires.

Les partenaires s'engagent à communiquer entre eux, de façon régulière, et à se rencontrer au moins une fois par an, afin de partager toutes informations permettant de mettre à jour les éléments nécessaires à la bonne application de la présente convention.

La liste des interlocuteurs de RTE GMR BASSE SEINE dont la liste figure en Annexe B et du SDIS76 est mise à jour à l'occasion de ces rencontres.

ARTICLE 11 : DUREE

La présente convention est conclue pour 3 ans et renouvelable par reconduction expresse.

Les partenaires peuvent y mettre fin, sans qu'il y ait matière à recours, un mois après dénonciation envoyée par télécopie, courrier électronique ou lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE

Chaque partenaire s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles dont il aurait connaissance dans le cadre de la présente convention, et à ne pas en faire usage à d'autres fins que celles spécifiées ici, pendant toute la durée et jusqu'à 5 ans au-delà du terme de la convention.

Le présent article ne s'applique qu'aux informations qui revêtent un caractère confidentiel, spécifiées comme telles par les partenaires qui les détiennent.

ARTICLE 13 : MARQUES – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les partenaires s'interdisent de faire référence, d'utiliser ou de reproduire, sur quelque support que ce soit ou par quelque procédé que ce soit, les marques ou logos appartenant directement ou indirectement à l'un d'eux sans son accord préalable et écrit.

Lorsque l'autorisation de reproduction des marques ou logos est donnée les partenaires s'engagent à reproduire cette marque ou ce logo en respectant la charte graphique correspondante.

Tous les droits de propriété intellectuelle, artistique ou industrielle auxquels pourraient donner lieu les conceptions et inventions créées par RTE dans le cadre de l'exécution des missions de ce partenariat (notamment les fichiers de presse, communiqués de presse, maquettes, esquisses, projets, illustrations, typons, masters et tous éléments créés par RTE) sont la propriété exclusive RTE, sous réserve des droits éventuels de tiers.

ARTICLE 14 : LITIGES

En cas de difficultés pour l'application des présentes, les partenaires acceptent le principe de se rapprocher et de négocier préalablement à toute décision de résiliation. A défaut d'accord formalisé, le partenaire qui le souhaite peut mettre fin à la convention selon les dispositions de l'article 11.

ARTICLE 15 : DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la signature des présentes.

Fait à en 3 exemplaires originaux, le

Hubert MARTIGNE
Directeur Groupe
Maintenance Réseau Basse
Seine RTE

André Gautier
président du conseil
d'administration du Service
départemental d'Incendie et de
Secours de la Seine-Maritime

LISTE DES ANNEXES

La présente convention est complétée des annexes suivantes :

- Annexe A : glossaire des termes utilisés dans cette convention.
- Annexe B : interlocuteurs régionaux RTE
- Annexe C : interlocuteurs SDIS 76
- Annexe D : document pédagogique sur le risque électrique validé par RTE et la DGSCGC

Projet

Annexe A

Glossaire des abréviations des termes utilisés dans cette convention :

- CAD : Centre d'Appel Dépannage (terme Enedis) ;
- CODIS : Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours ;
- COS : Commandant des Opérations de Secours ;
- CTA-CODIS : Centre Technique d'Appel – CODIS ;
- DGSCGC : Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion de Crise ;
- Enedis : Gestionnaire du réseau de distribution français ;
- HTB :
- REX : Retour d'Expérience
- RTE : Réseau de Transport d'Electricité ;
- SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

Définition des termes utilisés dans cette convention :

- Guide UTE C18-510-1 : guide spécifique aux ouvrages, c'est-à-dire aux réseaux de transport et de distribution d'électricité, extrait de la norme NF UTE C 18-510 (homologuée en décembre 2011) ;
- Mise hors tension (définition NF C18-510) : état dans lequel se trouve un ouvrage lorsque la tension a été supprimée. Cet état à lui seul ne permet pas d'engager des travaux ou interventions ;
- Périmètre d'exclusion ou de sécurité : pour chaque intervention, les sapeurs-pompiers établissent une zone concentrique plus ou moins étendue selon la nature des risques dont les limites extérieures forment le périmètre de sécurité. Cette zone évolue au fur et à mesure de l'intervention jusqu'à suppression. Elle permet d'assurer une sécurité graduelle des personnes et de préserver le bon déroulement de l'intervention, se découpe en 3 parties :
 - la zone d'exclusion : zone où les intervenants sont le plus exposés aux effets du danger principal et où l'accès est strictement réglementé et réservé aux personnes équipées de tenues de protection adaptées aux risques ;
 - la zone contrôlée : zone tampon d'où sont menées la coordination et l'engagement des intervenants en zone d'exclusion, et où l'on ne trouve que des personnes également protégées ;
 - la zone de soutien : zone où se trouvent les structures de soutien nécessaires au bon déroulement de l'intervention, mais qui reste interdite au public pour ne pas entraver la conduite des opérations ;

Annexe B : interlocuteurs régionaux RTE

Dispatching régional de RTE (24/24)		01 30 44 15 78
Astreinte RTE GMR BASSE SEINE		02 35 76 65 08
Standard RTE GMR Basse Seine		02 35 52 27 27
Interlocuteur RTE convention : Sylvain DUPUIS	Sylvain.dupuis@rte-france.com	02 35 52 27 04 06 44 38 74 99
Interlocuteur RTE données SIG : Nasser GASMI	nasser.gasmi@rte-france.com	01 49 01 30 14

Projet

Annexe C : Interlocuteurs SDIS 76

Interlocuteur Convention : Groupement des opérations L'adjoint au chef du service de la doctrine et du retour d'expérience : Commandant MOUSION Gérard	gerard.moussion@sdis76.fr	02 35 56 11 11 06 72 27 30 89
Interlocuteur GRIMP : le Conseiller technique départemental GRIMP : Lieutenant AMELINE Frédéric	frederic.ameline@sdis76.fr	02 32 74 55 71 06 58 15 87 71
Interlocuteur SIG : Groupement Système d'Information Service Administration et Transversalité du Système d'Information : monsieur LE GALLOU Alain	alain.legallou@sdis76.fr	02.32.70.70.06

Annexe D :

A4 Risques électriques validé par RTE et la DGSCGC

formation risque électrique securite civile GUI-ENV-CNER-SER-11-00155-doc.zip

N°DBCA-2019-074

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION AU PRESIDENT POUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ET L'ACCOMPAGNEMENT
D'UN AGENT DU SDIS 76 – PJ/2019-07**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la délibération n° 2015-CA-23 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Président,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Conformément à la délibération du Conseil d'administration du 27 mai 2015 portant délégation de compétences, le Bureau doit donner au Président, une autorisation pour mettre en œuvre la protection fonctionnelle des agents du Service départemental d'incendie et de secours.

En effet, l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dispose que « Les fonctionnaires bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité publique dont ils dépendent, conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales ». Cette garantie est également étendue aux non-titulaires.

Aussi, les agents publics bénéficient de la protection de leur administration contre les attaques dont ils sont victimes à l'occasion de leurs fonctions mais également lorsque leur responsabilité est mise en cause à l'occasion de faits commis dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de toute faute personnelle détachable du service.

*

* *

Le 03 octobre 2018, un sapeur-pompier professionnel affecté au Centre d'incendie et de secours (Cis) de C., le sergent-chef G. a été victime lors d'une intervention de violences et de menaces.

En effet, les sapeurs-pompiers sont intervenus pour porter secours à une personne victime d'un accident de moto avec un véhicule léger. Une fois installée dans l'ambulance, le prévenu, ami de la victime, a voulu monter dans le véhicule.

Le sergent-chef G. a refusé. Le prévenu a alors menacé et giflé l'agent et est ensuite reparti au volant de son véhicule mettant en danger la vie d'autrui.

L'auteur de cette infraction a été identifié et une audience se tiendra le 13 décembre 2019 devant le tribunal de grande instance du Havre.

Le sergent-chef G. a demandé à bénéficier de la protection fonctionnelle conformément à l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Ainsi, j'ai l'honneur de vous demander de m'autoriser à mettre en œuvre la protection fonctionnelle dans le cadre de ce dossier, soit :

- prendre tous les actes et réaliser toutes les démarches nécessaires pour accompagner le sergent-chef G.,
- recourir le cas échéant au service d'un avocat,
- engager les frais relatifs à la mise en œuvre de la protection fonctionnelle.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-074-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019
Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



N°DBCA-2019-075

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION AU PRESIDENT POUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ET L'ACCOMPAGNEMENT
D'UN AGENT DU SDIS 76 – PJ/2019-08**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la délibération n° 2015-CA-23 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Président,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Conformément à la délibération du Conseil d'administration du 27 mai 2015 portant délégation de compétences, le Bureau doit donner au Président, une autorisation pour mettre en œuvre la protection fonctionnelle des agents du Service départemental d'incendie et de secours.

En effet, l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dispose que « Les fonctionnaires bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité publique dont ils dépendent, conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales ». Cette garantie est également étendue aux non-titulaires.

Aussi, les agents publics bénéficient de la protection de leur administration contre les attaques dont ils sont victimes à l'occasion de leurs fonctions mais également lorsque leur responsabilité est mise en cause à l'occasion de faits commis dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de toute faute personnelle détachable du service.

*

* *

Le 05 mai 2019, une sapeur-pompier professionnelle affectée à C., la caporale A. a été victime d'outrages. En effet, le requérant cherchait absolument à n'avoir que des interlocutrices pour les insulter.

L'auteur de cette infraction a été identifié et une audience se tiendra le 04 novembre 2019 devant le tribunal de grande instance de Rouen.

La caporale A. a demandé à bénéficier de la protection fonctionnelle conformément à l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Ainsi, j'ai l'honneur de vous demander de m'autoriser à mettre en œuvre la protection fonctionnelle dans le cadre de ce dossier, soit :

- prendre tous les actes et réaliser toutes les démarches nécessaires pour accompagner la caporale A.,
- recourir le cas échéant au service d'un avocat,
- engager les frais relatifs à la mise en œuvre de la protection fonctionnelle.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-075-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

N°DBCA-2019-076

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION AU PRESIDENT POUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ET L'ACCOMPAGNEMENT
D'UN AGENT DU SDIS 76 – PJ/2019-10**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la délibération n° 2015-CA-23 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Président,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Conformément à la délibération du Conseil d'administration du 27 mai 2015 portant délégation de compétences, le Bureau doit donner au Président, une autorisation pour mettre en œuvre la protection fonctionnelle des agents du Service départemental d'incendie et de secours.

En effet, l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dispose que « Les fonctionnaires bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité publique dont ils dépendent, conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales ». Cette garantie est également étendue aux non-titulaires.

Aussi, les agents publics bénéficient de la protection de leur administration contre les attaques dont ils sont victimes à l'occasion de leurs fonctions mais également lorsque leur responsabilité est mise en cause à l'occasion de faits commis dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de toute faute personnelle détachable du service.

*

* *

Le 08 février 2019, un sapeur-pompier volontaire affecté au Centre d'incendie et de secours (Cis) du T., l'adjudant L. a été victime lors d'une intervention de violences et d'outrages.

En effet, les sapeurs-pompiers sont intervenus pour porter secours à une personne inconsciente à domicile. De nouveau consciente grâce à l'action des secouristes, cette dernière a dû être maîtrisée car elle tentait de donner des coups de poings. Ne pouvant plus bouger, la victime a insulté l'adjudant L., lui a craché au visage et a tenté de lui toucher ses testicules, en vain.

L'auteur de cette infraction a été identifiée et une audience se tiendra le 30 septembre 2019 devant le tribunal de grande instance de Rouen.

L'adjudant L. a demandé à bénéficier de la protection fonctionnelle conformément à l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Ainsi, j'ai l'honneur de vous demander de m'autoriser à mettre en œuvre la protection fonctionnelle dans le cadre de ce dossier, soit :

- prendre tous les actes et réaliser toutes les démarches nécessaires pour accompagner l'adjudant L.,
- recourir le cas échéant au service d'un avocat,
- engager les frais relatifs à la mise en œuvre de la protection fonctionnelle.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-076-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019
Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



N°DBCA-2019-077

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**SERVITUDE DE PASSAGE DU RESEAU DE CHALEUR AU PROFIT DE LA SOCIETE
RESOCEANE SUR LA PARCELLE DU CIS CAUCRIAUVILLE ET DE L'ETAT-MAJOR
DU GROUPEMENT OUEST**

RACCORDEMENT DES BATIMENTS DU SITE AU RESEAU DE CHALEUR

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1311-1,*
- *le code civil,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

La société ResOcéane a sollicité le Sdis76 pour obtenir l'autorisation de passage de son réseau de chaleur, sur la parcelle N°105 sise 3 rue du Sergent Goubin au Havre, sur laquelle sont implantés le Centre d'incendie et de secours (Cis) de Caucriauville et l'état-major du Groupement Ouest. Elle nous propose par la même occasion de raccorder nos bâtiments au réseau de chauffage.

La société RésOcéane est composée des sociétés DALKIA pour 70% et CRAM pour 30%. Elle est titulaire du marché d'exploitations du réseau de chaleur du quartier Le Havre Caucriauville. A l'échéance de 2023, l'objectif de RésOcéane est de produire de la chaleur à partir de la revalorisation des déchets bois, à hauteur de 80%.

Le Sdis76 a émis un accord de principe à la société ResOcéane par courrier en date du 23 juillet 2019 sous réserve que la société réalise le raccordement du réseau de chaleur à nos bâtiments, à titre gratuit, et prenne en charge toutes les incidences administratives et financières liées au passage du réseau sur le site.

Cette solution de raccordement permettra au Sdis76 une économie sur la facture énergétique à long terme ainsi qu'une amélioration de notre bilan carbone à court terme. Lors du passage du réseau de chaleur en énergie renouvelable, le Sdis76 pourra alors bénéficier d'une taxation préférentielle de 5,5% au lieu des 20% actuel (environ 7k€ TTC d'économie annuelle). Ainsi, le Sdis76 ne pourra être taxé sur le carbone et répondra aux exigences environnementales de réduction des émissions de gaz à effet de serres.

De son côté, le Sdis76 devra négocier un avenant au marché de gestion des installations de génie-climatique avec son prestataire ENGIE de manière à bénéficier d'un abonnement de fourniture d'énergie auprès de ResOcéane.

Il est proposé au Sdis76 d'autoriser :

- le passage du réseau de chaleur en contrepartie du raccordement, à titre gracieux, des installations au réseau de chaleur du Cis Caucriauville et de l'état-major du groupement Ouest,
- d'acter le principe de souscription d'un abonnement au réseau de chaleur, du Cis Caucriauville et de l'Etat-major du groupement,
- d'autoriser le président à signer tout document nécessaire pour formaliser cet accord ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-077-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER



N°DBCA-2019-078

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE DES PENALITES APPLIQUEES DANS LE CADRE
DU MARCHE 20180003**

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 modifiée relative aux marchés publics,*
- *le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 modifié relatif aux marchés publics,*
- *l'arrêté du 3 mars 2014 modifiant l'arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générale aux marchés publics de travaux,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *le marché n° 20180003 relatif à la construction de structures modulaires pour le Centre d'incendie et de secours (Cis) provisoire de Duclair.*

*

* *

Dans le cadre de la construction d'un Centre d'incendie et de secours (Cis) provisoire à Duclair, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a attribué à la société JIPE Location un marché de travaux pour l'installation de structures modulaires constituant la base vie, pour un montant de 150 936 € TTC, notifié en date du 14 février 2018.

Compte-tenu du congé donné par le Sdis 76 au propriétaire des locaux hébergeant le Cis, le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) de ce marché stipulait un délai d'exécution des prestations contraignant, compris impérativement entre le 27 février et le 20 juin 2018 (période de préparation de chantier incluse).

En parallèle, il était prévu au CCAP :

- Article 11.1 : une pénalité de 200 €, par jour calendaire de retard, après mise en demeure,
- Article 11.3 : une pénalité forfaitaire de 50 € par absence constatée aux réunions de chantier.

La livraison des structures modulaires avait été programmée le 22 mai 2018, en accord avec le titulaire, lors de la réunion préparatoire des travaux en date du 21 mars 2018.

En dépit de deux mises en demeure de respecter les termes du marché, notifiées à la société JIPE location les 22 mai et 4 juillet 2018, le chantier n'a pu être réceptionné avant le 20 septembre 2018 au lieu du 20 juin 2018, date ultime prévue au marché ; soit 92 jours calendaires de retard.

En outre, sept absences aux réunions ont été recensées sur les comptes rendus de chantier.

En application des clauses du marché, des pénalités ont donc été calculées pour un montant de 18 750 € se décomposant ainsi :

- pénalités de retard : 18 400 €
- pénalités d'absence aux réunions de chantier : 350 €.

Ces pénalités, représentant 14,90 % du montant HT du marché, ont donné lieu à l'émission d'un titre de recette n° 2019/239 dans le cadre de la clôture financière du marché.

Par courrier réceptionné le 29 juillet 2019, la société JIPE Location demande la remise gracieuse de ces pénalités pour les motifs suivants :

- celles-ci constituent une part importante de sa rémunération,

- le groupe auquel appartient la société JIPE Location sort d'une période tourmentée en raison de la mise en observation pendant 18 mois de sa société de production, d'une fermeture de son site principal et d'une réorganisation interne.

Afin de permettre aux membres du Bureau du conseil d'administration de se prononcer, il convient de rappeler que l'application des pénalités correspond à l'exécution des clauses contractuelles acceptées par le titulaire et à laquelle le Sdis 76 ne peut renoncer que de manière exceptionnelle.

En l'espèce il faut ajouter que le montant de ces pénalités semble respecter le poids des aléas pouvant être anticipé par l'entreprise lors de la détermination de son forfait de rémunération.

Par ailleurs, il faut souligner qu'au-delà des difficultés d'organisation générées par le retard, le Sdis76 a supporté des coûts de location supplémentaires de l'ancien bâtiment, de l'ordre de 3 300 € TTC.

Enfin, il est à noter qu'à l'issue de la réception de chantier, l'entreprise n'a jamais donné suite à la levée des réserves formulées au procès-verbal. Le Sdis 76 a finalement été contraint de faire réaliser des prestations aux frais et risques de la société JIPE Location par une entreprise tierce.

Considérant ces éléments, il est proposé de refuser l'exonération des pénalités sollicitée par la société JIPE Location.

*

* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration décident à l'unanimité d'accorder à la société JIPE Location une remise gracieuse à hauteur de 33 % du montant du titre de recette n° 2019/239.

Le président du conseil d'administration,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-078-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019
Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

André GAUTIER



N°DBCA-2019-079

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

REMISE GRACIEUSE SUR TITRE DE RECETTE

Le 12 septembre 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 29 août 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, article 37-1,
- la loi n° 2011-1978 du 28 décembre 2011, clarifiant les situations d'indus,
- le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale.
- le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,
- la délibération n° 2011-CA-34 du 9 novembre 2011 – Parcours professionnel chez les sapeurs-pompiers professionnels en régime de garde,
- la délibération n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a été saisi de deux demandes de remise gracieuse sur titre de recette s'agissant de la répétition de sommes indûment versées au titre de la nouvelle bonification indiciaire (NBI).

I – Les règles applicables en matière de NBI

a- Cadre législatif et réglementaire d'attribution de la NBI

Le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006, point 24 de son annexe, dispose que sont éligibles à la nouvelle bonification indiciaire les « *Chefs d'agrès exerçant des fonctions de commandement de véhicule d'intervention comprenant au moins deux équipes, et d'une particulière technicité supposant une expérience de 7 ans au moins ou emploi équivalent supposant la même expérience et nécessitant l'encadrement de proximité d'au moins 5 sapeurs-pompiers* ».

Dans le cadre de la réforme de la filière applicable à compter du 1^{er} mai 2012, le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 indique que seuls les adjudants peuvent intervenir en qualité de chef d'agrès tout engin. Néanmoins, une mesure transitoire permet aux sergents formés avant le 31 décembre 2012, d'exercer les fonctions de chef d'agrès tout engin jusqu'au 31 décembre 2019.

Par ailleurs, la jurisprudence s'accorde à dire que les fonctions ouvrant droit à la NBI doivent présenter un lien suffisant direct avec l'emploi de l'agent et revêtir une certaine permanence. **Aussi, le juge administratif a pu décider que l'exercice de fonction par intérim ou occasionnelle alors que les fonctions principales sont autres, ne permet pas l'obtention de la NBI.**

b- Dispositif mis en place au sein du Sdis76

Par principe, jusqu'en 2012, l'ensemble des sous-officiers détenant la formation adéquate pouvait intervenir en qualité de chef d'agrès tout engin, au titre de leurs fonctions principales.

Par délibération n° 2011-CA-34 du 9 novembre 2011, un parcours professionnel pour les sapeurs-pompiers professionnels en régime de garde a été mis en place avec une application au 1^{er} janvier 2012. Ce parcours a défini les emplois pouvant être exercés à titre accessoire et à titre principal.

Ainsi, pour les sergents, le parcours a lié la fonction de chef d'agrès tout engin (CATE) à titre principal à celle de sous-officier de jour. Les sergents non sous-officiers de jour exerçaient à titre accessoire la fonction de chef d'agrès tout engin. Le parcours a défini le nombre maximum de sous-officiers de jour par grade dans chaque centre.

En 2012, il a été demandé à chaque chef de centre de fournir la liste des sous-officiers de jour et d'organiser des jurys si nécessaire. Par la suite, lorsqu'un besoin était identifié, le chef de centre organisait un jury et informait les Ressources humaines pour prise en compte.

Fin 2015, la liste de sous-officiers de jour a été figée dans l'attente d'un nouveau parcours professionnel.

c- Modalités de calcul des 7 ans pour l'octroi de la NBI depuis 2012 au Sdis 76

Considérant l'ensemble de ce qui précède, le calcul des 7 ans permettant l'octroi de la NBI respecte les éléments suivants :

- les services effectués en qualité de sous-officier formés avant le 1^{er} janvier 2012,
- les services effectués après le 1^{er} janvier 2012 par les sergents et sergents-chefs ne sont pris en compte qu'à compter de **la date de leur nomination en qualité de sous-officier de jour.**

II – Analyses des situations individuelles

a- Situation de monsieur D.

Monsieur D a perçu du 1^{er} novembre 2016 au 30 juin 2019 inclus, la nouvelle bonification indiciaire (NBI) correspondant à 16 points d'indice majoré. Cependant, conformément à la réglementation en vigueur et à l'application du parcours professionnel pour les personnels en équipe de garde (**nommé sergent le 1^{er} novembre 2009 et sous-officier de jour à compter du 20 octobre 2014**), il ne devait percevoir la NBI qu'à compter du 20 août 2019 (arrêté n°2019/GAP-4973 en traitement).

Monsieur D. a donc bénéficié d'une erreur de liquidation durant 32 mois entraînant un rappel négatif correspondant au trop perçu pour la période de juillet 2017 à juin 2019, compte tenu du délai de prescription de deux ans pour les sommes indûment perçues.

Les sommes perçues entre novembre 2016 et le 30 juin 2017 lui demeurent donc acquises.

L'arrêté n°2019/GAP-4052 du 5 juillet 2019 notifié le 05 août 2019 a supprimé l'attribution de la NBI à compter du 1^{er} juillet 2019.

Par courrier du 4 août 2019, Monsieur D. a indiqué ne pas pouvoir être tenu responsable du trop-perçu et demande l'annulation de sa dette d'un montant de 1610,98 euros nets.

Synthèse des périodes prise en compte :

Périodes	Compétences requises	Conditions détenues	Service pris en compte
01/11/2019 au 31/12/2011	<i>Sergent + titulaire de l'INC2 avant le parcours professionnels</i>	Oui	2 ans et 2 mois
01/01/2012 au 19/10/2014	<i>Fonction de sous-officier de jour et FAE de chef d'agrès tout engin</i>	Non	/
20/10/2014 au 30/06/2019	<i>Fonction de sous-officier de jour et FAE chef d'agrès tout engin</i>	Oui	4 ans 8 mois et 11 jours
Total service validé au 1^{er} juillet 2019			6 ans 10 mois et 11 jours

b- Situation de monsieur B.

Monsieur B. a perçu du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2019 inclus, la nouvelle bonification indiciaire (NBI) correspondant à 16 points d'indice majoré. Cependant, conformément à la réglementation en vigueur, l'intéressé n'aurait pas dû percevoir cette indemnité considérant que sur cette période, il n'exerçait plus les fonctions de chef d'agrès tout engin mais uniquement les fonctions de chef d'agrès une équipe. En effet, dans le cadre de l'affectation de monsieur B. au centre de Caucriauville, à la suite de la fermeture du centre de Dumé d'Aplemont en juin 2014, ce dernier s'est vu retirer les fonctions de sous-officiers de jour et de chef d'agrès tout engin.

Monsieur B. a donc bénéficié d'une erreur de liquidation durant 60 mois entraînant un rappel négatif correspondant au trop perçu pour la période de juillet 2017 à juin 2019, compte tenu du délai de prescription de deux ans pour les sommes indûment perçues.

Les sommes perçues entre le 1^{er} juillet 2014 et le 30 juin 2017 lui demeurent donc acquises.

L'arrêté n°2019/GAP-4053 du 22 juillet 2019 notifié le 21 août 2019 a supprimé l'attribution de la NBI à compter du 1^{er} juillet 2019

Par courrier du 22 août 2019, Monsieur B. indique ne pas pouvoir être tenu responsable du trop-perçu et demande l'annulation de sa dette d'un montant de 1608,62 euros nets.

*

* *

Il est demandé aux membres du Bureau du conseil d'administration de bien vouloir statuer sur les demandes de remise gracieuse de monsieur D. et monsieur B (titres de recette n° 2019-334 et n° 2019-333).

Pour mémoire, dans l'attente de la décision du Bureau, l'exécution des titres a été suspendue.

Enfin, le cas échéant, les agents seront informés de leur possibilité d'obtenir auprès du payeur départemental, un échelonnement de leur dette afin de prendre en compte leur situation personnelle. Le service sollicitera également, en ce sens, le payeur départemental.

*
* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration décident à l'unanimité de ne pas accorder une remise gracieuse à monsieur D et monsieur B.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190912-DBCA-2019-079-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/09/2019

Affichage : 13/09/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

